



## COMMISSION PERMANENTE DU 6 JUIN 2025

### DÉLIBÉRATIONS

Publication n°766 du 13 juin 2025

Publication mise à disposition du public et consultable sur place à l'Hôtel du Département :  
Direction des Assemblées - 7 rue Gaston Manent - 1<sup>er</sup> étage - Porte N°109 - 65000 Tarbes  
Communicable sur simple demande à M. le Président du conseil départemental - Direction des Assemblées,  
à l'adresse rappelée ci-dessous ou par téléphone au 05.62.56.78.52

## COMMISSION PERMANENTE DU 6 JUIN 2025

### DÉLIBÉRATIONS

-----

La commission permanente s'est tenue dans le lieu habituel de ses séances le 6 juin 2025, à 11 heures, sous la présidence de M. Michel PÉLIEU.

Secrétaire de séance : Mme Joëlle ABADIE.

Date de la convocation : 28 mai 2025

selon l'ordre du jour suivant :

#### 1re Commission - Solidarités sociales

- 1 CONVENTIONS RELATIVES A LA GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE AVEC LA CAF DES HAUTES-PYRENEES (CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES) ET LA MSA DE MIDI-PYRENEES SUD (MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE) 2025/2028
- 2 CONVENTION DE GESTION 2025-2027 AVEC LA MISSION LOCALE DES HAUTES-PYRENEES RELATIVE A LA GESTION DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES

#### 2e Commission - Solidarités territoriales

- 3 FONDS D'AMENAGEMENT RURAL  
PROGRAMMATIONS
- 4 FONDS D'AMENAGEMENT RURAL  
PROROGATIONS DU DÉLAI D'EMPLOI DE SUBVENTIONS  
CHANGEMENTS D'AFFECTATION DE SUBVENTIONS
- 5 FONDS SPECIFIQUE ECOLES (F.S.E.)  
COMMUNE DE BAZET
- 6 POLITIQUES TERRITORIALES  
APPEL A PROJETS 2024 POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
ENGAGEMENT D'UNE SUBVENTION SUITE A SURSIS POUR LE PROJET  
DE CONSTRUCTION D'UNE MICRO-CRECHE SUR LA COMMUNE DE MASCARAS
- 7 POLITIQUES TERRITORIALES  
APPEL A PROJETS 2023 POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
ET LA DYNAMISATION DES COMMUNES URBAINES  
PROROGATION DU DELAI D'EMPLOI DE SUBVENTIONS



- 8 APPEL A PROJETS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA RENOVATION DES MEUBLÉS  
DE TOURISME DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES  
EXERCICE 2025-2027

3e Commission - Infrastructures, collèges et mobilités

- 9 1-ACQUISITIONS IMMOBILIERES - REGULARISATION FONCIER  
RD 64 IBOS - CTS ALONSO
- 9 2-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 25 ESTARVIELLE - CTS CASTET
- 9 3-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 25 ESTARVIELLE - CTS BRISSOT
- 9 4-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 817-75 CANTAOUS - COMMUNE
- 9 5-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 618 LOUDERVIELLE - IND SALUDES
- 9 6-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 618 ESTARVIELLE - SANCHOU FRANCOIS
- 9 7-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 618 ESTARVIELLE - CTS BRISSOT
- 10 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
APPEL A PROJETS " ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS PEDAGOGIQUES INNOVANTS"  
SUBVENTION A L'IUT DE TARBES POUR L'ACHAT D'EQUIPEMENTS NUMERIQUES
- 11 PARTICIPATION DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE  
AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT POUR LES COLLEGES DES HAUTES-PYRENEES  
A RECRUTEMENT INTERDEPARTEMENTAL - ANNEE SCOLAIRE 2024/2025
- 12 COLLÈGES PUBLICS  
FONDS COMMUN DES SERVICES D'HÉBERGEMENT 2025 (FCSH)  
COLLÈGES HAUT LAVEDAN, VAL D'ARROS, LA BAROUSSE, TROIS VALLÉES

**DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES**

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9  
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – [www.hautespyrenees.fr](http://www.hautespyrenees.fr)



- 13 GENDARMERIE D'ARGELES-GAZOST  
CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS
  
- 14 CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE L'ASSEMBLEE  
DES DEPARTEMENTS DE FRANCE ET LE DEPARTEMENT DES HAUTES-  
PYRENEES

4e Commission - Jeunesse, vie associative et cadre de vie

- 15 ACTION CULTURELLE  
ATTRIBUTION DES AIDES 2025

5e Commission - Finances, ressources humaines, numérique

- 16 OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT SAS "GRAND-AGE ET HABITAT"  
RESIDENCE AUTONOMIE A SEMEAC

Rapport supplémentaire

- 17 MAISON DE QUARTIER DE LAUBADERE  
MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT CONSENTIE PAR LA MAIRIE DE  
TARBES

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**1 - CONVENTIONS RELATIVES A LA GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE  
AVEC LA CAF DES HAUTES-PYRENEES (CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES)  
ET LA MSA DE MIDI-PYRENEES SUD (MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE) 2025/2028**

La Commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu le rapport du Président qui précise que la loi 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion a confié aux Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et de Mutualité Sociale Agricole (MSA) la charge de recevoir la demande d'un allocataire, de procéder à l'étude de ses droits au RSA, d'assurer le calcul et le paiement de l'allocation aux bénéficiaires pour le compte du département.

Au-delà de ces attributions, la CAF et la MSA peuvent recevoir du Département délégation de « tout ou partie des compétences du Président du Conseil Départemental en matière de décisions individuelles relatives à l'allocation » (article L 262-13 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Depuis 2009 (date de mise en place du RSA), ces mesures donnent lieu à des conventions de gestion avec ces organismes qui viennent préciser les conditions dans lesquelles s'exercent, dans l'intérêt des allocataires, les relations partenariales avec le Département ainsi que la liste et les modalités d'exercice et de contrôle des compétences déléguées par le Conseil Départemental.

Les conventions soumises aujourd'hui à votre approbation viennent préciser les conditions dans lesquelles s'exerceront, de 2025 à 2028, dans l'intérêt des allocataires et des deux parties à la convention, les relations partenariales entre le Département et la CAF des Hautes-Pyrénées d'une part, le Département et la MSA Midi-Pyrénées Sud d'autre part, ainsi que la liste et les modalités d'exercice et de contrôle des compétences déléguées par le Conseil Départemental.

La convention avec la CAF des Hautes-Pyrénées prévoit également une compensation financière forfaitaire accordée à cet organisme pour l'ensemble des services rendus hors du champ de ses obligations légales, d'un montant de 15 000 € par an.

Après en avoir délibéré,

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver les conventions 2025-2028 relatives à la gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA) avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hautes-Pyrénées et la Caisse de Mutualité Sociale Agricole (MSA) de Midi-Pyrénées Sud, qui fixent les conditions contractuelles et partenariales entre les parties pour une durée de trois ans.

Article 2 : d'autoriser le Président à signer ces documents au nom et pour le compte du Département.

Article 3 : d'approuver l'attribution d'une compensation financière forfaitaire à la CAF d'un montant de 15 000 € par an pour l'ensemble des services rendus hors du champ de ses obligations légales.

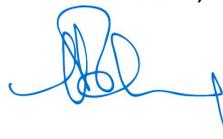
Article 4 : d'imputer les dépenses sur le chapitre 017-448 du budget départemental.

Article 5 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 6 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU



## CONVENTION RELATIVE A LA GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

### Entre :

Le Département des Hautes-Pyrénées, dont le siège est situé 6 rue Gaston Manent, 65000 Tarbes, représenté par son président, Monsieur Michel PÉLIEU, habilité par la Commission Permanente du 6 juin 2025.

ci-après dénommé « le Département »,

et

La Caisse d'allocations familiales des Hautes-Pyrénées, dont le siège est situé 6 ter Place au bois, 65000 Tarbes, représentée par son directeur, Monsieur Bertrand PERRIOT-BOCQUEL.

ci-après dénommée « la Caf »,

Vu le Règlement (UE) 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE

Vu le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 262-13,

L. 262-16, L. 262-25, R. 262-60 à D. 262-64 et R. 262-65 et suivants ;

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (Rsa) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu l'article 87 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

Vu l'article -6 de la loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant.

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L114-9 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu le décret n° 2017-122 du 1er février 2017 relatif à la réforme des minima sociaux ;

Vu l'arrêté du 7 mai 2009 fixant le modèle de formulaire de demande d'allocation de revenu de solidarité active, modifié par l'arrêté du 19 janvier 2011.

Vu la délibération n° 2009-327 du 4 juin 2009 portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif au revenu de solidarité active (RSA) et un projet d'arrêté relatif à l'échantillon national inter régimes d'allocataires de minima sociaux (ENIAMS).

Vu le décret n° 2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination ;

Vu le décret n° 2012-294 du 1er mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Vu le décret n°2017-811 du 5 mai 2017 relatif aux modalités de calcul du Rsa et de la Prime d'activité pour les travailleurs non-salariés modifiant les modalités d'appréciation des ressources prises en considération pour le calcul des droits.

Vu le Budget Primitif 2025 voté par l'Assemblée Départementale du 28 mars 2025.

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE 1. OBJET .....   | 4  |
| ARTICLE 2. UN SERVICE DE QUALITE A L'ALLOCATAIRE.....                            | 4  |
| ARTICLE 2.1. RESPECT DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE.....                        | 4  |
| ARTICLE 2.2. OFFRE DE SERVICE DE LA BRANCHE FAMILLE .....                        | 4  |
| ARTICLE 3. REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LE CAF ET LE<br>DEPARTEMENT .....   | 5  |
| ARTICLE 4. POLITIQUE DE CONTROLE.....  | 5  |
| ARTICLE 5. MODALITES DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE.....                              | 6  |
| ARTICLE 5.1. LES AMENDES ADMINISTRATIVES .....                                   | 7  |
| ARTICLE 5.2. DEPOT DE PLAINTÉ .....  | 8  |
| ARTICLE 6. GESTION DES INDUS.....  | 9  |
| ARTICLE 6.1. LE RECOUVREMENT .....   | 9  |
| ARTICLE 6.2. LES DEMANDES DE REMISE DE DETTE.....                                | 9  |
| ARTICLE 6.2.1. INDUS < OU = 3 FOIS LE MONTANT DU RSA DE BASE NON<br>MAJORE ..... | 9  |
| ARTICLE 6.2.2. INDUS > A 3 FOIS LE MONTANT DU RSA DE BASE NON<br>MAJORE .....    | 10 |
| ARTICLE 6.2.3. INDU TRANSFERE PAR LA CAF AU DEPARTEMENT .....                    | 10 |
| ARTICLE 7. RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX .....                           | 10 |
| ARTICLE 7.1. RECOURS ADMINISTRATIF PREALABLE OBLIGATOIRE.....                    | 11 |

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE 7.2. MODALITES DE SAISINE DE LA CRA.....                                       | 12 |
| ARTICLE 8. OUTILS INFORMATIQUES.....   | 11 |
| ARTICLE 8.1. INSTRUCTION DU RSA.....   | 11 |
| ARTICLE 8.2. TRAITEMENT DU RSA.....  | 12 |
| ARTICLE 8.3. INFORMATIONS COMMUNIQUEES PAR LA CAF AU<br>DEPARTEMENT.....               | 12 |
| ARTICLE 8.3.1. MODALITES D'EVOLUTION DES ECHANGES<br>D'INFORMATIONS ET DE DONNEES..... | 12 |
| ARTICLE 8.3.2. MODALITES DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS ET<br>DES DONNEES.....       | 12 |
| ARTICLE 8.3.3 : SOUS-TRAITANCE.....  | 13 |
| ARTICLE 8.3.4 : SECURITE DE LA TRANSMISSION DES DONNEES.....                           | 13 |
| ARTICLE 9 : COUTS DE GESTION DU RSA.....   | 14 |
| ARTICLE 10 : DISPOSITIONS COMPTABLES ET FINANCIERES.....                               | 14 |
| ARTICLE 10.1 TRAITEMENT COMPTABLE.....   | 14 |
| ARTICLE 10.1.1 DEMANDE D'ACOMPTE MENSUEL.....  | 14 |
| ARTICLE 10.1.2 : REGULARISATION ANNUELLE.....  | 15 |
| ARTICLE 10.2 : TRAITEMENT FINANCIER.....   | 15 |
| ARTICLE 10.2.1 REMBOURSEMENT DE LA DEMANDE D'ACOMPTE PAR LE<br>DEPARTEMENT.....        | 15 |
| ARTICLE 10.2.2 : INTERETS DE RETARD.....   | 16 |
| ARTICLE 10.2.3 : INTERETS FINANCIERS.....  | 16 |
| ARTICLE 11 : CONCERTATION REGULIERE ENTRE LES PARTIES ET<br>REGLEMENT DES LITIGES..... | 16 |
| ARTICLE 12 : DUREE.....  | 16 |
| ARTICLE 13 : MODALITES DE REVISION.....  | 16 |
| ARTICLE 14 : MODALITES DE RESILIATION.....   | 16 |
| ARTICLE 15 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....   | 17 |

## **Préambule**

La loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008, dont les dispositions sont aujourd'hui intégrées dans le Code de l'action sociale et des familles, positionne le Département comme responsable du dispositif et confie aux Caisses d'allocations familiales (Caf) et aux caisses de Mutualité sociale agricole (Cmsa), la charge de recevoir la demande

de l'allocataire et de procéder à l'instruction administrative des demandes. Les Caf et Cmsa assurent par ailleurs le calcul et le paiement du Rsa.

La loi garantit ainsi aux bénéficiaires du Rsa un interlocuteur privilégié pour l'accès à l'ensemble des prestations et une offre de service de qualité.

Le dispositif Rsa s'appuie sur un partenariat structuré entre le Département et la Caf. La précédente convention de gestion, signée le 28/02/2022 traduisait une volonté forte de coopération. Par la présente convention, le Département et la Caf souhaitent reconduire et renforcer leur partenariat.

La Caf et le Département, en étroite collaboration, veilleront à s'inscrire dans une démarche qui place l'utilisateur au cœur du dispositif. L'amélioration continue de la qualité de service constitue un objectif partagé. Les actions déployées par la Caf et le Département doivent contribuer à simplifier les démarches des usagers, à lutter contre le non-recours et la fraude, ainsi qu'à obtenir un paiement juste.

#### ARTICLE 1. OBJET

La présente convention de gestion fixe les conditions dans lesquelles s'exercent, dans l'intérêt des allocataires, les relations partenariales entre le Département et la Caf.

#### ARTICLE 2. UN SERVICE DE QUALITE A L'ALLOCATAIRE

Les parties signataires veillent à la qualité et à la rapidité de l'instruction des dossiers qui conditionnent la qualité de service à l'allocataire, conformément à l'article D. 262-29 du Code de l'action sociale et des familles (Casf).

##### ARTICLE 2.1.RESPECT DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

Les parties signataires s'engagent à ce que les modalités de gestion du Rsa soient conformes au cadre légal et réglementaire défini notamment aux articles L. 262-1 et suivants et R. 262-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles (Casf).

Elles ont en charge de veiller à la bonne application du droit, garant de l'égalité de traitement des bénéficiaires.

##### ARTICLE 2.2.OFFRE DE SERVICE DE LA BRANCHE FAMILLE

L'offre de service de la branche famille est définie dans la Convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre la Caisse nationale des Allocations familiales (CNAF) et l'Etat le 10 juillet 2023 pour 5 ans (2023-2027). Elle garantit, au moyen d'engagements mesurables, la rapidité, la maîtrise et la qualité de l'instruction, de la liquidation des droits et de l'information de l'ensemble de ses allocataires et de ses partenaires.

Ce socle de service de la Caf est une référence commune pour les parties signataires. Il est décrit dans le cadre du « référentiel Rsa » qui s'applique à tous les actes de gestion de la prestation pour l'ensemble du réseau des Caf

### ARTICLE 3. REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LE CAF ET LE DEPARTEMENT

Les compétences relatives au Revenu de solidarité active se répartissent en quatre catégories :

- 1) Les compétences réservées exclusivement au Département ;
- 2) Les compétences réservées exclusivement à la Caf ;
- 3) Les compétences pouvant faire l'objet de délégation à titre gratuit à la Caf conformément aux articles L. 262-13 et R. 262-60 du Casf ;
- 4) Les compétences pouvant faire l'objet de délégation avec rétribution à la Caf conformément à l'article R. 262-62 du Casf.

Un tableau récapitulatif de la répartition des compétences est porté en annexe à la présente convention.

Dans les domaines dans lesquels le Département est compétent, il communique ses décisions à la Caf dans des délais lui permettant de respecter le socle de service de cette dernière.

### ARTICLE 4. POLITIQUE DE CONTROLE

La politique de maîtrise des risques menée par la branche Famille est décrite au travers d'un plan annuel de contrôle interne qui fixe les objectifs, les méthodes et les orientations pour l'ensemble des caisses du réseau.

Ce plan de contrôle s'appuie sur :

- Des échanges de fichiers automatisés avec la Direction générale des finances publiques, France travail, etc. ;
- Des contrôles de cohérence annuels et trimestriels pour sécuriser les risques majeurs liés aux ressources et aux situations professionnelles ;
- Des contrôles systématiques de multi affiliation des bénéficiaires ;
- Des contrôles ciblés en fonction des situations identifiées comme étant les plus à risque (ciblage par un dispositif de modélisation du risque de donnée entrante avancé, dénommé « datamining ») ;
- Des contrôles sur place ou sur pièces, à la demande du gestionnaire conseil allocataire, en présence d'incohérences détectées sur le dossier.

La stratégie de sécurisation des risques sur les données entrantes<sup>1</sup>, initiée par la branche Famille, repose sur les principes suivants :

- Sécuriser les données entrantes, en amont du versement, en utilisant la dématérialisation (contrôles de cohérences lors de la télé-procédure Rsa)

---

<sup>1</sup> Les données entrantes sont définies comme des informations transmises par les allocataires, les tiers et les partenaires et prises en compte pour ouvrir et gérer les droits des allocataires, notamment les droits au Rsa.

- ou la circularisation avec les tiers (échanges avec les partenaires du type web service) ;
- Cibler les sécurisations sur les dossiers et les informations les plus à risques, notamment par l'intermédiaire du datamining, ou de ciblage spécifique issu du Service National de Lutte contre la Fraude à Enjeux ;
  - Déployer suffisamment de contrôles pour garantir leur effet dissuasif.

Le plan national peut, le cas échéant, être complété d'actions établies d'un commun accord entre la Caf et le Département sur la base d'une analyse des risques partagée et dans la limite des moyens humains, juridiques et techniques. Dans ce cadre, la Caf facture au Département les contrôles supplémentaires selon un forfait arrêté en commun. A titre informatif, le coût moyen d'un contrôle sur place s'élève actuellement à 690€ (coût moyen en septembre 2024).

Dans le souci de renforcer la coopération avec les conseils Départementaux en matière de gestion et de contrôle du droit, un profil « contrôle », créé dans l'application CDAP (consultation des données des allocataires par les partenaires) est mis à disposition à l'usage exclusif des agents des conseils Départementaux chargés du contrôle et de la lutte contre la fraude au Rsa. L'attribution de ce profil est soumise à la contractualisation d'une convention de coordination avec la Caf, permettant de coordonner les politiques de contrôles menées par la branche Famille et le Département.

Un bilan annuel des contrôles réalisés sur le Rsa est fourni conjointement par la Caf et le Département, à échéance du 30 juin de l'année suivante.

#### ARTICLE 5. MODALITES DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Le Département et la Caf s'engagent à rechercher une harmonisation des politiques respectives de sanctions et à une effectivité quant à leur application en cas de fraude, lorsque la fraude porte uniquement ou partiellement sur le Rsa.

Le Département est compétent pour la gestion de la fraude Rsa (qualification, gestion des sanctions). Le Département délègue à la Caf la compétence de gestion de la fraude pour les dossiers provenant des contrôles Ressources à contrôler (RAC). Le seuil est précisé en annexe.

- Dans les cas où le Département conserve la gestion de la qualification de la fraude, la décision de qualification et la sanction associée doivent être communiquées à la Caf dans un délai raisonnable qui ne peut pas excéder 1 mois à compter de la réception de la proposition de la Caf. Le but est de prévenir tout risque de prescription des indus correspondants.
- Dans le traitement des campagnes de contrôle ressources activité (RAC) la Caf vient qualifier la fraude par délégation du président du Conseil départemental selon les critères en annexe.

- La CAF informe le département lorsqu'elle qualifie de frauduleux des dossiers sur lesquels du RSA est versé par le biais d'un tableau récapitulatif adressé en fin de campagne.

La Caf et le Département conviennent de se concerter lorsqu'une action judiciaire relative à la fraude au Rsa est susceptible d'être engagée, soit par obligation, soit par orientation de l'action.

#### ARTICLE 5.1.LES AMENDES ADMINISTRATIVES

La fausse déclaration ou l'omission délibérée de déclaration ayant abouti au versement indu de RSA est passible d'une amende administrative. (Article L262-52 du CASF)

Le montant de la pénalité est fixé en fonction de la gravité des faits.

L'institution ayant le préjudice le plus important applique l'amende. Une coordination a lieu en amont.

Dans le cas où le département a le préjudice le plus important il applique l'amende selon les modalités ci-dessous. Le département fixe l'amende à 10 % du montant de l'indu chiffré, dans le respect des seuils ci-dessus évoqués.

Cette amende est appliquée dans les cas de fausse déclaration ou omission délibérée de déclaration renouvelée ou sur une durée supérieure à un an et dans le cas où l'indu frauduleux chiffré en conséquence est supérieur à 5 000 €.

Le président du Conseil départemental notifie par courrier à la personne les faits reprochés et le montant de la pénalité envisagée. Elle est invitée à présenter ses observations dans un délai d'un mois auprès de l'équipe pluridisciplinaire.

Le président du Conseil départemental après avis de l'équipe pluridisciplinaire prononce le cas échéant la pénalité et la notifie à l'intéressé. La mesure prononcée est motivée et peut être contestée devant la juridiction administrative.

Dans une optique de cohérence de traitement des dossiers, la CAF informe le département des décisions prises par sa commission en matière de pénalités administratives sur des dossiers ou du RSA est également versé et inversement.

Lorsque l'indu RSA est **supérieur** à l'indu prestation :

|  |  |  |
|--|--|--|
| Indu RSA supérieur à l'indu prestation       | si indu RSA inférieur ou égal à 5 000 €                  | si indu RSA supérieur à 5 000 €  |
| Sanction du Conseil Départemental possible : | Avertissement (mention fraude et prescription triennale) | Amende ou seulement mention fraude et prescription triennale (selon avis EP et décision PCD) |
| Sanction commission fraude CAF possible :    | Avertissement ou pénalité                                | Avertissement  |

Lorsque l'indu RSA est **inférieur** à l'indu prestation :

|  |  |
|--|--|
| Indu RSA inférieur à l'indu prestation       | Quelque soit le montant de l'indu RSA                    |
| Sanction du Conseil Départemental possible : | Avertissement (mention fraude et prescription triennale) |
| Sanction commission fraude CAF possible :    | Avertissement ou pénalité                                |

#### ARTICLE 5.2.DEPOT DE PLAINTE

Dans le cas où le Département dépose plainte, la CAF lui transmet la notification de l'indu et le détail de la créance sur la période régularisée en indu et les déclarations trimestrielles de ressources concernées.

Dans le cas d'un indu supérieur à 8 fois le plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur un dépôt de plainte sera obligatoirement déposé.

Afin de valoriser les dépôts de plaintes concomitants, la Caf et le CD se coordonnent afin d'appuyer l'action pénale.

## ARTICLE 6. GESTION DES INDUS

### ARTICLE 6.1.LE RECOUVREMENT

L'action en répétition d'indus se prescrit par 2 ans. Dans le cas des créances frauduleuses, la prescription biennale est levée et une prescription triennale est appliquée.

Les indus d'un montant initial inférieur à 77 € ne sont pas récupérés.

#### Les modalités du recouvrement :

- Lorsque le débiteur est bénéficiaire de prestations ; la CAF procède au recouvrement de tout paiement indu sur le montant des aides à échoir. Dans le cadre de la fongibilité des fonds, les indus RSA sont recouvrables sur l'ensemble des prestations en application du barème de recouvrement personnalisé fixé par décret ;
- Lorsque le débiteur, domicilié sur le département des Hautes-Pyrénées, n'est plus bénéficiaire de prestations et que la créance n'est pas recouvrée depuis 3 mois, la Caf transfère au département l'état des créances de RSA à recouvrer.
- Dans le cadre des fraudes à l'identité (cible nationale CAF en lien avec la SNLFE), l'indu est affecté au Tiers usurpateur et transféré au CD comme les autres créances sans recouvrement depuis plus de 3 mois

#### Les suspensions du recouvrement :

La CAF suspend le recouvrement de la créance en cas de :

- Demande de remise de dettes (sauf pour les créances frauduleuses) dans l'attente de la décision de la CRA ou du président du Conseil départemental à la suite d'un avis de la commission des indus RSA du département ;
- Recours administratif relatif à un indu de RSA non frauduleux dans l'attente de la décision du président du Conseil départemental ;
- Recours contentieux dans l'attente de la décision de la juridiction compétente.

### ARTICLE 6.2.LES DEMANDES DE REMISE DE DETTE

#### ARTICLE 6.2.1.INDUS < OU = 3 FOIS LE MONTANT DU RSA DE BASE NON MAJORE

Le seuil au titre de la précédente convention de 1 700 € est relevé à 3 fois le montant du RSA non majoré.

Le Président du Conseil départemental délègue à la CAF les décisions de remise de dettes (solde de l'indu au moment de la demande) concernant les indus non transférés de RSA d'un montant inférieur ou égal à 3 fois le montant du RSA non majoré.

Si cette créance résulte d'une manœuvre frauduleuse ou d'une fausse déclaration il n'est pas accordé de remise de dettes conformément à l'article l 262- 46 du code.

La CAF rejette alors la demande et le notifie à l'allocataire.

La CAF effectue cette action à titre gratuit et transmet au Département les PV de décisions CRA.

#### ARTICLE 6.2.2. Indus > A 3 FOIS LE MONTANT DU RSA DE BASE NON MAJORE

Les demandes de remise de dettes pour des indus supérieurs à trois fois le montant du RSA non majoré au moment de la demande sont transmises au département pour décision.

Si cette créance résulte d'une manœuvre frauduleuse ou d'une fausse déclaration il n'est pas accordé de remise de dettes conformément à l'article l 262- 46 du code.

Le Conseil Départemental notifie à l'allocataire sa décision.

#### ARTICLE 6.2.3. INDU TRANSFERE PAR LA CAF AU DEPARTEMENT

Le Département est seul compétent pour les demandes de remise de dettes relatives à des indus de RSA transféré par la CAF au Département.

Le Département est seul compétent pour assurer la défense devant le tribunal administratif en ce qui concerne les décisions de remise de dettes en matière de RSA (hors RSA jeune) y compris s'agissant des décisions prononcées par la CAF dans le cadre de la délégation qui lui est accordée.

### ARTICLE 7. RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX

#### Article 7.1 LES RECOURS ADMINISTRATIFS PREALABLES OBLIGATOIRES

Le Département est compétent en matière de recours administratifs préalables obligatoires (RAPO). Dans le cadre d'un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dirigé contre une décision relative au RSA, le Président du Conseil Départemental peut soumettre le recours pour avis à la commission de recours amiable (CRA) de la Caf, dans les conditions précisées à l'article suivant.

La CAF transmet au département les contestations dans un délai de 15 jours ouvrés.

Le président du Conseil départemental accuse réception des contestations puis statue dans un délai de 2 mois sur le recours administratif qui lui a été adressé.

Le Département assure la transmission de ses décisions à la Caf.

Le Département assure la défense devant le tribunal administratif de tous les recours exercés contre les décisions relatives aux recours administratifs.

## ARTICLE 7.2 : MODALITES DE SAISINE DE LA COMMISSION DE RECOURS AMIABLES (CRA)

La commission de recours amiable (CRA) des organismes payeurs, notamment la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), intervient dans le cadre des recours administratifs adressés au Président du Conseil départemental en matière de revenu de solidarité active (RSA). Son rôle est de fournir un avis préalable sur les réclamations ou contestations formulées par les allocataires, conformément aux dispositions de l'article L. 262-47 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Il est convenu du fait que la CRA doit être saisie pour avis de toute contestation relative au RSA d'un montant supérieur à 10 000 euros.

Lorsqu'elle est saisie, la commission de recours amiable se prononce dans un délai d'un mois. A réception de l'avis, le Président du Conseil départemental statue, sous un mois, sur le recours.

L'avis rendu par la CRA a un caractère consultatif et ne lie pas le Président du Conseil départemental.

Cette prestation est effectuée à titre gratuit par la CAF.

## ARTICLE 8. OUTILS INFORMATIQUES

Le système d'information relatif au traitement des prestations légales est arrêté par la Cnaf, qui en a la responsabilité exclusive, de façon à assurer un traitement homogène par l'ensemble des Caf. Toute demande d'évolution est soumise à la Cnaf selon les procédures en vigueur.

### ARTICLE 8.1. INSTRUCTION DU RSA

La demande de Rsa est réalisée directement auprès de la Caf par téléservice ou par le dépôt d'un formulaire.

Le partage d'informations essentiellement dématérialisées est assuré, selon leur nature et leur fréquence, soit dans une logique d'échanges de données informatisées (échanges de fichiers), soit dans une logique de portail Extranet.

Ces flux peuvent être quotidiens ou mensuels et comportent des informations correspondant à l'instruction des demandes, à la gestion et au suivi des bénéficiaires, ainsi qu'au suivi financier du Rsa. Ces flux peuvent prendre la forme de :

- fichiers informatiques qui transitent par le centre serveur national des Caf, « Webservices »,
- consultation directe au moyen du portail Extranet Caf (Cdap).

Le mode retenu pour la transmission des informations est celle du flux « Xml » conforme aux standards du W3C.

Aucune donnée à caractère personnel relative à la gestion du Rsa ne peut être transmise ou communiquée par d'autres supports.

#### ARTICLE 8.2.TRAITEMENT DU RSA

Le calcul et le paiement du Rsa sont assurés par la Caf au moyen d'un système d'information national (NIMS).

#### ARTICLE 8.3.INFORMATIONS COMMUNIQUEES PAR LA CAF AU DEPARTEMENT

Les échanges d'informations entre la Caf et le Département sont expressément prévus dans le Casf, notamment aux articles L. 262-40 et suivants et D. 262-95 et suivants.

La Caf met à disposition du Département des informations administratives nominatives, financières et statistiques. La totalité des informations ainsi communiquées permet au Département d'avoir une vue d'ensemble des éléments nécessaires à la gestion du Rsa et à la compréhension des événements intégrés par la Caf.

#### ARTICLE 8.3.1.MODALITES D'EVOLUTION DES ECHANGES D'INFORMATIONS ET DE DONNEES

Pour des raisons de cohérence d'ensemble et d'intégrité des données transmises, les parties signataires s'engagent à respecter le cadre fixé par la Cnaf en concertation avec ses partenaires. En conséquence, la forme, la nature et les modalités de transmission de ces informations et de ces données ne peuvent pas être modifiées par les parties signataires.

Les parties signataires de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les nouveaux flux ou les évolutions de flux existants (y compris d'éventuels flux transmis par le Département vers la Caf).

#### ARTICLE 8.3.2.MODALITES DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS ET DES DONNEES

Les informations et les données sont mises à disposition du Département sur une plateforme dédiée au Centre serveur national (Csn) de la Cnaf. A cet effet, le Département convient avec le Csn des modalités de récupération des flux mis à sa disposition.

- soit sur la plateforme dénommée HubEE (Hub d'Echange de l'Etat) proposée par la Dinum (Direction Interministérielle du Numérique) ;
- soit via un tiers de télétransmission reconnu ;
- soit via une infrastructure propre au Département.

Tout autre échange complémentaire de données ou statistiques, dans le respect du RGPD, sera réalisé via la Plateforme d'Echange Partenaire Sécurisée (PEPS) dans

un premier temps, puis BlueFiles, ou toute autre solution française d'échange sécurisé de messages et documents pour professionnels.

Les données sont transmises selon les modalités définies dans cet article.

Selon leurs profils et leurs missions, certains agents habilités du département disposent aussi d'un accès privilégié aux informations nominatives concernant les dossiers des bénéficiaires de Rsa via un service Extranet d'information : « CDAP – Consultation du Dossier Allocataire par les Partenaires ». Un système d'habilitation, individuelle et strictement personnelle des agents autorisés à consulter ce service, permet de garantir la confidentialité des informations. La Caf, et le cas échéant la Cnaf au titre des contrôles et audits de second niveau, conserve la possibilité d'effectuer tout contrôle sur les informations consultées au moyen de l'application CDAP, sur les caractéristiques de ces consultations et sur les profils des personnes habilitées (agents du Conseil départemental ou ses délégués), y compris les informations contenant des données à caractère personnel.

#### ARTICLE 8.3.3 : SOUS-TRAITANCE

Le Département peut être amené, dans le strict respect des cadres juridiques de référence, à procéder à la mise en œuvre d'actions de sous-traitance des données. En pareil cas de figure, et ce en qualité de responsable de traitement au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), le Département porte à sa charge exclusive tout l'éventail des vérifications en matière de sécurité du système d'information du prestataire retenu ainsi que les risques légaux encourus en cas d'incident dans le cadre de l'exploitation des dites informations personnelles.

#### ARTICLE 8.3.4 : SECURITE DE LA TRANSMISSION DES DONNEES

##### Cadre réglementaire

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), et celles de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

##### Qualification des parties

Les parties sont chacune responsables de traitement pour les données traitées par leur structure, au sens du RGPD.

##### Engagement de protection des données à caractère personnel

Chaque responsable de traitement doit s'assurer de la conformité des traitements de données à caractère personnel au RGPD. Il s'engage notamment à :

- Traiter les données de manière loyale, licite et transparente.
- Définir les finalités du traitement et ne pas traiter les données pour d'autres finalités.

- Ne traiter que les données nécessaires aux finalités du traitement.
- Informer les personnes concernées sur leurs droits, les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement, les durées de conservation.
- Prendre en compte les droits des personnes en facilitant l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et en répondant aux demandes qui y sont liées.
- Mettre en œuvre des mesures permettant d'assurer la sécurité des données traitées. Cela comprend toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ou dossiers papiers et pour assurer la conservation des documents et informations.
- Assurer la confidentialité des données de sorte que seules les personnes ayant besoin d'en connaître puissent accéder à ces données et respecter les obligations de discrétion et de secret professionnel applicables aux données à caractère personnel.
- Respecter des durées de conservation des données limitées dans le temps en fonction des finalités du traitement, détruire ou archiver les données à l'expiration des durées de conservation.
- Informer la CNIL, les personnes concernées et l'autre partie en cas de violation de la sécurité des données.

#### Transmission de données à caractère personnel entre les parties

Toute transmission de données à caractère personnel entre les parties se fera par un moyen d'échange sécurisé.

Les données et fichiers informatiques seront échangés par un moyen d'échange sécurisé entre le Département et la CAF.

Aucune donnée à caractère personnel ne devra être envoyée par messagerie électronique.

#### ARTICLE 9 : COUTS DE GESTION DU RSA

Conformément au socle de base défini à l'article 2 de la présente convention, l'instruction administrative et le versement du Rsa sont assurés pour le compte du Département à titre gratuit par la Caf.

Les autres compétences assurées par la Caf pour le compte du Département donne lieu à une compensation financière à raison de 15 000 € / an représentant notamment la réalisation de contrôles pour le compte du Département.

#### ARTICLE 10 : DISPOSITIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

##### ARTICLE 10.1 TRAITEMENT COMPTABLE

##### ARTICLE 10.1.1 DEMANDE D'ACOMPTE MENSUEL

La Caf transmet chaque mois, conformément aux articles L. 262-25 II et D. 262-61 du Casf, une demande d'acompte au Département, qui récapitule l'ensemble des opérations constatées le mois précédent sur les droits au Rsa socle et socle majoré des allocataires.

Conformément à l'article L. 262-25-II du Casf, cette demande ventile les opérations par nature de prestation et par type d'opérations comptables. Parallèlement à ce document papier de synthèse, un flux financier dématérialisé (Xml) est adressé au Département. Il justifie chacune des opérations nominativement, bénéficiaire par bénéficiaire.

#### ARTICLE 10.1.2 : REGULARISATION ANNUELLE

Au mois de décembre de chaque année, il est procédé à une régularisation annuelle qui consiste à traiter l'écart qui peut exister entre :

- la somme des douze acomptes mensuels issus de l'applicatif de gestion Cristal appelés auprès du Département de janvier à décembre N,
- et les opérations constatées dans l'applicatif comptable Magic sur la période de décembre N-1 à novembre N.

Cette régularisation fait l'objet d'une facture, adressée par la Caf au Département au mois de décembre de chaque année.

#### ARTICLE 10.2 : TRAITEMENT FINANCIER

Les flux financiers prévus au présent article 7 sont financièrement neutres pour la Caf, conformément au 4° du I. de l'article L. 262-25 du Casf.

La neutralité des flux financiers pour la trésorerie de la Caf est assurée par :

- L'avance de trésorerie mise en place en juin 2009, d'un montant de 1 721 377,63 € à la date de signature de la présente convention.
- La refacturation au Département en début d'année du coût financier supporté le cas échéant par la Caf a raison du différentiel de trésorerie entre les encaissements et les décaissements de l'année N-1.
- Le respect des échéances de paiement des facturations mensuelles par les collectivités.

#### ARTICLE 10.2.1 REMBOURSEMENT DE LA DEMANDE D'ACOMPTE PAR LE DEPARTEMENT

La demande d'acompte mensuelle d'un mois M doit être réglée par le Département à la Caf le 5 du mois M+1 ou le jour ouvré le plus proche suivant cette date.

#### ARTICLE 10.2.2 INTERETS DE RETARD

Tout retard dans le versement des acomptes donnera lieu au versement au moins une fois par an, de pénalités de retard calculées comme suit :

|   |
|---|
| $(\text{Montant qui aurait dû être versé au titre du mois M}) \times (\text{moyenne mensuelle du dernier taux ESTER connu} + 1\%) \times (\text{nombre de jours de retards} / 360 \text{ jours})$ |
|---|

### ARTICLE 10.2.3 : INTERETS FINANCIERS

Pour les intérêts financiers, le taux utilisé correspond au taux d'intérêt moyen applicable aux soldes comptables journaliers des branches du régime général de sécurité sociale, fixé annuellement par Arrêté en mars N+1.

### ARTICLE 11 : CONCERTATION REGULIERE ENTRE LES PARTIES ET REGLEMENT DES LITIGES

Des rencontres régulières sont organisées entre le Département et la Caf afin de suivre la bonne mise en œuvre de la présente convention et son évolution éventuelle.

Pour tout différend qui pourrait survenir dans l'application de la présente convention, les parties conviennent de rechercher une solution amiable, avant d'engager toute procédure contentieuse devant le tribunal administratif de PAU.

Les conditions d'application de la présente convention font l'objet d'un examen annuel.

### ARTICLE 12 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties pour une durée de trois ans.

Elle peut être renouvelée, de façon expresse, par périodes successives de trois ans, par la signature d'un avenant.

### ARTICLE 13 : MODALITES DE REVISION

La présente convention peut être adaptée ou modifiée en cours de période à la demande de l'une ou l'autre des parties, notamment pour tenir compte des éléments extérieurs qui mettent en cause substantiellement ou durablement son équilibre.

Toute adaptation ou toute modification de la présente convention ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les parties.

Toute demande de prestation ou de service supplémentaire fait l'objet d'un avenant à la présente convention et peut donner lieu à rétribution dont le montant est décidé par les parties.

### ARTICLE 14 : MODALITES DE RESILIATION

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception. Le préavis est alors adressé au maximum 6 mois avant la date souhaitée de résiliation.

## ARTICLE 15 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents régissant la présente convention sont :

- La présente convention,
- L'annexe 1 relative à la répartition des compétences

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires originaux

Fait à ....., le....

Pour la Caf des Hautes-Pyrénées

Pour le Département  
Des Hautes-Pyrénées

Monsieur Bertrand  
PERRIOT-BOCQUEL  
Directeur

Monsieur  
Michel PÉLIEU  
Président

## Annexe 1 / Tableau de répartition des compétences : Synthèse par typologie

| Compétences CD   | Compétences CAF de plein droit  |
|--|---|
| <p><b>Compétences CD</b></p> <p><b>Etude des conditions d'éligibilité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dérogation aux conditions relatives aux étudiants, stagiaires, élèves avec règles prédéfinies</li> </ul> <p><b>Examen des ressources des membres du foyer pour le calcul du Rsa :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• non prise en compte des libéralités avec règles prédéfinies</li> <li>• évaluation des ressources ETI</li> </ul> <p><b>Versement du RSA :</b> versement à un tiers du Rsa à une association agréée à cet effet</p> <p><b>Examen des droits et devoirs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information sur les droits et devoirs</li> <li>• Contrôle du respect des droits et devoirs</li> <li>• Décisions de sanction (montant, durée, graduation) conformément à la réglementation en vigueur</li> </ul> <p><b>Gestion des indus :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au-delà des trois mois, récupération de la créance (ainsi qu'en cas de fraude l'indemnité au titre des frais de gestion équivalant à 10% des sommes réclamées)</li> <li>• examen des remises de dette de Rsa portant sur une somme supérieure à 3 fois le montant du RSA de base (Selon le solde au moment de la demande)</li> </ul> <p><b>Gestion du contentieux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion de toutes contestations (fin de droit, refus de droit, indus...) de Rsa – examen du recours administratif préalable obligatoire (RAPO)</li> <li>• Défense des dossiers de Rsa en cas de recours contentieux devant le Tribunal administratif, suite à un RAPO.</li> </ul> <p><b>Gestion de la fraude (qualification, gestion des sanctions) pour les autres dossiers et application de prescription triennale.</b></p> | <p><b>Etude des conditions d'éligibilité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• examen de l'identité, de la composition familiale (marié, pacsé, seul...), charge d'enfant et situation professionnelle</li> <li>• examen de la condition d'âge</li> <li>• examen des conditions de nationalité (titres de séjour, droit au séjour...) et de résidence</li> <li>• examen des conditions relatives à la situation socio-professionnelle des membres du foyer (étudiant, élèves, stagiaires, congés, volontaires, étudiants-salariés...)</li> <li>• examen de la majoration pour isolement</li> <li>• examen des conditions des saisonniers</li> <li>• examen des pièces justificatives telles que fixées par décret ou nécessaires au contrôle des conditions d'ouverture de droit</li> </ul> <p><b>Examen de la subsidiarité Rsa</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• gestion des échéances, délais pour faire valoir les droits</li> <li>• suspension du droit lorsque le membre du foyer n'a pas fait valoir ses droits à prestations</li> <li>• application de la sanction lorsque le membre du foyer n'a pas fait valoir ses droits à créances d'aliments</li> </ul> <p><b>Examen des ressources des membres du foyer (sauf évaluations des ressources ETI) pour le calcul du Rsa</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• examen des ressources à prendre en compte et des ressources à exclure</li> <li>• examen des revenus exceptionnels</li> <li>• prise en compte des libéralités (hors dérogations)</li> <li>• examen pour l'application des mesures de neutralisation (y compris démissionnaires hors dérogation) et des mesures d'abattement</li> </ul> <p><b>Versement du RSA :</b> Paiement et notification de droit au Rsa</p> <p><b>Examen des droits et devoirs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information sur les droits et devoirs</li> <li>• Application des sanctions avec contrôle de conformité à la réglementation</li> </ul> <p><b>Gestion des indus :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Récupération des indus Rsa sur le Rsa et les prestations à échoir</li> <li>• Notification des indus Rsa</li> </ul> <p><b>Gestion du contentieux :</b> Notification des voies de recours RSA</p> <p><b>Gestion de la fraude :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôle des conditions d'ouverture de droit et ressources</li> <li>• Contrôle du train de vie</li> </ul> |

|   |  |
|---|--|
| <p><b>Compétences déléguées à la Caf à titre gratuit</b></p> <p><b>CD</b></p> | <p><b>Examen de la subsidiarité Rsa :</b> Examen demande de dispense de faire valoir ses droits à créances d'aliments</p> <p><b>Examen des ressources des membres du foyer pour le calcul du Rsa :</b> non application de la mesure de neutralisation pour les démissionnaires</p> <p><b>Radiation du Rsa (droit en cours) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lorsque les conditions administratives ou de ressources ne sont pas remplies (ex : départ d'un enfant / perte TITSEJ / etc.)</li> <li>• à la suite d'une période de quatre mois de suspension de la prestation pour ressources supérieures au plafond et sans droit à la prime d'activité</li> <li>• à la suite d'une période de vingt-quatre mois de suspension de la prestation pour ressources supérieures au plafond en présence d'un droit à la prime d'activité</li> </ul> <p><b>Gestion des indus :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des indus de Rsa non recouverts sur Rsa ou prestations à échoir, pendant les 3 premiers mois, en cas de fin de droit à l'allocation et après recouvrement sur prestations à échoir et les indus relatifs à la fraude à l'identité dont Tiers usurpateur</li> <li>• Examen des remises de dette non frauduleuses de Rsa portant sur une somme &lt; ou = à trois fois le montant du RSA non majoré au moment de la demande</li> <li>• Reprise du recouvrement des indus Rsa frauduleux ou non, transférés au département, en cas de reprise des droits au Rsa</li> </ul> <p>Gestion de la fraude Rsa (qualification, gestion des sanctions) pour les dossiers provenant des contrôles Ressources à contrôler annuellement (RAC A) pour les indus dont les montants sont &gt; à 5000 € ou en cas de récidive, quel que soit le montant.</p> |
|---|--|

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

## **2 - CONVENTION DE GESTION 2025-2027 AVEC LA MISSION LOCALE DES HAUTES-PYRENEES RELATIVE A LA GESTION DU FONDS D'AIDE AUX JEUNES**

Vu le Code de l'Action sociale et des Familles, notamment les articles L263-3 et L263-4 ;

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil Général du 1<sup>er</sup> juillet 2005 relative à la gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes confiant la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes à la Mission Locale ;

Vu le rapport du Président qui précise que La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié la responsabilité du fonds d'aide aux jeunes (FAJ) aux conseils départementaux. Le FAJ est destiné à aider financièrement les jeunes de 18 à 25 ans qui connaissent des difficultés d'insertion professionnelle ou sociale.

Conformément à l'article L 263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le président du conseil départemental peut confier, par convention, la gestion financière et comptable du fonds départemental, sous sa responsabilité et son contrôle, à un organisme de sécurité sociale, une association ou un groupement d'intérêt public.

Ainsi, le Département des Hautes-Pyrénées, par délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2005, a confié la gestion administrative et financière du FAJ à la Mission Locale des Hautes-Pyrénées par voie de convention. A ce titre, une convention de gestion est conclue entre le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées et la Mission Locale.

La dernière convention de gestion couvrant la période 2022-2024 étant arrivée à échéance, il est proposé de renouveler la convention qui précise les conditions générales de fonctionnement et de gestion du fonds. Cette convention est reconduite à l'identique.

Pour 2025, le Département contribue à hauteur de 100 000 € au FAJ, montant qui se décompose ainsi : 80 000 € au titre des aides attribuées et 20 000 € pour les frais de gestion.

Après en avoir délibéré, Mme Abadie et M. Ré n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

#### DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes 2025-2027 avec la Mission Locale des Hautes-Pyrénées, qui fixe les conditions générales de fonctionnement et de gestion du fonds.

Article 2 : d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département

Article 3 : d'approuver l'attribution d'un montant de 100 000 € à la Mission Locale des Hautes-Pyrénées pour l'année 2025 dont 80 000 € au titre des aides attribuées et 20 000 € pour les frais de gestion.

Article 4 : d'imputer la dépense sur le chapitre 65-428 du budget départemental ;

Article 5 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 6 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU



## FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES

### CONVENTION DE GESTION 2025 - 2027

#### ENTRE

Le Département des Hautes-Pyrénées,  
Situé Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9  
Représenté par son Président, Monsieur Michel PÉLIEU,  
ayant tout pouvoir à l'effet des présentes, en vertu de la délibération de la Commission  
Permanente en date du 06/06/2025  
ci-après dénommé « le Département », d'une part,

#### ET

La Mission Locale des Hautes-Pyrénées,  
Dont le siège social est situé 30 avenue Gêruzet 65 200 Bagnères-de-Bigorre  
Déclarée à la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre le 27 janvier 2010, sous le numéro 1224,  
et rendue publique par une insertion au Journal officiel du 6 février 2010  
Numéro RNA : W652000755  
Représentée par son Président, Monsieur Frédéric RÉ  
Dûment autorisé à signer par délibération du Conseil d'Administration en date du 29/09/2021  
ci-après dénommé « La Mission Locale des Hautes-Pyrénées », d'autre part,

VU le Code de l'Action sociale et des Familles et notamment les articles L263-3 et L263-4

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales et  
notamment son article 51

VU la délibération du Conseil Général en date du 1er juillet 2005 relative à la gestion du Fonds  
Départemental d'Aide aux Jeunes

VU la convention de gestion 2022-2024 du fonds départemental d'aide aux jeunes conclue le  
26 août 2022 entre le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées et la Mission Locale des  
Hautes-Pyrénées

VU le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes adopté par la Commission Permanente  
du 4 mars 2022

## **PREAMBULE**

Selon les termes de l'article 51 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, il est créé un Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes destiné à attribuer des aides aux jeunes en difficulté âgés de 18 à 25 ans. Ce fonds est placé sous l'autorité du Président du Conseil Départemental.

Ainsi qu'il est prévu par l'article L 263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Département a confié la gestion administrative et financière du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes à la Mission Locale des Hautes-Pyrénées.

Les conditions générales de fonctionnement et de gestion du fonds sont précisées par la présente.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DU FONDS DEPARTEMENTAL D'AIDE AUX JEUNES**

Le Fonds départemental d'aide aux jeunes, placé sous l'autorité du Président du Conseil Départemental, est compétent pour attribuer aux jeunes en difficulté des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Il peut également intervenir pour des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Les aides du fonds départemental sont accordées aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers en situation régulière de séjour, qui connaissent des difficultés d'insertion professionnelle ou sociale. Aucune durée minimale de résidence dans le département n'est exigée.

Les aides sont attribuées sans qu'il soit tenu compte de la participation pouvant être demandée aux personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard des intéressés.

Tout bénéficiaire du fonds départemental d'aide aux jeunes fait l'objet d'un suivi dans sa démarche d'insertion.

L'aide du Fonds départemental peut notamment prendre la forme de secours financiers, de prestations en nature ou d'interventions collectives.

### **ARTICLE 2 : REGLEMENT INTERIEUR**

Les modalités pratiques d'exécution de la présente convention sont précisées par un règlement intérieur qui précise en particulier les conditions, modalités et procédure d'attribution d'intervention du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes.

Le règlement intérieur a été revu et adopté par la Commission Permanente du 4 mars 2022.

La Mission Locale des Hautes-Pyrénées s'engage à respecter strictement le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes adopté par le Département des Hautes Pyrénées le 4 mars 2022. Une copie dudit règlement a été remise à la Mission Locale des Hautes-Pyrénées, antérieurement à la signature des présentes.

### **ARTICLE 3 : ABONDEMENT DU FONDS**

Le Fonds Départemental d'aide aux jeunes est financé par le Conseil Départemental.

Le montant annuel de l'abondement du Fonds Départemental d'aide aux jeunes est égal à 100 000 € pour l'année 2025. Il sera versé en une seule fois à compter de la signature de la présente convention. Les frais de gestion s'élèvent à 20 000 € et sont intégrés à ce montant.

Pour les années 2026 et 2027, le montant de l'abondement sera fixé par arrêté du Président du Conseil Départemental.

**Cet arrêté sera pris annuellement par le Président du Conseil Départemental après le vote du budget et après envoi des comptes financiers et d'activité du FDAJ de l'année précédente par la Mission locale des Hautes-Pyrénées.**

Les crédits correspondants seront prélevés sur le chapitre 65 article 65568 du budget départemental.

Les versements du FAJ seront effectués au compte ouvert au nom de :

MISSION LOCALE DES HAUTES PYRENEES TARBES

N° SIRET : 520436098 00120

**sur le compte spécifique lié à la gestion du FAJ.**

Les fonds ne peuvent être affectés qu'au fonds d'aide aux jeunes et en conformité avec le règlement intérieur du FDAJ.

### **ARTICLE 4 : GESTION DU FONDS**

La gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes est assurée par la Mission Locale des Hautes-Pyrénées, sous la responsabilité de son Directeur, tant en ce qui concerne sa gestion financière que la gestion administrative et comptable des aides attribuées.

Par ailleurs, la Mission Locale des Hautes-Pyrénées assure le secrétariat du Comité d'Attribution du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes, ainsi que l'exécution des décisions prises par le Comité d'Attribution.

Les dépenses de la Mission Locale des Hautes-Pyrénées pour assurer la gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes seront remboursées à hauteur de 20 000 € par an.

La Mission Locale des Hautes-Pyrénées adresse annuellement aux services du Département un bilan d'activité et un bilan financier permettant de :

- retracer et évaluer l'activité du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes, notamment en matière de jeunes suivis, de montants d'aides accordées, etc...
- vérifier la conformité des dépenses du Fonds par rapport aux objectifs tels qu'énoncés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente.

Elle fait également parvenir annuellement aux services du Département une copie des statistiques ministérielles adressées à la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques).

Au terme de la convention ou en cas de résiliation, le Conseil départemental peut demander à la Mission Locale des Hautes-Pyrénées le reversement du solde disponible du FAJ arrêté à la date de fin de la convention.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2027. Elle fait suite à la convention 2022-2024 conclue le 26 août 2022.

#### **ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les parties déclarent ne pas avoir à se transmettre réciproquement de données personnelles relatives aux usagers, pour l'exécution de la présente convention.

Cependant, si lors de la production des bilans à venir ou tout autre phase d'exécution de la présente convention, il était nécessaire de devoir transmettre des données personnelles, les parties s'engagent à respecter le règlement européen sur la protection des données (RGPD) Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données , notamment en mettant en œuvre les mesures de sécurité appropriées, en sensibilisant son personnel à la protection des données et en tenant un registre de ses traitements de données à caractère personnel.

Les transferts de données personnelles s'effectueront impérativement par une plateforme sécurisée, éventuellement NEXTCLOUD, et en aucun cas par mail.

#### **ARTICLE 7 : RESILIATION**

Toute modification importante des conditions d'exécution de la présente fait l'objet d'un avenant à la convention.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et de l'utilisation des fonds non conformes à l'objet de la présente convention, le Département peut mettre fin au financement et exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

##### ***Résiliation pour inexécution d'obligation contractuelle***

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, le cas échéant par voie électronique.

##### ***Résiliation amiable***

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par un écrit concordant entre les parties, moyennant un préavis de 3 mois, notifié au cocontractant, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 8 : LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation de la présente convention, si les voies amiables de recours ou de conciliation ont échoué, tout contentieux est porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

*En 2 exemplaires originaux,*

Fait à Tarbes, le

LE PRÉSIDENT DE LA MISSION LOCALE DES  
HAUTES-PYRENEES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Frédéric RÉ

Michel PÉLIEU

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **3 - FONDS D'AMENAGEMENT RURAL PROGRAMMATIONS**

La Commission permanente,

Vu les articles L. 1111-9 et L.1111-10 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 31 mars 2023 approuvant le règlement d'intervention du Fonds d'Aménagement Rural et la répartition des dotations cantonales,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 28 mars 2025 votant le Budget Primitif 2025,

Vu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré,

#### **DECIDE**

Article 1 : d'attribuer les subventions détaillées aux tableaux joints à la présente délibération pour un montant total de 4 351 822 €.

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 204-54 du budget départemental.

Article 3 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Michel PÉLIEU

# FAR 2025

Canton: Vic-En-Bigorre

Dotation : 390 000 €

Réparti : 390 000 €

Reste à répartir : 0 €

| Collectivités                           | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Intitulé de l'opération  | Montant opération  | Montant subventionnable | Taux   | Montant          |
|---|--------------------|-------------------|--|--------------------|-------------------------|--------|------------------|
| ANDREST                                 | 1 372              | MAX               | Rénovation de la salle polyvalente (phase 1)   | 157 303 €          | 58 560 €                | 50,00% | 29 280 €         |
| ARTAGNAN                                | 526                | MAX               | Travaux à l'église, au cimetière et assainissement à l'école   | 51 715 €           | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| AURENSAN                                | 781                | MAX               | Création d'une maison des associations avec local pour le personnel communal   | 513 729 €          | 50 000 €                | 50,00% | 25 000 €         |
| CAIXON                                  | 357                | MAX               | Travaux de voirie et étude de faisabilité pour la transformation d'anciens bâtiments en logements participatifs  | 38 843 €           | 38 843 €                | 50,00% | 19 422 €         |
| CAMALES                                 | 388                | MAX               | Travaux sur divers bâtiments et chemins communaux  | 58 089 €           | 38 547 €                | 50,00% | 19 274 €         |
| ESCAUNETS                               | 120                | MAX               | Rénovation de la marie, du portail de l'église, de la grille du monument aux morts, du hangar communal et travaux de voirie  | 46 161 €           | 45 000 €                | 60,00% | 27 000 €         |
| LAGARDE                                 | 538                | MAX               | Réhabilitation de l'assainissement de la salle des fêtes, travaux de peinture des vestiaires du foot, travaux de voiries, remplacement des éclairages de la salle des fêtes, travaux sur logement communal | 46 257 €           | 45 000 €                | 47,95% | 21 579 €         |
| MARSAC                                  | 236                | MAX               | Continuité des travaux du canal d'irrigation, rénovation des décors de l'église, remplacement de la porte de la mairie, retrait de deux concessions au cimetière, acquisition de terrain                   | 50 916 €           | 45 000 €                | 60,00% | 27 000 €         |
| PUJO                                    | 680                | MAX               | Création d'un local associaif  | 222 148 €          | 50 000 €                | 50,00% | 25 000 €         |
| SAINT-LEZER                             | 442                | MAX               | Réfection des façades de la mairie et travaux de voirie  | 45 000 €           | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| SANOUS                                  | 106                | MAX               | Travaux au cimetière   | 6 156 €            | 6 156 €                 | 60,00% | 3 694 €          |
| SANOUS                                  | 106                | MAX               | Achat de meubles pour le logement  | 2 456 €            | 2 456 €                 | 25,00% | 614 €            |
| SARNIGUET                               | 264                | MAX               | Travaux d'enfouissement de réseaux, pose de poteaux, remplacement de l'éclairage et étude pour les travaux au clocheton de l'église  | 46 303 €           | 45 000 €                | 60,00% | 27 000 €         |
| SIARROUY                                | 467                | MAX               | Travaux sur bâtiments et voirie  | 88 619 €           | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| TALAZAC                                 | 78                 | -10%              | Création d'un local technique  | 7 959 €            | 7 959 €                 | 54,00% | 4 298 €          |
| TARASTEIX                               | 273                | MAX               | Création d'un parking à la salle des fêtes   | 70 725 €           | 45 000 €                | 60,00% | 27 000 €         |
| VILLENAVE-PRES-BEARN                    | 69                 | -20%              | Travaux à la Maison pour Tous (aménagement extérieur et menuiseries), de voirie et remplacement de la centrale de commandes des cloches  | 49 303 €           | 45 000 €                | 48,00% | 21 600 €         |
| VILLENAVE-PRES-MARSAC                   | 112                | MAX               | Construction d'un local de rangement, mise en place de plaques et grilles sur ruisseau, rénovation de la salle associative   | 57 339 €           | 45 000 €                | 60,00% | 27 000 €         |
| COMMUNAUTE<br>COMMUNES ADOUR<br>MADIRAN |                    |                   | Equipement des espaces de l'école de Camales   | 12 838 €           | 12 838 €                | 25,00% | 3 210 €          |
|   |                    |                   | Travaux de valorisation des espaces de l'école de Camales  | 18 115 €           | 18 115 €                | 25,00% | 4 529 €          |
|   |                    |                   | Travaux de rénovation énergétique à l'école d'Andrest  | 409 571 €          | 50 000 €                | 20,00% | 10 000 €         |
| <b>TOTAUX :</b>                         |                    |                   |  | <b>1 999 545 €</b> | <b>783 474 €</b>        |        | <b>390 000 €</b> |

**FAR 2025**

Canton: Lourdes 1

Dotation : 254 000 €

Réparti : 189 433 €

Reste à répartir : 64 567 €

| Collectivité        | Nombre d'habitants | Situation fiscale actualisée | Objet du dossier  | Montant opération | Montant subventionnable | Taux   | Montant          |
|---------------------|--------------------|------------------------------|---|-------------------|-------------------------|--------|------------------|
| ASPIN-EN-LAVEDAN    | -20%               | MAX                          | Travaux réseaux humides aménagement Centre Bourg                                      | 64 005 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| BARLEST             | -10%               | MAX                          | Création, réfection des voiries et mise en sécurité de la carrière de Gypse           | 51 325 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| BARTRES             | -20%               | -20%                         | Travaux de voirie et à la toiture de la salle polyvalente                             | 24 663 €          | 24 663 €                | 40,00% | 9 865 €          |
|                     |                    |                              | Acquisition d'armoires pour le secrétariat  | 1 381 €           | 1 381 €                 | 20,00% | 276 €            |
| LOUBAJAC            | -10%               | MAX                          | Travaux de rénovation de la salle des fêtes (1ère tranche)                            | 191 117 €         | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| PEYROUSE            | -20%               | -10%                         | Travaux de voirie   | 49 825 €          | 45 000 €                | 44,60% | 20 071 €         |
| POUEYFERRE          | -20%               | -10%                         | Travaux de voirie   | 45 455 €          | 45 000 €                | 45,00% | 20 250 €         |
| SAINT-PE-DE-BIGORRE | -20%               | -10%                         | Travaux de voirie (parking ancienne école-avenue Gare-chemins Lengous Caillabat Bazi) | 42 727 €          | 42 727 €                | 45,00% | 19 227 €         |
| SAINT-PE-DE-BIGORRE | -20%               | -10%                         | Travaux de voirie (chemin de Soulas, Rue du stade, parking derrière mairie)           | 56 635 €          | 56 635 €                | 45,00% | 25 486 €         |
| SEGUS               | -20%               | -10%                         | Travaux de voirie et au logement communal   | 14 634 €          | 14 634 €                | 54,00% | 7 902 €          |
| VIGER               | -20%               | -10%                         | Travaux de voirie, d'accessibilité à l'église et sur bâtiments communaux              | 39 795 €          | 39 795 €                | 47,38% | 18 856 €         |
| <b>TOTAUX :</b>     |                    |                              |   | <b>581 562 €</b>  | <b>404 835 €</b>        |        | <b>189 433 €</b> |

**FAR 2025**

Canton: Vallée De La Barousse

Dotation : 846 000 €

CCNB Collège : 45 000 € (46 000 € pour 2026)

Réparti 760 069 €

Reste à répartir : 40 931 €

| Collectivité | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Objet du dossier  | Montant opération | Montant subventionnable | Taux   | Montant  |
|--------------|--------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------------|--------|----------|
| ANERES       | 176                | MAX               | Travaux de voirie   | 45 418 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| ANLA         | 85                 | MAX               | Aménagements et assainissement extérieur de la salle des fêtes  | 27 367 €          | 27 367 €                | 26,15% | 7 156 €  |
| ANLA         | 85                 | MAX               | Travaux de voirie   | 12 750 €          | 12 750 €                | 50,00% | 6 375 €  |
| ANTICHAN     | 40                 | MAX               | Travaux de voirie   | 14 760 €          | 14 760 €                | 50,00% | 7 380 €  |
| ARNE         | 188                | MAX               | Réaménagement et mise en conformité de la cuisine de la salle des fêtes (1ère tranche)                                      | 90 472 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| AVEUX        | 41                 | MAX               | Rénovation du plancher de l'église, remplacement des luminaires par des Leds, mise en place d'une climatisation à la Mairie | 21 656 €          | 21 656 €                | 43,35% | 9 388 €  |
| BERTREN      | 158                | MAX               | Travaux d'insonorisation de la salle communale par la pose de panneaux acoustiques  | 2 109 €           | 2 109 €                 | 50,00% | 1 055 €  |
| BERTREN      | 158                | MAX               | Aménagement de la salle des fêtes   | 4 800 €           | 4 800 €                 | 50,00% | 2 400 €  |
| BERTREN      | 158                | MAX               | Travaux de voirie   | 15 054 €          | 15 054 €                | 50,00% | 7 527 €  |
| BERTREN      | 158                | MAX               | Travaux de prévention d'inondation de la Goutille   | 12 847 €          | 12 847 €                | 15,51% | 1 992 €  |
| BIZE         | 214                | MAX               | Travaux de voirie et de toiture de la Mairie  | 45 211 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BIZOUS       | 129                | MAX               | Achat d'une auto laveuse  | 3 877 €           | 3 877 €                 | 25,00% | 969 €    |
| BRAMEVAQUE   | 30                 | MAX               | Achat d'une imprimante  | 3 100 €           | 3 100 €                 | 18,87% | 585 €    |
| BRAMEVAQUE   | 30                 | MAX               | Travaux à vocation sociale dans les logements communaux   | 35 779 €          | 35 779 €                | 41,92% | 15 000 € |
| CAMPISTROUS  | 321                | MAX               | Travaux d'aménagement de l'ancienne école en logements (3ème tranche)   | 446 840 €         | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| CAZARILH     | 59                 | MAX               | Achat de matériel pour l'entretien de la commune  | 1 363 €           | 1 363 €                 | 25,00% | 341 €    |
| CAZARILH     | 59                 | MAX               | Aménagement de l'entrée du local technique et de l'aire de tri volontaire   | 6 490 €           | 6 490 €                 | 50,00% | 3 245 €  |
| CAZARILH     | 59                 | MAX               | Aménagement de la descente du cimetière   | 6 532 €           | 6 532 €                 | 50,00% | 3 266 €  |
| CLARENS      | 519                | MAX               | Aménagement du parking dans le cœur du village  | 30 100 €          | 30 100 €                | 50,00% | 15 050 € |
| CRECHETS     | 47                 | MAX               | Travaux de rénovation des logements communaux, de la mairie et de la salle des fêtes  | 3 668 €           | 3 668 €                 | 50,00% | 1 834 €  |
| ESBAREICH    | 79                 | MAX               | Aménagement place du cimetière (phase 2)  | 65 300 €          | 29 476 €                | 44,82% | 13 210 € |
| ESBAREICH    | 79                 | MAX               | Extension de réseau pour la rue du Pradias  | 12 515 €          | 12 515 €                | 50,00% | 6 258 €  |
|              |                    |                   | Achat d'un nouvel ordinateur, vidéoprojecteur, mobiliers d'accueil  | 3 009 €           | 3 009 €                 | 25,00% | 752 €    |
| FERRERE      | 40                 | -20%              | Construction d'une nouvelle mairie (2ème tranche)   | 357 407 €         | 52 083 €                | 48,00% | 25 000 € |
| GAUDENT      | 38                 | MAX               | Remplacement du plafond de la salle communale   | 3 199 €           | 3 199 €                 | 50,00% | 1 600 €  |
| GEMBRIE      | 95                 | MAX               | Travaux de peinture à l'église  | 8 000 €           | 8 000 €                 | 50,00% | 4 000 €  |
| GEMBRIE      | 95                 | MAX               | Travaux de clôture au jardin partagé habitat inclusif - Résidence Pierre Dutrey   | 5 400 €           | 5 400 €                 | 50,00% | 2 700 €  |
| HAUTAGET     | 62                 | MAX               | Accès PMR au logement communal  | 4 284 €           | 4 284 €                 | 50,00% | 2 142 €  |

|                        |     |      |  |           |          |        |          |
|------------------------|-----|------|--|-----------|----------|--------|----------|
| ILHEU                  | 53  | MAX  | Rénovation de l'électricité et du chauffage à la salle des fêtes et à la Mairie  | 7 651 €   | 7 651 €  | 50,00% | 3 826 €  |
| IZAOURT                | 263 | -20% | Travaux d'aménagement du cœur de village, Place de la Gouau (places de parking végétalisées et mise en sécurité du stationnement)                                    | 31 495 €  | 31 495 € | 44,08% | 13 884 € |
| LAGRANGE               | 259 | MAX  | Installation d'un système de chauffage à la mairie   | 8 478 €   | 2 901 €  | 50,00% | 1 451 €  |
| LAGRANGE               | 259 | MAX  | Mise en accessibilité du cimetière et création d'un espace cinéraire avec végétalisation   | 57 755 €  | 42 099 € | 29,52% | 12 428 € |
| LOMBRES                | 92  | MAX  | Rénovation énergétique d'un logement   | 7 193 €   | 7 193 €  | 50,00% | 3 597 €  |
| LOMBRES                | 92  | MAX  | Rénovation de bâtiments communaux pour du logement social (tranche 1)  | 41 500 €  | 37 807 € | 37,16% | 14 050 € |
| LOURES-BAROUSSE        | 656 | MAX  | Aménagement de la rue St Exupery   | 83 644 €  | 55 000 € | 50,00% | 27 500 € |
| MAULEON-BAROUSSE       | 103 | MAX  | Travaux de voirie  | 40 886 €  | 40 886 € | 50,00% | 20 443 € |
| MONTEGUT               | 131 | MAX  | Création d'une salle communale (2ème phase), modernisation de la cour de la Marie / Salle communale, amélioration de la sécurité des usagers du Chemin de Champouret | 33 822 €  | 33 822 € | 40,19% | 13 594 € |
| MONTSERIE              | 73  | MAX  | Travaux de rénovation des gîtes, fouilles archéologiques   | 11 370 €  | 11 370 € | 50,00% | 5 685 €  |
|                        |     |      | Achat de matériel  | 8 822 €   | 8 822 €  | 25,00% | 2 206 €  |
| NESTIER                | 207 | MAX  | Réfection de l'enduit du clocher et des murs pignons de la nef de l'église   | 26 834 €  | 26 834 € | 40,18% | 10 783 € |
| NISTOS                 | 216 | MAX  | Réfection et mise aux normes de deux ponts et création d'un assainissement pluvial sur un chemin communal  | 56 191 €  | 45 000 € | 40,98% | 18 443 € |
| OURDE                  | 48  | MAX  | Travaux de voirie  | 31 491 €  | 31 491 € | 50,00% | 15 746 € |
| PINAS                  | 454 | MAX  | Modernisation de la voirie communale   | 32 347 €  | 32 347 € | 50,00% | 16 174 € |
| REJAUMONT              | 158 | MAX  | Rénovation de la voirie communale  | 29 309 €  | 29 309 € | 50,00% | 14 655 € |
| SACOUÉ                 | 87  | MAX  | Remise en état du logement communal  | 8 242 €   | 2 822 €  | 50,00% | 1 411 €  |
| SACOUÉ                 | 87  | MAX  | Travaux de voirie communale et canal   | 42 178 €  | 42 178 € | 50,00% | 21 089 € |
| SAINT-LAURENT-DE-NESTE | 995 | MAX  | Modernisation de la voirie communale   | 42 261 €  | 42 261 € | 50,00% | 21 131 € |
| SAINT-PAUL             | 330 | MAX  | Création d'un City Park  | 56 850 €  | 45 000 € | 35,76% | 16 094 € |
| SAINTE MARIE           | 59  | MAX  | Travaux de réhabilitation de la décharge   | 27 350 €  | 27 350 € | 40,75% | 11 145 € |
| SAINTE MARIE           | 59  | MAX  | Travaux d'installation d'une pompe à chaleur à la mairie   | 2 460 €   | 2 460 €  | 50,00% | 1 230 €  |
| SAMURAN                | 28  | MAX  | Travaux de voirie et de mise en conformité de l'horloge de l'église  | 38 941 €  | 38 941 € | 50,00% | 19 471 € |
| SARP                   | 111 | MAX  | Mise en sécurité routière et reprise du pluvial  | 44 500 €  | 44 500 € | 50,00% | 22 250 € |
| SEICH                  | 89  | MAX  | Travaux de maçonnerie et de zinguerie, réfection de la voirie communale et création d'un ouvrage d'assainissement pluvial  | 31 998 €  | 31 998 € | 42,81% | 13 697 € |
| SIRADAN                | 292 | MAX  | Travaux d'enfouissement des réseaux (2ème tranche)   | 67 000 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| SOST                   | 100 | MAX  | Restauration de l'église (travaux prioritaires)  | 118 000 € | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| TAJAN                  | 141 | MAX  | Travaux de voirie et de bâtiments  | 54 625 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| THEBE                  | 93  | MAX  | Réfection d'une voie communale - chemin de Gouardère   | 30 839 €  | 30 839 € | 50,00% | 15 420 € |
| TIBIRAN-JAUNAC         | 331 | MAX  | Enfouissement de réseaux   | 45 352 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| TROUBAT                | 76  | MAX  | Rénovation d'un bâtiment pour l'aménagement de la nouvelle mairie et du logement communal (2ème tranche)   | 262 200 € | 50 000 € | 50,00% | 25 000 € |
| TUZAGUET               | 433 | MAX  | Réfection de la place de la Mairie et embellissement   | 240 384 € | 9 165 €  | 50,00% | 4 583 €  |

|  |     |     |  |                    |                    |        |                  |
|--|-----|-----|--|--------------------|--------------------|--------|------------------|
| TUZAGUET                                 | 433 | MAX | Travaux de voirie à la cour et rénovation de garages couverts et ouverts | 35 835 €           | 35 835 €           | 50,00% | 17 918 €         |
| UGLAS                                    | 280 | MAX | Modernisation de la voirie communale                                     | 67 525 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €         |
| COMMUNAUTE DE COMMUNES<br>NESTE BAROUSSE |     |     | Etude de maîtrise œuvre du groupe scolaire et périscolaire (phase 2025)  | 46 579 €           | 46 579 €           | 28,85% | 13 440 €         |
| COMMUNAUTE DE COMMUNES<br>NESTE BAROUSSE |     |     | Travaux installation ombrières pour abri camion TIMM                     | 95 000 €           | 53 421 €           | 37,44% | 20 000 €         |
| <b>TOTAUX :</b>                          |     |     |  | <b>3 156 214 €</b> | <b>1 672 594 €</b> |        | <b>760 069 €</b> |

# FAR 2025

Canton: Vallée Des Gaves

Dotation : 847 000 €

Réparti : 663 611 €

Reste à répartir : 183 389 €

| Collectivité         | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Objet du dossier   | Montant opération | Montant subventionnable | Taux   | Montant  |
|----------------------|--------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------------|--------|----------|
| ADAST                | 305                | MAX               | Travaux de voirie  | 22 504 €          | 22 504 €                | 50,00% | 11 252 € |
| ADAST                | 305                | MAX               | Acquisition de mobilier pour la salle de réunion et banque d'accueil   | 5 735 €           | 5 735 €                 | 25,00% | 1 434 €  |
| AGOS-VIDALOS         | 404                | -10%              | Réfection du mur de soutènement devant la mairie   | 8 942 €           | 8 942 €                 | 42,04% | 3 759 €  |
| ARBEOST              | 79                 | -10%              | Rénovation d'appartements communaux  | 45 403 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| ARCIZANS-AVANT       | 399                | MAX               | Reconstruction d'un mur et reprofilage de la piste forestière  | 51 109 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| ARCIZANS-DESSUS      | 122                | -10%              | Réhabilitation d'un logement communal  | 272 159 €         | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| ARRAS-EN-LAVEDAN     | 507                | -10%              | Aménagement de la maison Martin en résidence d'artiste et logement pour travailleurs saisonniers                         | 51 915 €          | 45 000 €                | 40,00% | 18 000 € |
| ARRENS-MARSOUS       | 716                | -20%              | Construction d'un abri, travaux à l'appartement communal, au stade et de voirie  | 60 171 €          | 45 000 €                | 40,00% | 18 000 € |
| ARTALENS-SOUIN       | 138                | MAX               | Réfection du mur de l'église de Souin  | 8 584 €           | 8 584 €                 | 50,00% | 4 292 €  |
| ARTALENS-SOUIN       | 139                | MAX               | Remplacement des volets de la mairie   | 2 750 €           | 2 750 €                 | 50,00% | 1 375 €  |
| AUCUN                | 257                | -20%              | Travaux au chemin communal Pé de Bié   | 16 757 €          | 16 757 €                | 48,00% | 8 043 €  |
| AYROS-ARBOUX         | 356                | MAX               | Aménagement du terrain Dussert en espace intergénérationnel et création d'une sculpture de cycliste                      | 86 575 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BEAUCENS             | 441                | MAX               | Rénovation énergétique de 2 logements communaux  | 250 850 €         | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BETPOUEY             | 85                 | -20%              | Réalisation d'un réseau d'eau pluviale   | 7 125 €           | 7 125 €                 | 48,00% | 3 420 €  |
| BOO-SILHEN           | 324                | MAX               | Création de trottoirs à l'entrée du lotissement Cami Dera Prade  | 20 260 €          | 20 260 €                | 50,00% | 10 130 € |
| BOO-SILHEN           | 324                | MAX               | Restauration de la salle de bain au logement communal  | 2 645 €           | 2 645 €                 | 50,00% | 1 323 €  |
| BOO-SILHEN           | 324                | MAX               | Travaux à la salle des fêtes (maçonnerie et volet roulant)   | 3 720 €           | 3 720 €                 | 50,00% | 1 860 €  |
| BUN                  | 158                | MAX               | Aménagement de la cour de l'ancienne école   | 108 726 €         | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| CHEZE                | 50                 | -20%              | Rénovation de logements à l'ancienne école et du garage communal   | 27 340 €          | 27 340 €                | 48,00% | 13 123 € |
| ESTERRE              | 192                | -10%              | Remise en état de la voirie  | 58 405 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| GAILLAGOS            | 132                | -10%              | Création et aménagement d'une aire de jeux et de deux terrains de pétanque   | 30 455 €          | 30 455 €                | 17,02% | 5 182 €  |
| GAVARNIE-GEDRE       | 349                | -20%              | Travaux de voirie  | 100 000 €         | 100 000 €               | 40,00% | 40 000 € |
| GEZ                  | 341                | MAX               | Travaux de voirie  | 33 249 €          | 33 249 €                | 50,00% | 16 625 € |
| GEZ                  | 341                | MAX               | Acquisition d'équipement audio, vidéo et connectivité pour la salle polyvalente  | 7 000 €           | 7 000 €                 | 25,00% | 1 750 €  |
| GRUST                | 37                 | -20%              | Electrification des cloches de l'église  | 4 805 €           | 4 805 €                 | 48,00% | 2 306 €  |
| GRUST                | 37                 | -20%              | Travaux au parking de la salle des fêtes   | 8 216 €           | 8 216 €                 | 48,00% | 3 944 €  |
| LAU-BALAGNAS         | 519                | -20%              | Travaux de restauration de première urgence de l'église de Balagnas  | 231 400 €         | 45 000 €                | 46,67% | 21 000 € |
| OUZOUS               | 212                | MAX               | Aménagement de voirie et de réseaux au chemin du Suberos   | 41 953 €          | 41 953 €                | 50,00% | 20 977 € |
| PIERREFITTE-NESTALAS | 1 121              | -10%              | Travaux de voirie  | 20 000 €          | 20 000 €                | 45,00% | 9 000 €  |
| PRECHAC              | 250                | -20%              | Étude pour l'aménagement des espaces publics Placa Dera Hount et Cami Deth Bourg   | 16 150 €          | 16 150 €                | 48,00% | 7 752 €  |
| PRECHAC              | 250                | -20%              | Restauration du tabernacle de l'église Saint Saturnin  | 23 995 €          | 23 995 €                | 48,00% | 11 518 € |
| SAINT-SAVIN          | 373                | MAX               | Rénovation de locaux associatifs place du Trey   | 41 250 €          | 41 250 €                | 50,00% | 20 625 € |
| SALIGOS              | 91                 | -20%              | Aménagement de la mairie, du rez-de-chaussée de l'ancien Presbytère et de la salle multi-activités (3ème tranche)        | 714 400 €         | 90 000 €                | 48,00% | 43 200 € |
| SALLES-ARGELES       | 253                | MAX               | Isolation thermique de la façade extérieure et réfection de la cage d'escalier des logements sociaux                     | 20 332 €          | 20 332 €                | 50,00% | 10 166 € |
| SALLES-ARGELES       | 253                | MAX               | Amélioration de l'isolation et des performance thermiques de 2 appartements communaux chemin Trescazes dits de l'Auberge | 9 662 €           | 9 662 €                 | 50,00% | 4 831 €  |
| SAZOS                | 157                | -20%              | Réhabilitation des places de la mairie et l'église   | 44 908 €          | 44 908 €                | 48,00% | 21 556 € |
| SERE-EN-LAVEDAN      | 83                 | MAX               | Réfection de la voirie au chemin de la Métairie et chemin Marque Dessus  | 46 056 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| SERS                 | 113                | -20%              | Création d'un nouveau cimetière communal et requalification du cimetière actuel en lieu de mémoire                       | 652 748 €         | 45 000 €                | 48,00% | 21 600 € |
| SIREIX               | 62                 | -20%              | Travaux de voirie communale  | 83 310 €          | 45 000 €                | 48,00% | 21 600 € |

| Collectivité               | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Objet du dossier  | Montant opération  | Montant subventionnable | Taux   | Montant          |
|----------------------------|--------------------|-------------------|---|--------------------|-------------------------|--------|------------------|
| UZ                         | 39                 | MAX               | Mise en sécurité de la voirie communale, aménagement d'un local poubelle et création de clôture sur un terrain communal | 61 592 €           | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| VIER BORDES                | 100                | MAX               | Travaux d'aménagement du carrefour RD100C (chemins de Lasserre et d'Espie)  | 59 329 €           | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €         |
| VILLELONGUE                | 363                | MAX               | Réfection de ponts communaux (Malin et Arribères)   | 64 620 €           | 45 000 €                | 44,96% | 20 234 €         |
| VISCOS                     | 35                 | -20%              | Remise en état de la voirie   | 16 121 €           | 16 121 €                | 48,00% | 7 738 €          |
| SIVOM ARCIZANS / GAILLAGOS |                    |                   | Acquisition de mobilier   | 1 858 €            | 1 858 €                 | 25,00% | 465 €            |
| SIVOM DU LABAT DE BUN      |                    |                   | Travaux de voirie à Arcizans-Dessus et Gaillagos  | 9 921 €            | 9 921 €                 | 50,00% | 4 961 €          |
| SIVOM DU LABAT DE BUN      |                    |                   | Réfection et mise aux normes du bâtiment sanitaires du site du Lac d'Estaing  | 250 000 €          | 50 000 €                | 50,00% | 25 000 €         |
| SYNDICAT MIXTE DU HAUTACAM |                    |                   | Acquisition de deux défibrillateurs   | 2 278 €            | 2 278 €                 | 25,00% | 570 €            |
| <b>TOTAL :</b>             |                    |                   |   | <b>3 707 283 €</b> | <b>1 418 515 €</b>      |        | <b>663 611 €</b> |

# FAR 2025

Canton: Neste, Aure Et Louron

Dotation : 1 013 000 €

Réparti : 1 007 790 €

Reste à répartir : 5 210 €

| Collectivités                | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Objet du dossier   | Montant opération | Montant subventionnable | Taux   | Montants |
|------------------------------|--------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------------|--------|----------|
| ADERVIELLE-POUCHERGUES       | 152                | MAX               | Etude de la carte des aléas torrentiels  | 19 000 €          | 19 000 €                | 52,63% | 10 000 € |
| ANCIZAN                      | 294                | MAX               | Rénovation des portails métalliques des appartements communaux   | 6 145 €           | 6 145 €                 | 50,00% | 3 073 €  |
| ANCIZAN                      | 294                | MAX               | Construction de toilettes publiques automatiques   | 70 117 €          | 38 855 €                | 50,00% | 19 427 € |
| ARAGNOUET                    | 291                | -20%              | Travaux de voirie  | 60 000 €          | 45 000 €                | 48,00% | 21 600 € |
| ARDENGOST                    | 12                 | MAX               | Travaux d'aménagements de réseaux et abords (assainissement collectif)   | 20 471 €          | 20 471 €                | 50,00% | 10 236 € |
| ARREAU                       | 751                | -10%              | Réfection de la couverture du toit de l'ancien centre de secours   | 58 780 €          | 45 000 €                | 44,44% | 20 000 € |
| ASPIN-AURE                   | 41                 | MAX               | Réparation de la charpente du porche d'entrée du cimetière   | 1 950 €           | 1 950 €                 | 50,00% | 975 €    |
| AVAJAN                       | 83                 | MAX               | Aménagement de l'ancien sanitaire en appartement de fonction au Camping Municipal  | 156 325 €         | 45 000 €                | 44,44% | 20 000 € |
| AVEZAC-PRAT-LAHITTE          | 592                | -20%              | Modernisation de la voirie communale d'Avezac  | 81 846 €          | 81 846 €                | 40,00% | 32 738 € |
| AZET                         | 147                | MAX               | Création de deux logements à la Maison Tapie (1ère tranche)  | 603 470 €         | 45 000 €                | 55,56% | 25 000 € |
| BAREILLES                    | 41                 | -10%              | Rénovation des peintures murales de l'église de Pouy   | 8 800 €           | 8 800 €                 | 50,00% | 4 400 €  |
| BARRANCOUEU                  | 40                 | MAX               | Travaux d'étanchéité sur la réserve incendie   | 25 752 €          | 25 752 €                | 23,40% | 6 026 €  |
| BAZUS-AURE                   | 150                | MAX               | Goudronnage des chemins du Moulin et Rural n°4   | 22 180 €          | 22 180 €                | 50,00% | 11 090 € |
| BAZUS-AURE                   | 150                | MAX               | Etude diagnostique générale de l'église St Michel  | 29 792 €          | 22 820 €                | 39,17% | 8 938 €  |
| BAZUS-NESTE                  | 46                 | -10%              | Rénovation du préau de la mairie   | 21 679 €          | 21 679 €                | 50,00% | 10 840 € |
| BAZUS-NESTE                  | 46                 | -10%              | Amélioration énergétique d'un bâtiment communal  | 14 767 €          | 14 767 €                | 50,00% | 7 384 €  |
| BEYREDE-JUMET-CAMOUS         | 212                | -20%              | Travaux de voirie  | 86 840 €          | 86 840 €                | 48,00% | 41 683 € |
| BORDERES-LOURON              | 144                | MAX               | Aménagement de la voirie communale et du réseau pluvial communal visant à améliorer des sections accidentogènes et sécuriser les autres zones du village | 60 869 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BOURISP                      | 193                | MAX               | Acquisition foncière partielle de la propriété de la Commune de Bazas (2ème tranche)   | 235 000 €         | 45 000 €                | 44,44% | 20 000 € |
| CADEAC                       | 313                | MAX               | Travaux de voirie  | 52 138 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| CADEILHAN-TRACHERE           | 46                 | -20%              | Rénovation d'une étable et d'une remise en logements communaux   | 51 900 €          | 45 000 €                | 40,00% | 18 000 € |
| CAMPARAN                     | 54                 | -10%              | Entretien et rénovation de bâtiments communaux et de la voirie   | 45 065 €          | 45 000 €                | 44,44% | 20 000 € |
| CAPVERN                      | 1 312              | -20%              | Travaux de voirie  | 45 500 €          | 45 000 €                | 40,00% | 18 000 € |
| CAZAUX-DEBAT                 | 34                 | -20%              | Restauration des peintures murales situées dans le chœur de l'église St Saturnin   | 45 120 €          | 45 000 €                | 44,44% | 20 000 € |
| CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS | 68                 | MAX               | Travaux de voirie et de renforcement d'un mur de soutènement   | 52 527 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| ENS                          | 25                 | MAX               | Travaux de réfection de l'abreuvoir  | 3 950 €           | 3 950 €                 | 50,00% | 1 975 €  |
| ENS                          | 25                 | MAX               | Dénomination et numérotation des rues du village   | 1 266 €           | 1 266 €                 | 25,00% | 317 €    |
| ESCALA                       | 362                | MAX               | Réfection des toitures de la mairie et de la salle des fêtes   | 70 233 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| ESPARROS                     | 166                | MAX               | Modernisation de la voirie communale et aménagement de la nouvelle cantine scolaire  | 17 653 €          | 17 653 €                | 50,00% | 8 827 €  |
| ESPARROS                     | 166                | MAX               | Acquisition de tables  | 1 374 €           | 1 374 €                 | 25,00% | 344 €    |
| ESTENSAN                     | 46                 | -10%              | Confortement du Chemin du Quartier   | 36 122 €          | 36 122 €                | 50,00% | 18 061 € |
| ESTENSAN                     | 46                 | -10%              | Clôture de l'autel de l'église   | 6 758 €           | 6 758 €                 | 50,00% | 3 379 €  |
| ESTARVIELLE                  | 34                 | MAX               | Réfection de la voirie   | 83 560 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| FRECHET-AURE                 | 16                 | -20%              | Travaux supplémentaires à la Maison Lavit  | 8 896 €           | 8 896 €                 | 48,00% | 4 270 €  |
| GAZAVE                       | 72                 | MAX               | Travaux à la salle des fêtes, à l'église et au cimetière   | 44 443 €          | 44 443 €                | 50,00% | 22 222 € |
| GENOS                        | 133                | -20%              | Travaux de peintures extérieures et intérieures des bâtiments mairie et école  | 60 281 €          | 45 000 €                | 44,44% | 20 000 € |

|  |     |      |  |                    |                    |        |                    |
|--|-----|------|--|--------------------|--------------------|--------|--------------------|
| GERM-LOURON  | 33  | MAX  | Réfection d'une partie de la piste menant à Peyragudes   | 45 150 €           | 45 000 €           | 40,00% | 18 000 €           |
| GOUAUX   | 55  | MAX  | Travaux de réparation de la voirie communale   | 17 480 €           | 17 840 €           | 50,00% | 8 920 €            |
| GRAILHEN   | 23  | MAX  | Renouvellement d'un poteau incendie  | 3 890 €            | 3 890 €            | 50,00% | 1 945 €            |
| GRAILHEN   | 23  | MAX  | Marquage de places de parking  | 3 793 €            | 3 793 €            | 50,00% | 1 897 €            |
| GUCHAN   | 153 | -10% | Création d'un terrain multisports (1ère tranche) et mise en place de baies vitrées coulissantes à la maison communale                    | 76 908 €           | 20 975 €           | 54,00% | 11 327 €           |
| GUCHEN   | 320 | MAX  | Remplacement de la chaudière de la cantine de l'école  | 15 856 €           | 15 856 €           | 32,16% | 5 099 €            |
| GUCHEN   | 321 | MAX  | Réhabilitation du site Préventorium pour l'aménagement du futur éco quartier   | 32 277 €           | 29 144 €           | 43,21% | 12 593 €           |
| HECHES   | 601 | MAX  | Réfection de voirie  | 32 939 €           | 32 939 €           | 50,00% | 16 470 €           |
| ILHET  | 121 | -10% | Réfection de voirie  | 49 481 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| IZAUX  | 223 | MAX  | Réfection de l'éclairage, mise en conformité électrique et remplacement du chauffage à l'église  | 24 278 €           | 24 278 €           | 50,00% | 12 139 €           |
| IZAUX  | 223 | MAX  | Remplacement du chauffage de la salle des fêtes  | 8 043 €            | 8 043 €            | 40,16% | 3 230 €            |
| IZAUX  | 223 | MAX  | Acquisition de tables et défibrillateur  | 3 911 €            | 3 911 €            | 25,00% | 978 €              |
| IZAUX  | 223 | MAX  | Curage de fossées  | 1 960 €            | 1 960 €            | 50,00% | 980 €              |
| JEZEAU   | 105 | MAX  | Goudronnage de l'impasse du Ferroir  | 14 965 €           | 14 965 €           | 50,00% | 7 483 €            |
| LABASTIDE  | 154 | MAX  | Mise en conformité de l'habitation et rénovation énergétique (tranche 2)   | 20 890 €           | 8 832 €            | 50,00% | 4 416 €            |
| LABASTIDE  | 154 | MAX  | Réfection du mur du cimetière  | 36 168 €           | 36 168 €           | 50,00% | 18 084 €           |
| LABORDE  | 87  | MAX  | Installation de deux portails pour les logements communaux   | 4 367 €            | 4 367 €            | 50,00% | 2 184 €            |
| LORTET   | 216 | MAX  | Travaux de voirie  | 48 817 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| LOUDENVIELLE-ARMENTEULE                                | 357 | -20% | Réfection de voiries communales et travaux d'accessibilité au parking  | 64 278 €           | 64 278 €           | 40,00% | 25 711 €           |
| LOUDERVIELLE   | 53  | MAX  | Travaux de voirie et de signalisation routière   | 28 070 €           | 28 070 €           | 50,00% | 14 035 €           |
| MONT   | 35  | MAX  | Rénovation d'une grange communale en logement communal (1ère tranche)  | 200 779 €          | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| MONTOUSSE  | 256 | MAX  | Travaux aux logements (menuiseries, volets) et de voirie   | 64 516 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| PAILHAC  | 86  | MAX  | Création d'un cimetière d'une quarantaine d'emplacements, d'un columbarium, aménagement d'un ossuaire et matérialisation d'une place PMR | 106 000 €          | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| RIS  | 14  | MAX  | Travaux aux logements communaux et à la mairie   | 13 000 €           | 13 000 €           | 50,00% | 6 500 €            |
| SAINT-LARY-SOULAN                                      | 855 | -10% | Aménagement de l'aire de jeux du jardin Boltaña  | 44 926 €           | 44 926 €           | 40,07% | 18 000 €           |
| SARRANCOLIN  | 565 | MAX  | Réfection de la route de la Soule  | 66 871 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| TRAMEZAYGUES   | 35  | -20% | Réhabilitation de la grange Aspe en logement   | 330 000 €          | 45 000 €           | 42,67% | 19 200 €           |
| VIELLE-AURE  | 315 | MAX  | Travaux au parking et sur la voirie de Bers et acquisition foncière pour la sécurisation de chemin de Bourisp                            | 172 588 €          | 80 000 €           | 50,00% | 40 000 €           |
| VIGNEC   | 209 | -10% | Acquisition de terrains (chemin entradères) et mise aux normes de la gendarmerie   | 58 245 €           | 45 000 €           | 44,44% | 20 000 €           |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURE LOURON                     |     |      | Acquisition de matériel informatique   | 6 711 €            | 6 711 €            | 25,00% | 1 678 €            |
| SIVOM DE LA VALLEE D'AURE                              |     |      | Réfection des abords de la piscine du centre de vacances l'Estibère  | 24 935 €           | 24 935 €           | 40,00% | 9 974 €            |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE DU LOURON          |     |      | Travaux de voirie  | 64 432 €           | 64 432 €           | 40,00% | 25 773 €           |
| SYNDICAT THERMAL ET TOURISTIQUE HAUTE VALLEE DU LOURON |     |      | Aménagement d'un espace de stationnement au lac de Génos-Loudenvielle  | 43 466 €           | 43 466 €           | 40,00% | 17 386 €           |
| SYNDICAT THERMAL ET TOURISTIQUE HAUTE VALLEE DU LOURON |     |      | Acquisition de matériel d'entretien du terrain de sport foot / rugby   | 37 417 €           | 37 417 €           | 20,00% | 7 483 €            |
| <b>TOTAUX :</b>  |     |      |  | <b>3 977 976 €</b> | <b>2 205 763 €</b> |        | <b>1 007 790 €</b> |

**FAR 2025**

Canton: Bordères Sur L'Echez

Dotation : 113 000 €

Réparti : 92 750 €

Reste à répartir : 20 250 €

| Collectivités   | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Objet du dossier   | Montant opération | Montant subventionnable | Taux   | Montant         |
|-----------------|--------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------------|--------|-----------------|
| BAZET           | 1 891              | -20%              | Extension de l'école maternelle Paul Fort                                | 649 308 €         | 125 000 €               | 40,00% | 50 000 €        |
| BOURS           | 907                | MAX               | Réalisation d'un parking et réfection des trottoirs rue de La hitte      | 52 281 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 €        |
| CHIS            | 308                | -10%              | Mise en accessibilité PMR des sanitaires et du bar de la Salle des Fêtes | 72 278 €          | 45 000 €                | 45,00% | 20 250 €        |
| <b>TOTAUX :</b> |                    |                   |  | <b>773 867 €</b>  | <b>215 000 €</b>        |        | <b>92 750 €</b> |

**FAR 2025**  
**Canton : Coteaux**

**Dotation : 1 278 000 €**  
**Réparti : 1 248 169 €**  
**Reste à répartir : 29 831 €**

| Collectivité      | Nombre d'habitants | Situation fiscale | Objet du dossier   | Montant opération | Montant subventionnable | Taux   | Montant  |
|-------------------|--------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------------|--------|----------|
| ANTIN             | 99                 | MAX               | Réfection de monuments, travaux salle des fêtes et mise en place de gouttières sur deux bâtiments  | 14 940 €          | 14 940 €                | 50,00% | 7 470 €  |
| ARIES-ESPENAN     | 88                 | MAX               | Travaux de modernisation des bâtiments et de la voirie communale (adduction d'eau pour le Francingues, petite tranche de rénovation énergétique, voirie, réparation sacristie, installation pompe piscine) | 29 195 €          | 29 195 €                | 50,00% | 14 598 € |
| BAZORDAN          | 111                | MAX               | Sécurisation du logement communal et de la voirie communale  | 75 520 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BERNADETS-DEBAT   | 113                | MAX               | Pose d'un colombarium et travaux de carrelage au foyer   | 25 870 €          | 25 870 €                | 50,00% | 12 935 € |
| BERNADETS-DEBAT   | 113                | MAX               | Acquisition de tables  | 2 825 €           | 2 825 €                 | 25,00% | 706 €    |
| BETBEZE           | 46                 | MAX               | Travaux de voirie communale et de réfection de la toiture du bâtiment mairie-logement-école  | 50 152 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BETPOUY           | 77                 | -10%              | Création de sanitaires PMR, remplacement de menuiseries à la salle des fêtes, création d'une rampe d'accès à la mairie et travaux de voirie  | 44 559 €          | 44 559 €                | 44,12% | 19 659 € |
| BONNEFONT         | 326                | MAX               | Travaux de chauffage aux deux églises et au logement communal, travaux de voirie   | 34 260 €          | 34 260 €                | 50,00% | 17 130 € |
| BONNEFONT         | 326                | MAX               | Equipement son et vidéo de la maison des loisirs et de la convivialité   | 11 876 €          | 10 740 €                | 25,00% | 2 685 €  |
| BOUILH-PEREUILH   | 121                | MAX               | Achat de matériel de motoculture pour l'entretien des chemins et espaces communaux   | 8 557 €           | 4 253 €                 | 25,00% | 1 063 €  |
| BOUILH-PEREUILH   | 121                | MAX               | Aménagement de trottoirs et création de places de parking  | 40 747 €          | 40 747 €                | 50,00% | 20 374 € |
| BOULIN            | 309                | MAX               | Travaux de rénovation de la salle multi-activités  | 102 119 €         | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| BUGARD            | 97                 | MAX               | Restructuration du cimetière   | 16 271 €          | 16 271 €                | 20,83% | 3 389 €  |
| BUGARD            | 97                 | MAX               | Acquisition de matériel informatique   | 3 406 €           | 3 406 €                 | 25,00% | 852 €    |
| CABANAC           | 310                | MAX               | Travaux voirie et bâtiments  | 12 566 €          | 12 566 €                | 50,00% | 6 283 €  |
| CABANAC           | 310                | MAX               | Réhabilitation de la maison communale  | 256 952 €         | 62 000 €                | 50,00% | 31 000 € |
| CAMPUZAN          | 148                | MAX               | Rénovation énergétique de la salle des fêtes et de la salle des associations   | 94 691 €          | 45 000 €                | 50,00% | 22 500 € |
| CASTELNAU-MAGNOAC | 778                | MAX               | Travaux de voirie et de bâtiments  | 61 588 €          | 61 588 €                | 50,00% | 30 794 € |
| CASTELNAU-MAGNOAC | 778                | MAX               | Acquisition de matériel PMR pour l'accessibilité à la zone de baignade du lac  | 3 488 €           | 3 488 €                 | 25,00% | 872 €    |
| CASTELVIEILH      | 248                | MAX               | Travaux de voirie  | 42 156 €          | 42 156 €                | 50,00% | 21 078 € |
| CASTERETS         | 18                 | MAX               | Travaux de voirie communale  | 8 431 €           | 8 431 €                 | 50,00% | 4 216 €  |
| CAUBOUS           | 30                 | -10%              | Travaux de restauration de l'église Saint François   | 30 834 €          | 30 834 €                | 50,00% | 15 417 € |
| CHELLE-DEBAT      | 218                | MAX               | Réfection de voiries, du parking de l'auberge et du système d'alerte du clocher  | 39 779 €          | 39 779 €                | 50,00% | 19 890 € |
| CIZOS             | 136                | MAX               | Travaux aux logements, à la salle des fêtes et aménagement d'un emplacement d'affichage  | 44 909 €          | 44 909 €                | 50,00% | 22 455 € |
| COLLONGUES        | 156                | MAX               | Travaux de voirie, sur la porte de l'église St Laurent et réfection du sol de la salle des fêtes   | 36 600 €          | 36 600 €                | 45,81% | 16 768 € |
| COUSSAN           | 114                | MAX               | Mise en conformité des cloches de l'église et aménagement de l'aire de repos halte randonnée   | 40 127 €          | 40 127 €                | 50,00% | 20 064 € |

|                   |     |      |   |           |          |        |          |
|-------------------|-----|------|---|-----------|----------|--------|----------|
| DEVEZE            | 52  | MAX  | Travaux de voirie, restauration de tableaux à l'église, restauration des grilles et du portail du cimetière, restauration du mur du foyer et réalisation de caches conteneurs         | 31 542 €  | 31 542 € | 50,00% | 15 771 € |
| DOURS             | 225 | MAX  | Remplacement du beffroi de l'église, construction d'un columbarium au cimetière, réalisation d'une fresque, travaux d'étanchéité des sas d'entrée et travaux VRD à la salle des fêtes | 48 085 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| ESTAMPURES        | 77  | MAX  | Rénovation de la salle multi-activités (tranche 1)  | 133 450 € | 50 000 € | 50,00% | 25 000 € |
| GAUSSAN           | 98  | MAX  | Travaux de voirie, de mur de soutènement du Gers et de rénovation   | 42 552 €  | 42 552 € | 50,00% | 21 276 € |
| GONEZ             | 29  | MAX  | Rénovation des toitures de la mairie et de l'appartement communal   | 35 638 €  | 35 638 € | 41,94% | 14 946 € |
| GUIZERIX          | 117 | MAX  | Travaux de voirie sur les chemins des Micalots et des Parribets   | 44 852 €  | 44 852 € | 50,00% | 22 426 € |
| HACHAN            | 47  | MAX  | Travaux à l'église, au cimetière et à la toiture de la salle des fêtes  | 42 400 €  | 42 400 € | 50,00% | 21 200 € |
| JACQUE            | 69  | MAX  | Travaux de voirie communale   | 44 725 €  | 44 725 € | 50,00% | 22 363 € |
| LALANNE-MAGNOAC   | 103 | MAX  | Travaux de réfection du clocher de l'église et de voirie communale  | 44 805 €  | 44 805 € | 50,00% | 22 403 € |
| LALANNE-TRIE      | 120 | -20% | Rénovation du logement communal (presbytère)  | 25 991 €  | 17 984 € | 48,00% | 8 632 €  |
| LAMARQUE-RUSTAING | 54  | MAX  | Travaux de réfection de la charpente et de menuiserie à la mairie   | 7 195 €   | 7 195 €  | 50,00% | 3 598 €  |
| LAMARQUE-RUSTAING | 54  | MAX  | Travaux de rénovation de l'église   | 54 192 €  | 37 805 € | 50,00% | 18 903 € |
| LANSAC            | 191 | MAX  | Travaux de voirie   | 51 641 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| LAPEYRE           | 94  | MAX  | Travaux de rénovation de la cuisine de la salle des fêtes et de voirie communale  | 31 482 €  | 31 482 € | 50,00% | 15 741 € |
| LARAN             | 47  | MAX  | Travaux de voirie, à l'église et à la mairie  | 41 985 €  | 41 985 € | 50,00% | 20 993 € |
| LARROQUE          | 99  | MAX  | Travaux sur la cloche de l'église et de voirie  | 8 936 €   | 8 936 €  | 50,00% | 4 468 €  |
| LASLADES          | 364 | MAX  | Réalisation d'un terrain polysport et d'une aire de jeux  | 148 001 € | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| LASSALES          | 37  | MAX  | Travaux à l'église et au préau de l'école   | 18 343 €  | 18 343 € | 50,00% | 9 172 €  |
| LOUIT             | 201 | MAX  | Travaux d'éclairage public, à l'église, de bois et forêt et de voirie   | 58 754 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| LUBY-BETMONT      | 106 | MAX  | Construction d'un point de collecte d'ordures et travaux à la mairie  | 36 602 €  | 36 602 € | 50,00% | 18 301 € |
| MARQUERIE         | 86  | MAX  | Travaux de voirie   | 20 320 €  | 20 320 € | 50,00% | 10 160 € |
| MONLEON-MAGNOAC   | 613 | MAX  | Travaux de voirie   | 46 462 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| MONLONG           | 110 | MAX  | Travaux de réfection de la toiture et du porche du logement communal  | 12 392 €  | 12 392 € | 50,00% | 6 196 €  |
| MUN               | 80  | MAX  | Travaux de rénovation à l'église (muret et perron) - Phase 1  | 10 847 €  | 9 042 €  | 50,00% | 4 521 €  |
| MUN               | 80  | MAX  | Travaux de voirie - Phase 1   | 35 958 €  | 35 958 € | 50,00% | 17 979 € |
| OLEAC DEBAT       | 185 | MAX  | Création d'un parking - Phase 2   | 19 305 €  | 19 305 € | 50,00% | 9 653 €  |
| OLEAC DEBAT       | 185 | MAX  | Travaux sur la restauration de la Tour (deuxième phase)   | 19 122 €  | 19 122 € | 50,00% | 9 561 €  |
| OLEAC DEBAT       | 185 | MAX  | Mise en sécurité et aménagement (caméra et vitrine) de la Tour  | 8 448 €   | 6 573 €  | 25,00% | 1 643 €  |
| ORGAN             | 29  | MAX  | Travaux voirie, de parking de la salle des fêtes et à la toiture de l'église  | 47 851 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| OSMETS            | 93  | MAX  | Travaux de voirie   | 43 799 €  | 43 799 € | 50,00% | 21 900 € |
| PEYRIGUERE        | 21  | MAX  | Travaux de voirie   | 28 546 €  | 28 546 € | 50,00% | 14 273 € |
| POUY              | 42  | MAX  | Travaux à l'église et la fontaine   | 9 371 €   | 9 371 €  | 50,00% | 4 686 €  |
| POUYASTRUC        | 668 | MAX  | Travaux de modernisation de la voirie communale   | 88 895 €  | 88 895 € | 50,00% | 44 448 € |
| PUNTOUS           | 163 | MAX  | Travaux de voirie (parking salle des fêtes et chemins communaux)  | 60 061 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| PUYDARRIEUX       | 231 | MAX  | Réhabilitation de la salle des fêtes  | 319 224 € | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| SABALOS           | 150 | MAX  | Rénovation de l'église et de la mairie  | 46 427 €  | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| SADOURNIN         | 197 | MAX  | Travaux de voirie   | 12 000 €  | 12 000 € | 50,00% | 6 000 €  |
| SARIAC-MAGNOAC    | 163 | MAX  | Aménagement des abords du bâtiment "espace multiactivités"  | 29 945 €  | 29 945 € | 50,00% | 14 973 € |
| SERE-RUSTAING     | 129 | MAX  | Rénovation énergétique du Foyer Rural   | 149 000 € | 45 000 € | 50,00% | 22 500 € |
| SOREAC            | 48  | MAX  | Travaux d'amélioration énergétique de la salle communale  | 13 211 €  | 13 211 € | 32,15% | 4 247 €  |
| SOREAC            | 48  | MAX  | Remplacement des lampes actuelles d'éclairage public actuelles par des lampes LED   | 11 250 €  | 11 250 € | 50,00% | 5 625 €  |

|  |       |      |   |                    |                    |        |                    |
|--|-------|------|---|--------------------|--------------------|--------|--------------------|
| SOREAC   | 48    | MAX  | Achat d'une imprimante photocopieuse  | 2 728 €            | 2 728 €            | 25,00% | 682 €              |
| SOUYEAUX   | 311   | MAX  | Aménagement d'un cheminement piétonnier et sécurisation du carrefour  | 57 306 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| THERMES-MAGNOAC                                  | 236   | MAX  | Travaux de voirie   | 73 403 €           | 45 000 €           | 50,00% | 22 500 €           |
| TRIE-SUR-BAISE                                   | 1 019 | -10% | Création d'un parking dédié au terrain des sports et mise en place d'une clôture au Parc du Padouen                                     | 29 407 €           | 29 407 €           | 45,00% | 13 233 €           |
| VIDOU  | 83    | MAX  | Travaux sur le parking de l'église et du presbytère   | 31 730 €           | 31 730 €           | 50,00% | 15 865 €           |
| VILLEMUR   | 68    | MAX  | Travaux au préau et à l'appartement   | 26 074 €           | 26 074 €           | 50,00% | 13 037 €           |
| COMMUNAUTE COMMUNES COTEAUX DU VAL D ARROS       |       |      | Réfection de l'étanchéité des vestiaires du stade de rugby de Pouyastruc  | 10 479 €           | 10 479 €           | 50,00% | 5 240 €            |
| SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE VOIRIE DU PAYS DE TRIE |       |      | Travaux de voirie sur les communes d'Estampures, Fontrailles, Fréchède, Lalanne-Trie, Lustrar, Mazerolles, Tournous-Darré et Villembits | 218 711 €          | 218 711 €          | 50,00% | 109 356 €          |
| <b>TOTAUX :</b>                                  |       |      |   | <b>3 565 861 €</b> | <b>2 545 248 €</b> |        | <b>1 248 169 €</b> |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

#### **4 - FONDS D'AMENAGEMENT RURAL PROROGATIONS DU DÉLAI D'EMPLOI DE SUBVENTIONS CHANGEMENTS D'AFFECTATION DE SUBVENTIONS**

La Commission permanente,

Vu les articles L. 1111-9 et L.1111-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 31 mars 2023 approuvant le règlement d'intervention du Fonds d'Aménagement Rural et la répartition des dotations cantonales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 28 mars 2025 votant le Budget Primitif 2025 ;

Vu le rapport du Président ;

Après en avoir délibéré ;

#### DECIDE

Article 1 : d'accorder aux communes détaillées dans le tableau n°1 ci-joint un délai supplémentaire d'un an pour l'emploi des subventions accordées, soit jusqu'au 6 juin 2026.

Article 2 : d'accorder aux communes détaillées dans le tableau n°2 ci-joint les changements d'affectations sollicités.

Article 3 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Michel PÉLIEU

## FONDS D'AMENAGEMENT RURAL

TABLEAU 1 :

### PROROGATIONS DU DELAI D'EMPLOI

| DECISION   | COMMUNE            | OBJET  | AIDE ACCORDÉE |
|------------|--------------------|--|---------------|
| 13/05/2022 | SARIAC-MAGNOAC     | Travaux de voirie communale  | 18 000 €      |
| 26/05/2023 | OSSEN              | Dissimulation des réseaux sur la traversée RD 13 et rue du Château de Bégoles  | 27 000 €      |
| 12/05/2023 | ARRODETS-EZ-ANGLES | Travaux (mur du cimetière, columbarium, terrasse à la salle des fêtes)   | 4 960 €       |
| 30/06/2023 | SAINT-LARY-SOULAN  | Aménagement d'un local de stockage pour les associations sportives de Saint-Lary-Soulan et Maison du Patrimoine              | 20 250 €      |
| 26/05/2023 | SAINT-LANNE        | Reprise de concessions au cimetière communal, enfouissement des lignes électriques au centre du village et travaux de voirie | 24 000 €      |
| 30/06/2023 | SAINT-PASTOUS      | Rénovation énergétique du bâtiment mairie et rénovation du monument aux morts  | 18 868 €      |
| 02/04/2021 | VIEY               | Aménagement du parvis de la mairie et du cheminement communal  | 19 200 €      |
| 30/06/2023 | VIEY               | Sécurisation de la route piste de la Lanne   | 20 250 €      |
| 30/06/2023 | MARSAC             | Enfouissement de réseaux   | 27 000 €      |

TABLEAU 2 :

### CHANGEMENTS D'AFFECTATIONS

| ATTRIBUTION INITIALE                         |            |   |          |        |          | NOUVELLE OPÉRATION                           |  |          |        |          |
|--|------------|---|----------|--------|----------|--|--|----------|--------|----------|
| COMMUNE                                      | DATE CP    | OPÉRATION   | COÛT     | TAUX   | AIDE     | COMMUNE                                      | OPÉRATION  | COÛT     | TAUX   | AIDE     |
| DOURS  | 31/05/2024 | Réhabilitation de la toiture de l'école maternelle, création d'une aire de jeux, création d'un columbarium au cimetière, l'abatage d'arbre et du revêtement de type point à temps | 45 000   | 48,89% | 22 000 € | DOURS  | Travaux (toiture de l'école maternelle, voirie, abatage d'arbre, et d'assainissement à la salle des fêtes) | 45 000   | 48,89% | 22 000 € |
| COMMISSION SYNDICALE DE LA VALLEE DU HOUSCAU | 17/05/2024 | Construction de la cabane de Toue   | 45 000 € | 45,97% | 20 686 € | COMMISSION SYNDICALE DE LA VALLEE DU HOUSCAU | Travaux d'adduction d'eau et création d'un captage pour l'alimentation d'une future cabane                 | 45 000 € | 45,97% | 20 686 € |
| COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR MADIRAN         | 17/01/2023 | Rénovation de la toiture de l'école de Siarrouy   | 61 973 € | 16,36% | 10 140 € | COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR MADIRAN         | Travaux de rénovation énergétique de l'école de Siarrouy   | 61 973 € | 16,36% | 10 140 € |
| MAZERES-DE-NESTE                             | 26/04/2024 | Aménagement et mise en sécurité du centre bourg   | 45 000 € | 48,89% | 22 000 € | MAZERES-DE-NESTE                             | Réfection de la toiture de la salle des fêtes et du stade municipal  | 45 000 € | 48,89% | 22 000 € |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **5 - FONDS SPECIFIQUE ECOLES (F.S.E.) COMMUNE DE BAZET**

Vu les articles L1111-9 et L1111-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 20 juin 2014 approuvant le règlement d'intervention du Fonds Spécifique Ecoles,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 28 mars 2025 votant le Budget Primitif 2025 ;

Vu le rapport du Président qui précise que sur la période de la mandature, une dotation de 800 000 € en AP a été inscrite sur le chapitre 204-54, article 2041412 (env. 51238) au titre du Fonds Spécifique Ecoles.

Le solde disponible à l'engagement est de 537 573 €.

Sont éligibles sur cette ligne les communes relevant du FAR pour des travaux de restructuration ou de construction de bâtiments scolaires dont le coût est supérieur à 150 000 € H.T. L'aide maximale possible sur cette ligne est de 100 000 € (20 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 1 000 000 €). La collectivité doit par ailleurs s'engager à dédier du FAR sur l'opération.

La commune de Bazet sollicite une aide financière pour l'extension de l'école maternelle Paul Fort. Le coût des travaux s'élève à 649 308 € HT. Le plan de financement prévisionnel est le suivant : Etat 250 000 €, Département FSE 100 000 €, Département FAR 50 000 € et Autofinancement 249 308 € (38,39%).

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré, M. Buron n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

#### DECIDE

Article 1 : d'attribuer, au titre du Fonds Spécifique Ecoles (F.S.E.), une subvention d'un montant de 100 000 € à la commune de Bazet, soit 15,40 % d'un montant de travaux de 649 308 € HT, pour l'extension de l'école maternelle Paul Fort.

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 204-54 du budget départemental.

Article 3 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

|   |   |
|---|---|
| <b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b><br><br><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b> | <b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b><br>-----<br><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b> |
|---|---|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**6 - POLITIQUES TERRITORIALES**  
**APPEL A PROJETS 2024 POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**  
**ENGAGEMENT D'UNE SUBVENTION SUITE A SURSIS**  
**POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE MICRO-CRECHE**  
**SUR LA COMMUNE DE MASCARAS**

Vu les articles L1111-9 et L1111-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 25 mars 2022 approuvant le règlement d'intervention pour le Développement Territorial et la Dynamisation des Communes Urbaines ;

Vu la délibération du Conseil Départemental du 28 mars 2025 votant le budget 2025 ;

Vu le rapport du Président qui précise que la Commune de Mascaras a sollicité en septembre 2024, dans le cadre de l'appel à projets pour le Développement Territorial, une aide financière du Département à hauteur de 60 000 € afin de l'accompagner dans son projet de construction d'une micro-crèche. Les éléments actualisés et stabilisés étant désormais disponibles, la subvention proposée par le comité de sélection afférent au peut être engagée.

Le plan de financement actualisé est le suivant :

| Postes de dépenses H.T |           | Recettes H.T                              |                  |               |
|------------------------|-----------|---|------------------|---------------|
| Travaux                | 581 125 € | Etat DETR 2022                            | <u>250 000 €</u> | 39,01%        |
| Honoraires divers      | 59 757 €  | Région                                    | 45 000 €         | 7,02%         |
|                        |           | Département AAP Développement Territorial | 60 000 €         | 9,36%         |
|                        |           | <b>Total subventions</b>                  | <b>355 000 €</b> | <b>55,39%</b> |
| Total opération        | 640 882 € | Autofinancement                           | 285 882 €        | 44,61%        |

Cette subvention porte à :

- 55,39 % le financement toutes aides publiques confondues apporté à ce projet,
- 9,36 % le soutien financier du Département sur le projet global et 12 % de la dépense subventionnable retenue de 500 000 € sur les travaux.

Les crédits à hauteur de 60 000 € seront prélevés dans le cadre de l'Autorisation de Programme 2024 relative au Développement Territorial.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver, dans le cadre du dispositif de l'appel à projets 2024 pour le développement territorial, l'attribution d'une aide financière d'un montant de 60 000 € à la commune de Mascaras pour le projet de construction d'une micro-crèche, soit 12 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 500 000 € H.T. de travaux.

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 204-54 du budget départemental.

Article 3 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**7 - POLITIQUES TERRITORIALES**  
**APPEL A PROJETS 2023 POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**  
**ET LA DYNAMISATION DES COMMUNES URBAINES**  
**PROROGATION DU DELAI D'EMPLOI DE SUBVENTIONS**

Vu les articles L1111-9 et L1111-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le règlement d'intervention pour les appels à projets Développement Territorial et Dynamisation des Communes Urbaines ;

Vu les délibérations des Commissions Permanentes des 21 mai 2021 et 21 juillet 2023,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2025 votant le budget 2025,

Vu le rapport du Président,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'accorder, aux maîtres d'ouvrage mentionnés dans le tableau ci-après, un délai supplémentaire de :

- 2 ans pour la commune de Monléon-Magnoac, dans l'attente de la décision du tribunal, soit jusqu'au 6 juin 2027 ;
- 1 an pour la commune de Lourdes, Le Parvis Scène Nationale et la commune de Saint-Lary, soit jusqu'au 6 juin 2026.

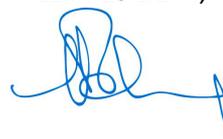
| Dispositif                         | Date Commission Permanente | Maître d'ouvrage                          | Projet  | Aide accordée (€) | Versement en attente (€) |
|------------------------------------|----------------------------|---|---|-------------------|--------------------------|
| Développement Territorial          | 21/05/2021                 | Commune de Monléon-Magnoac                | Rénovation du bar-restaurant en bâtiment multiservices et gîte            | 130 000           | 65 000                   |
|                                    | 21/05/2021                 | Commune de Saint-Lary-Soulan              | Transformation de l'ancienne patinoire en salle polyvalente               | 100 000           | 73 368                   |
|                                    | 21/07/2023                 | Le Parvis Scène Nationale Tarbes Pyrénées | Rénovation et mise aux normes techniques des équipements spectacle vivant | 100 000           | 100 000                  |
| Dynamisation des Communes Urbaines | 21/07/2023                 | Ville de Lourdes                          | Valorisation du complexe de tennis Jean Gachassin                         | 60 000            | 60 000                   |

Article 2 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **8 - APPEL A PROJETS POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA RENOVATION DES MEUBLÉS DE TOURISME DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES EXERCICE 2025-2027**

La Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu le rapport de la 1<sup>ère</sup> vice-présidente indiquant que depuis 2018, dans le cadre du « Carnet de route du Tourisme des Hautes-Pyrénées », le Conseil départemental a conduit un appel à projets dédié à l'accompagnement de l'amélioration de la qualité des meublés de tourisme de son territoire.

Cette décision s'appuyait sur deux constats étayés par diverses études et expérimentations et partagés avec les principaux acteurs touristiques des Hautes-Pyrénées à savoir :

- La nécessité d'améliorer la qualité d'une très grande majorité de gîtes et de meublés de tourisme dans les Hautes-Pyrénées, car elle ne correspond pas aux attentes et aux besoins de la clientèle, et peine de plus en plus à être commercialisée ;
- La nécessité de sensibiliser les propriétaires aux attentes des clients, et l'accompagnement dans la définition de leur projet d'amélioration (diagnostics, esquisses, chiffrage), car ils sont nombreux à ne pas avoir conscience de cette carence, d'une part, ou ne pas savoir comment y répondre, d'autre part.

La sensibilisation et l'accompagnement des propriétaires sont donc les deux leviers sur lesquels le Conseil départemental a choisi d'agir avec cet appel à projet, dans le but d'améliorer la qualité des meublés de tourisme.

L'appel à projets a été mis en œuvre au sein d'un dispositif global départemental animé en partenariat avec Hautes-Pyrénées Tourisme Environnement, dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre nos deux structures.

Sur la période, ce sont engagés dès 2019 les

- Office de tourisme de Saint-Lary-Soulan
- Office de tourisme de Tourmalet-Pic-du-Midi
- Office de tourisme de Cauterets
- Agence Touristique des Vallées de Gavarnie

rejoints à compter de juin 2021 par l'Office de tourisme Pyrénées 2 Vallées en continuité de la démarche initiale de l'Office de tourisme de Saint-Lary-Soulan et en s'associant à ceux de la Vallée du Louron et de Piau-Engaly.

S'appuyant sur des ressources propres ou externalisées dédiées, tous les Offices de Tourisme ont mis en œuvre un programme de sensibilisation (réunions d'information, ateliers, publications...) et d'accompagnement des propriétaires (visites conseil, remise d'un dossier de recommandation...).

Le bilan quantitatif montre que 779 biens dont les propriétaires ont bénéficié d'un accompagnement individuel dont :

- 563, soit 72%, pour un projet de rénovation ;
- 216, soit 28%, pour un projet de home-staging ;
- le tiers des propriétaires accompagnés ont rénové ou décoré leur meublé (enquête Initiatives Pyrénées - 2024 - taux de réponse = 48%).

Afin de faciliter la réalisation des travaux proposés par l'accompagnement, Initiative Pyrénées, associée au dispositif propose depuis 2 ans un prêt d'honneur. Près de 20 projets ont ainsi pu recevoir un financement et Initiatives Pyrénées continue de proposer son accompagnement avec comme condition principale pour le propriétaire d'avoir reçu un accompagnement dans le cadre de la démarche départementale.

Aussi, il est proposé de reconduire le dispositif pour une nouvelle période de 3 ans sur la base du règlement d'intervention joint au rapport.

Il reprend pour l'essentiel celui de la précédente période avec une évolution sur le mode de calcul de la subvention départementale à savoir que le montant forfaitaire versé ne pourra pas être supérieur au coût facturé par l'opérateur retenu par la structure lauréate.

Après en avoir délibéré, M. Péliou n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

#### **DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver le règlement afférent au dispositif « Accompagnement des dispositifs locaux pour la rénovation des meubles de tourisme - Période 2025-2027 » ;

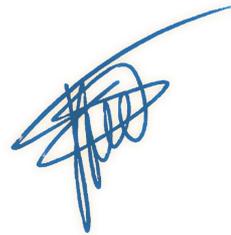
Article 2 : d'approuver le lancement de l'appel à projets sur cette base en fixant la date limite de dépôt des dossiers au 11 juillet 2025.

Article 3 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LA 1<sup>re</sup> VICE-PRESIDENTE,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the top.

Joëlle ABADIE

|   |   |
|---|---|
| <b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b><br><br><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b> | <b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b><br>-----<br><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b> |
|---|---|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **9 - 1-ACQUISITIONS IMMOBILIERES - REGULARISATION FONCIER RD 64 IBOS - CTS ALONSO**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en application du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition d'une parcelle dans le cadre d'une régularisation foncière ; les propriétaires ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition de la parcelle détaillée en annexe, pour un montant de :

- 8 270,00 euros, « RD secondaire foncière » - RD 64 commune d'Ibos

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental.

Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département.

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE\_ RD 64 IBOS**  
**Régularisation foncière**

| Opération   | Propriétaires | Emprise<br>(n° - surface)  | Prix<br>Acquisition      | Frais<br>d'acte |
|---|---------------|----------------------------|--------------------------|-----------------|
| « réseau secondaire »<br><br>Régularisation foncière<br>sur la commune d'Ibos | Cts Alonso    | ZD 5: 6 463 m <sup>2</sup> | 7 950,00 €               | 320 €           |
|   |               | <b><u>TOTAUX</u></b>       | <b><u>8 270,00 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau SECONDAIRE : TOTAL GENERAL</u></b>                               |               |                            | <b><u>8 270,00 €</u></b> |                 |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**9 - 2-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 25 ESTARVIELLE - CTS CASTET**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en application du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition de parcelles foncières dans le cadre d'un élargissement de la chaussée ; les propriétaires ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition des parcelles détaillées en annexe, pour un montant de :

- 764,50 euros, « RD secondaire foncière » - RD 25 commune Estarvielle

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental.

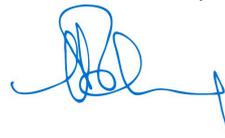
Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département.

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE\_RD 25 ESTARVIELLE**  
**Elargissement de la chaussée - Aménagement de sécurité**

| Opération   | Propriétaire | Emprise<br>(n° - surface)                              | Prix<br>Acquisition    | Frais<br>d'acte |
|---|--------------|--|------------------------|-----------------|
| « réseau secondaire »<br><br>RD 25 – Estarvielle –<br>Elargissement de la<br>chaussée –<br>Aménagement de<br>sécurité | Cts CASTET   | A 55 : 609 m <sup>2</sup><br>A 552 : 69 m <sup>2</sup> | 430,00 €<br>14,50 €    | 320 €           |
|   |              | <b><u>TOTAUX</u></b>                                   | <b><u>764,50 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau SECONDAIRE : TOTAL GENERAL</u></b>   |              |  | <b><u>764,50 €</u></b> |                 |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**9 - 3-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 25 ESTARVIELLE - CTS BRISSOT**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en application du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition d'une parcelle dans le cadre d'un élargissement de la chaussée ; les propriétaires ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition de la parcelle détaillée en annexe, pour un montant de :

- 334,00 euros, « RD secondaire foncière » - RD 25 commune Estarvielle

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental ;

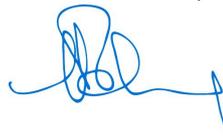
Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département ;

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE\_RD 25 ESTARVIELLE**  
**Elargissement de la chaussée - Aménagement de sécurité**

| Opération   | Propriétaire | Emprise<br>(n° - surface) | Prix<br>Acquisition    | Frais<br>d'acte |
|---|--------------|---------------------------|------------------------|-----------------|
| « réseau secondaire »<br><br>RD 25 – Estarvielle –<br>Elargissement de la<br>chaussée –<br>Aménagement de<br>sécurité | Cts BRISSOT  | A 54 : 65 m <sup>2</sup>  | 14,00 €                | 320 €           |
|   |              | <b><u>TOTAUX</u></b>      | <b><u>334,00 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau SECONDAIRE : TOTAL GENERAL</u></b>   |              |                           | <b><u>334,00 €</u></b> |                 |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**9 - 4-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 817-75 CANTAOUS - COMMUNE**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en applications du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Cantaous du 2 mai 2025, qui annule la délibération 005/20025 pour une erreur sur le montant du prix de vente, Monsieur le maire et son conseil municipal donnent leur accord pour la vente de parcelles communales au conseil départemental des Hautes-Pyrénées dans le cadre de travaux d'élargissement sur la RD 817,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition de parcelles foncières dans le cadre d'un aménagement d'un tourne-à-gauche pour la sécurisation du carrefour ; le propriétaire ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition des parcelles détaillées en annexe pour un montant de 1 095,00 euros, sur la commune de Cantaous,

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental ;

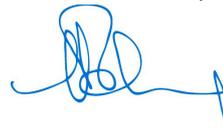
Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département ;

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE\_RD 817-75 CANTAOUS**  
**Aménagement d'un tourne-à-gauche-sécurisation du carrefour**

| Opération  | Propriétaire           | Emprise<br>(n° - surface)                                    | Prix<br>Acquisition      | Frais<br>d'acte |
|--|------------------------|--|--------------------------|-----------------|
| « réseau secondaire »<br><br>Aménagement d'un<br>tourne-à-gauche-<br>sécurisation du carrefour | Commune de<br>Cantaous | A1 1230 : 1 817 m <sup>2</sup><br>ZC 79 : 382 m <sup>2</sup> | 640,00 €<br>135,00 €     | 320 €           |
|  |                        | <b><u>TOTAUX</u></b>   | <b><u>1 095,00 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau SECONDAIRE : TOTAL GENERAL</u></b>  |                        |  | <b><u>1 095,00 €</u></b> |                 |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**9 - 5-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 618 LOUDERVIELLE - IND SALUDES**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en application du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition de parcelles foncières dans le cadre de travaux d'aménagement et de sécurité ; les propriétaires ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition des parcelles détaillées en annexe, pour un montant de :

- 457,50 euros, « RD structurante foncière » - RD 618 commune de Loudervielle

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental ;

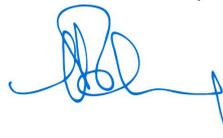
Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département ;

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE RD 618 LOUDERVIELLE  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURITE du PR11+360 au PR12+520**

| Opération   | Propriétaires | Emprise<br>(n° - surface)                                | Prix<br>Acquisition    | Frais<br>d'acte |
|---|---------------|--|------------------------|-----------------|
| « réseau structurant »<br><br>RD 618 LOUDERVIELLE<br>Travaux d'aménagement<br>et de sécurité du<br>PR11+360 au PR12+520 | Ind SALUDES   | A 652 : 150 m <sup>2</sup><br>A 663 : 175 m <sup>2</sup> | 137,50 €               | 320,00 €        |
|   |               | <b><u>TOTAUX</u></b>                                     | <b><u>457,50 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau STRUCTURANT : TOTAL GENERAL</u></b>  |               |  | <b><u>457,50 €</u></b> |                 |

|   |   |
|---|---|
| <b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b><br><br><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b> | <b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b><br>-----<br><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b> |
|---|---|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**9 - 6-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 618 ESTARVIELLE - SANCHOU FRANCOIS**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en application du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition de parcelles foncières dans le cadre de travaux d'aménagement et de sécurité ; le propriétaire ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition des parcelles détaillées en annexe, pour un montant de :

- 595,00 euros, « RD structurante foncière » - RD 618 commune Estarvielle

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental ;

Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département ;

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE RD 618 ESTARVIELLE  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURITE du PR11+360 au PR12+520**

| Opération  | Propriétaire     | Emprise<br>(n° - surface)   | Prix<br>Acquisition    | Frais<br>d'acte |
|--|------------------|---|------------------------|-----------------|
| « réseau structurant »<br><br>RD 618 ESTARVIELLE<br>Travaux d'aménagement<br>et de sécurité du<br>PR11+360 au PR12+520 | SANCHOU François | A 49 b : 234 m <sup>2</sup><br>A 49 c : 428 m <sup>2</sup><br>A 50 : 73 m <sup>2</sup><br>A 298 : 178 m <sup>2</sup><br>A 330 : 95 m <sup>2</sup><br>A 336 : 245 m <sup>2</sup> | 275,00 €               | 320 €           |
|  |                  | <b><u>TOTAUX</u></b>  | <b><u>595,00 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau STRUCTURANT : TOTAL GENERAL</u></b>   |                  |   | <b><u>595,00 €</u></b> |                 |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**9 - 7-ACQUISITIONS IMMOBILIERES  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURISATION ROUTIERS  
RD 618 ESTARVIELLE - CTS BRISSOT**

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 3211-2 et 3213-3,

Vu le Code de la Voirie Routière, articles L. 131-4 à L. 131-5,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente, prise en application du Code général des collectivités territoriales susvisé,

Vu le rapport du Président concluant à l'acquisition de parcelles foncières dans le cadre de travaux d'aménagement et de sécurité ; les propriétaires ayant signé la promesse de vente amiable,

Considérant que dans sa délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021 susvisée, le Conseil départemental délègue notamment à la Commission permanente le pouvoir de statuer sur l'acquisition, l'aliénation et l'échange des propriétés départementales immobilières, notamment pour ce qui concerne le domaine public routier.

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président

La Commission permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'acquisition des parcelles détaillées en annexe, pour un montant de :

- 420,00 euros, « RD structurante foncière » - RD 618 commune Estarvielle

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 21-843 du budget départemental ;

Article 3 : d'autoriser le Président à signer les actes administratifs correspondant aux acquisitions nécessaires à la réalisation des projets routiers au nom et pour le compte du département ;

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**ACQUISITION IMMOBILIERE RD 618 ESTARVIELLE  
TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE SECURITE du PR11+360 au PR12+520**

| Opération  | Propriétaire | Emprise<br>(n° - surface)  | Prix<br>Acquisition    | Frais<br>d'acte |
|--|--------------|--|------------------------|-----------------|
| « réseau structurant »<br><br>RD 618 ESTARVIELLE<br>Travaux d'aménagement<br>et de sécurité du<br>PR11+360 au PR12+520 | CTS BRISSOT  | A 287 : 120 m <sup>2</sup><br>A 331 : 315 m <sup>2</sup><br>A 341 : 40 m <sup>2</sup><br>A 556 : 20 m <sup>2</sup><br>A 118 : 1 m <sup>2</sup> | 100,00 €               | 320 €           |
|  |              | <b><u>TOTAUX</u></b>   | <b><u>420,00 €</u></b> |                 |
| <b><u>Réseau STRUCTURANT : TOTAL GENERAL</u></b>   |              |  | <b><u>420,00 €</u></b> |                 |

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**  
**APPEL A PROJETS " ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS PEDAGOGIQUES INNOVANTS"**  
**SUBVENTION A L'IUT DE TARBES POUR L'ACHAT D'EQUIPEMENTS NUMERIQUES**

La Commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu le rapport du Président qui précise que l'IUT de Tarbes, avec plus de 1 500 étudiants, est le principal établissement d'enseignement supérieur du département. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, il est intégré à l'Université de Technologie de Tarbes Occitanie Pyrénées (UTTOP), il était précédemment rattaché à l'Université Paul Sabatier Toulouse III.

La qualité de la formation à l'IUT repose sur des méthodes pédagogiques alignées avec les besoins industriels. Il est ainsi essentiel de rester en phase avec les attentes du secteur économique et d'adapter les modalités d'apprentissage via le numérique. Pour maintenir la qualité de ses formations, l'IUT doit donc disposer des moyens nécessaires pour accompagner les évolutions technologiques.

En 2017, la Région Occitanie a lancé un Appel à Projets (AAP) pour soutenir les projets pédagogiques innovants des IUT.

La loi NOTRe du 7 août 2015 permet aux Départements de contribuer au financement des établissements d'enseignement supérieur.

L'IUT de Tarbes a bénéficié de ce programme et a ainsi perçu une subvention du Département à hauteur de 25 000 € en 2021, 2022, 2023 et 2024 pour l'achat de matériels et logiciels numériques, ainsi que des équipements pour la robotique et les technologies 4.0.

L'IUT de Tarbes sollicite une aide financière dans le cadre de l'appel à projet (AAP) de la Région, d'un montant de 20 000 € pour la sixième et dernière année de l'AAP, sous la thématique « Technologies interactives et inclusives pour réduire les inégalités d'accès et de ressources », dont les objectifs sont :

- pour le Département Métiers du Multimédia et de l'Internet (MMI) : investir dans des équipements techniques inclusifs pour répondre aux problématiques d'inégalités financières des étudiants, aux situations de handicap et au nomadisme digital.
- pour le Département Génie Mécanique et Productique (GMP) : mettre en place un centre d'usinage à commande numérique multiaxes couplée aux logiciels de FAO (Fabrication Assistée par Ordinateur) dont dispose l'IUT pour permettre aux étudiants de se former en situation quasi industrielle.

Pour maintenir une offre de formation attractive et démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur, il convient d'accorder à l'IUT de Tarbes une subvention exceptionnelle d'aide à l'équipement numérique et d'approuver la convention correspondante.

Après en avoir délibéré, M. Lages n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

#### **DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : d'attribuer à l'IUT de Tarbes une subvention exceptionnelle d'aide à l'équipement numérique d'un montant de 20 000 € pour la 6<sup>ème</sup> année de l'Appel A Projet - Accompagnement des projets pédagogiques innovants,

Article 2 : d'approuver la convention avec l'IUT de Tarbes et l'UTTOP qui formalise notamment les modalités de versement de la subvention à l'Université Paul Sabatier de Toulouse, en charge de la gestion administrative de ce projet,

Article 3 : d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du Département,

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Michel PÉLIEU



## CONVENTION

Entre

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES HAUTES-PYRÉNÉES**, dont le siège se situe : 6, rue Gaston Manent- CS 71324- 65013 TARBES CEDEX 9, représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu de la délibération de la Commission Permanente du 16 mai 2025, ci-après dénommé : Conseil Départemental

Et

**L'UNIVERSITE de TECHNOLOGIE de TARBES OCCITANIE PYRÉNÉES (UTTOP)**

dont le siège se situe : 47 avenue d'Azereix BP 1629 65016 TARBES Cédex  
représenté par son Directeur, Monsieur Jean-Yves FOURQUET,  
ci-après dénommée : Université de Technologie de Tarbes

agissant pour le compte de **l'IUT DE TARBES**

dont le siège se situe : 1 rue Lautréamont – CS 41624 – 65016 TARBES  
représenté par sa Directrice, Marie-Laetitia PASTOR  
ci-après dénommé : IUT de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de l'IUT de Tarbes, composante de l'Université de Technologie de Tarbes,

Considérant le Schéma Régional Enseignement Supérieur et Recherche 2017-2021 de la Région Occitanie adopté le 2 février 2017,

Considérant l'intérêt pour notre département d'accompagner le projet porté par l'IUT de Tarbes relatif à la pédagogie innovante via le Numérique, au regard des enjeux actuels de la digitalisation de notre économie laquelle induit une adaptation des appareils de production de biens et de services dans notre territoire, et du lien étroit qui existe entre cet établissement et les entreprises locales dans les filières correspondantes aux diplômes délivrés,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet de la convention

L'objectif est de maintenir sur notre territoire une offre de formation suffisamment attractive afin de démocratiser l'accès des jeunes à la formation supérieure d'une part et d'autre part de contribuer au renforcement de l'attractivité et au développement économique du département.

De son côté, l'IUT de Tarbes, composante de l'Université de Technologie de Tarbes, souhaite adapter son offre de formation pour la rendre plus proche des attentes des acteurs économiques locaux et conforme aux exigences de la transformation numérique en cours dans notre économie et dans la société actuelle.

C'est ainsi que l'IUT a décidé de réaliser un projet relatif aux nouvelles pédagogies innovantes qui porte sur la thématique : « Technologies interactives et inclusives pour réduire les inégalités d'accès et de ressources : démocratisation, handicap, nomadisme ». Ce projet se décline sur deux axes qui concerne le département MMI : Métiers du Multimédia et de l'Internet (avec des retours attendus sur toutes les formations de l'IUT) pour l'un et le département GMP : Génie Mécanique et Productique pour l'autre. Ils se traduisent par l'achat d'équipement techniques et la mise en place d'un centre d'usinage à commande numérique multi axes.

Le Conseil Départemental contribue financièrement à cette opération.

## **Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Conseil Départemental**

**Une subvention d'équipement d'un montant de 20 000 €** est allouée à l'IUT de Tarbes, pour le financement des dépenses d'investissement nécessaires à la réalisation du projet précité pour l'acquisition des matériels suivants : équipement de 2 salles mobiles, baies des stockage, plateau technique nomade, logiciels permettant de créer des applications adaptées et inclusives et de contrôleurs accessibilité/handicap. Pour le département GMP le projet nécessite l'achat d'une machine à commande numérique multi axes.

Le montant total des dépenses d'investissement s'élève à 330 000 €.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2025 chapitre 204, fonction 23, nature 204-111, enveloppe 51174.

## **Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'IUT de Tarbes a changé d'université de rattachement toutefois, dans le cadre du projet précité, c'est toujours l'Université Toulouse III Paul Sabatier, en lien avec l'IUT de Tarbes, qui est en charge d'établir la facture de subvention et justificatifs, et d'encaisser la subvention auprès de son agence comptable. Il convient donc de procéder au versement de la subvention auprès de l'Université Toulouse III Paul Sabatier.

Le paiement de cette subvention sera effectué, sous réserve de la disponibilité des crédits, sur présentation des justificatifs, en une fois ou en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention.

La libération du solde interviendra, sur présentation des justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation du compte-rendu financier annuel de l'organisme bénéficiaire.

Au vu des justificatifs de dépenses, le montant de la subvention pourra être revu à la baisse. L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention au Conseil Départemental, service instructeur de la subvention et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

## **Article 4 : Engagement du bénéficiaire relatif à l'opération subventionnée**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération pour laquelle il bénéficie d'une aide départementale, dans les conditions précisées à l'article 1 et 2.

### **Article 5 : Durée de la convention**

Le délai global de demande de versement de la subvention est de 24 mois à compter de la date de l'arrêté attributif qui sera établi sur la base de la délibération de la Commission Permanente du 16 mai 2025.

Au-delà de ce terme, la subvention sera caduque et plus aucune demande de versement ne pourra être effectuée.

Par ailleurs, l'opération ayant donné lieu à l'attribution de la subvention, devra avoir commencé dans les 12 mois à compter du présent arrêté. Au-delà de ce terme, et à défaut de présentation par le bénéficiaire d'une pièce justificative tel qu'un ordre de service, la subvention sera caduque.

Si ce délai global de demande de versement de la subvention est passé, et quand bien même, un ou plusieurs acomptes ont été versés, le solde de la subvention ne pourra pas être versé.

### **Article 6 : Engagement du bénéficiaire relatif à la communication**

Le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées apparaît comme l'un des financeurs de l'opération. Le bénéficiaire s'engage à valoriser ce partenariat et à développer sa communication autour de ce projet en étroite concertation avec le Conseil Départemental. Il s'engage également à apposer sur tout document informatif relatif à l'opération subventionnée, le logo du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.

### **Article 7 : Litiges et résiliation**

Tout litige pouvant naître de la présente convention et qui n'aurait pu être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif compétent.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Tarbes, le  
(En trois exemplaires originaux)

Pour le Conseil Départemental  
des Hautes-Pyrénées

Pour l'IUT de Tarbes

Pour l'Université  
de Technologie de Tarbes

Le Président  
**Michel PÉLIEU**

La Directrice  
**Marie-Laetitia PASTOR**

Le Directeur  
**Jean-Yves FOURQUET**

|   |   |
|---|---|
| <b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b><br><br><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b> | <b>DELIBERATION</b><br><b>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b><br>-----<br><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b> |
|---|---|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**11 - PARTICIPATION DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE  
AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT POUR LES COLLEGES DES HAUTES-PYRENEES  
A RECRUTEMENT INTERDEPARTEMENTAL - ANNEE SCOLAIRE 2024/2025**

La Commission permanente,

Vu le code de l'Éducation, notamment l'article L213-8,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu le rapport de M. le Président qui précise que de par leur positionnement géographique, certains collèges du département accueillent un certain nombre d'élèves domiciliés dans le département de la Haute-Garonne. Il s'agit du collège public La Barousse à Loures-Barousse et du collège privé Notre-Dame de Garaison à Monléon-Magnoac avec les effectifs suivants :

| Collège                | Effectifs RS 2024 | Elèves de la Haute-Garonne |
|------------------------|-------------------|----------------------------|
| De la Barousse         | 180               | 78 (soit 43,33 %)          |
| Notre-Dame de Garaison | 327               | 102 (soit 31,19 %)         |

Considérant que les effectifs des élèves de la Haute-Garonne représentent plus de 10 % des effectifs des collèges susvisés ;

Considérant que depuis 2019, la participation sur les charges de personnel des collèges publics n'est pas sollicitée,

Considérant que chaque année, le département alloue aux établissements les dotations suivantes :

- pour les collèges publics : une DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) et une éventuelle subvention complémentaire au titre des frais de viabilisation.
- pour les collèges privés : un forfait d'externat part matériel calculé sur la base du coût d'un élève du public et un forfait d'externat part personnel calculé sur la base du coût personnel ramené à l'élève.

Après en avoir délibéré,

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : d'autoriser le Président à solliciter la participation financière du département de la Haute-Garonne aux dépenses des collèges suivants :

- collège public La Barousse à Loures-Barousse : 27 895 € pour les charges de fonctionnement,
- collège privé Notre Dame de Garaison à Monléon-Magnoac : 65 790 € pour les charges de fonctionnement et de personnel,

soit un montant total de 93 685 €, au titre de l'année scolaire 2024/2025.

Article 2 : d'imputer la dépense sur le chapitre 74-221 du budget départemental.

Article 3 : d'approuver la convention correspondante et d'autoriser le Président à signer ce document au nom et pour le compte du département.

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

**Convention relative à la participation du Département de la Haute-Garonne  
aux charges de fonctionnement pour les collèges des Hautes-Pyrénées à recrutement  
interdépartemental.  
Année scolaire 2024/2025**

**ENTRE**

Le Département des Hautes-Pyrénées, représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 16 mai 2025,

D'une part

**ET**

Le Département de la Haute-Garonne, représenté par Monsieur Sébastien VINCINI, Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du .....

D'autre part.

**VU** l'article L213-8 du Code de l'Education qui prévoit que «lorsque 10% au moins des élèves d'un collège résident dans un autre département que celui dont relève l'établissement, une participation aux charges de fonctionnement et de personnel peut être demandée au département de résidence. Le montant de cette participation est fixé par convention entre les départements intéressés».

**CONSIDERANT**, pour l'année scolaire 2024/2025 que le nombre d'élèves du Département de la Haute-Garonne accueillis au titre de l'enseignement public au sein d'un collège des Hautes-Pyrénées et au titre de l'enseignement privé au sein d'un collège des Hautes-Pyrénées, est supérieur à 10%,

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 :**

En application de l'article L213-8 du code de l'éducation susvisé, le Département de la Haute-Garonne est appelé à participer pour l'année scolaire 2024/2025 aux dépenses :

- de fonctionnement pour le collège public de La Barousse à LOURES-BAROUSSE,
- de fonctionnement et de personnel pour le collège privé Notre-Dame de Garaison à MONLEON-MAGNOAC.

**ARTICLE 2 :**

Le collège public La Barousse situé à Loures-Barousse, accueille 78 élèves (effectifs à la RS 2024) originaires du département de la Haute-Garonne pour un effectif global de 180 élèves (soit 43,33 %).

La dotation de fonctionnement allouée par le Département à ce collège au titre de 2025 s'élève à **49 874 €**. En complément au titre des dépenses de fonctionnement, le collège a bénéficié d'une subvention complémentaire pour des frais de viabilisation 2024 pour un montant de **14 500 €**.

En conséquence, la contribution du Département de la Haute-Garonne aux charges de fonctionnement du collège de La Barousse, calculée au prorata du nombre d'élèves, s'élève à **27 895 €**.

**ARTICLE 3 :**

Le collège privé Notre-Dame de Garaison à MONLEON-MAGNOAC, accueillant 102 élèves (effectifs à la RS 2024) originaires du département de la Haute-Garonne pour un effectif global de 327 élèves (soit 31,19 %), est concerné au titre des collèges privés sous contrat d'association avec l'Etat.

Les forfaits d'externat relatifs au fonctionnement et au personnel alloués à ce collège par le Département au titre de 2025 s'élèvent à **79 788 €**, s'agissant de la « part matériel », et à **131 129 €** s'agissant de la « part personnel », soit un total de **210 917 €**.

En conséquence, la contribution du Département de la Haute-Garonne aux charges de fonctionnement et de personnel du collège Notre-Dame de Garaison, calculée au prorata du nombre d'élèves, s'élève à **65 790 €**.

**ARTICLE 4 :**

Compte tenu de ce qui précède, le Département de la Haute-Garonne apportera sa contribution au Département des Hautes-Pyrénées au titre de l'année scolaire 2024-2025 pour un montant total de **93 685 €**.

**ARTICLE 5 :**

La présente convention relative à l'année scolaire 2024-2025 prendra fin avec le versement intégral de la participation financière susvisée.

**ARTICLE 6 :**

Tout litige pouvant naître de la présente convention et qui n'aurait pu être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Fait à Tarbes en deux exemplaires, le

Le Président du Conseil Départemental  
de la Haute-Garonne

Le Président du Conseil Départemental  
des Hautes-Pyrénées

**Sébastien VINCINI**

**Michel PÉLIEU**

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRALT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

**12 - COLLÈGES PUBLICS**  
**FONDS COMMUN DES SERVICES D'HÉBERGEMENT 2025 (FCSH)**  
**COLLÈGES HAUT LAVEDAN, VAL D'ARROS, LA BAROUSSE, TROIS VALLÉES**

La Commission permanente,

Vu l'article L 213-2 du code de l'éducation,

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu la délibération du conseil départemental du 21 février 2025 fixant le principe de fonctionnement du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH) ;

Vu le rapport du Président qui précise que la gestion du Fonds Commun des Services d'Hébergement est transférée au département,

Considérant les demandes adressées par les collèges suivants : le collège Haut Lavedan à Pierrefitte Nestalas, le collège Val d'Arros à Tournay, le collège La Barousse à Loures Barousse, le collège Trois Vallées à Luz-Saint-Sauveur.

Après en avoir délibéré,

#### DECIDE

Article 1 : d'attribuer, au titre du Fonds commun des services d'hébergement, les montants suivants :

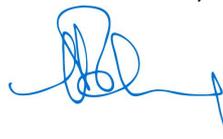
- 6 464,69 € au collège Haut Lavedan pour le remplacement du batteur, du robot coupe et le renouvellement du matériel de cuisine.
- 536,48 € au collège Val d'Arros à Tournay pour le changement de la poignée du four.
- 1 791,92 € au collège La Barousse à Loures Barousse pour l'entretien du bain marie, la réparation de la plonge et de l'armoire chaude.
- 2 904,84 € au collège Trois Vallées à Luz-Saint-Sauveur pour le remplacement de l'éplucheuse.

Article 2 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **13 - GENDARMERIE D'ARGELES-GAZOST CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS**

La Commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu le rapport du Président qui précise que le Département des Hautes-Pyrénées a été sollicité, en tant que propriétaire, par la société ENEDIS pour instaurer une servitude de passage sur la parcelle cadastrée AI n°107 située 3 rue Gave d'Azun à Argelès-Gazost, sur laquelle est implantée la gendarmerie, afin de procéder à la mise en place d'une ligne électrique souterraine,

Après en avoir délibéré,

#### **DECIDE**

Article 1 : d'approuver la création d'une servitude de passage au profit de la Société ENEDIS pour les travaux de mise en place d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée AI n°107 située 3 rue du Gave d'Azun à Argelès-Gazost sur laquelle est implantée la gendarmerie, propriété du Département, et ce dans le cadre d'une demande d'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique,

Article 2 : d'autoriser le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, la convention tripartite de servitude, l'acte authentique régularisant cette servitude ainsi que tous autres documents relatifs à ce dossier.

Article 3 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Michel PÉLIEU



## CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Argelès-Gazost

Département : HAUTES PYRENEES

Une ligne électrique souterraine : 20 000 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-24-26YE6PRUSK LTD L.BAL- Gendarmerie- CPI HTA -Rue du Gave d'AZUN- Argelès

Chargé d'affaire Enedis : LOURET David

## CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

**La Société Enedis,**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Madame Céline VAUTRELLE agissant en qualité de Directrice Régional Enedis Pyrénées Landes, 13 Rue Faraday , 64000 PAU, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom : **CDC HABITAT** représenté(e) par son *Directeur interrégional Sud-Ouest, Jérôme FARCOT, dûment habilité à cet effet*  
Demeurant à : **0033 AV PIERRE MENDES FRANCE, 75013 PARIS**

Téléphone : .....

Né(e) à :

Agissant en qualité *Emphytéote* des bâtiments et terrains ci-après indiquésNom \* : **DEPARTEMENT DES HAUTES PYRENEES** représenté(e) par son *Président, Michel PÉLIER* ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision ~~du Conseil de la Commission Permanente~~ en date du *16 mai 2015*Demeurant à : **0006 RUE GASTON MANENT, 65000 TARBES**

Téléphone : .....

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

**Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

| Commune        | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits     | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|----------------|---------|---------|--------------------|----------------|---|
| Argelès-Gazost |         | AI      | 0107               | DU GAVE D AZUN |   |

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (\*) :

- exploitée(s) par lui-même.
- exploitée(s) par M. .... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- non exploitée(s)

(\* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

#### ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 m mètres de large, 2 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 25,0 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de ..... mètres

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

#### ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

### ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de 250 (deux cent cinquante euros) euros (inscrire la somme en toutes lettres).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles<sup>1</sup> conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

**(Veiller à bien supprimer toutes mentions aux protocoles conclus entre la profession agricole et Enedis si le cas d'espèce n'est pas concerné)**

<sup>1</sup> Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

### ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

### ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

### ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire..

### ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

### ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Maître FRANÇOIS DARRE notaire à Laudes (65100), les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

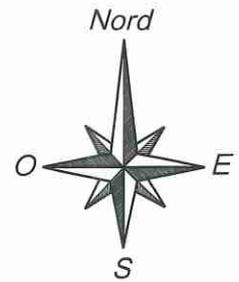
Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en deux (2) exemplaires originaux.

Date de signature :

| Nom Prénom   | Signature |
|--|-----------|
| CDC HABITAT représenté(e) par <u>Jérôme FARCOT</u><br>dûment habilité(e) à cet effet   |           |
| DEPARTEMENT DES HAUTES PYRENEES<br>représenté(e) par son (sa)<br><u>Président, Michel PELIER</u> , ayant reçu tous<br>pouvoirs à l'effet des présentes par décision de la<br><u>Commission Permanente du 16 mai 2025</u> |           |

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"



**Echelle : 1/500**

Parcelle  
Section A1  
n°107

Pose 2 câbles souterrains  
section 240mm<sup>2</sup> Lg=25,0m

Refection de l'espace vert

Abandon 2 câbles souterrains  
section 150mm<sup>2</sup> Lg=23,0m

Refection de l'espace vert

Passage des câbles sous la murette

Rue

**SIGNATURE :**

108

|   |   |
|---|---|
| <b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b><br><br><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b> | <b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b><br>-----<br><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b> |
|---|---|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

#### **14 - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE L'ASSEMBLEE DES DEPARTEMENTS DE FRANCE ET LE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**

La Commission permanente,

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L.512-12 et suivants,

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu le rapport du Président qui précise que depuis 2012, le Département autorise la mise à disposition d'un agent technique auprès de l'Assemblée des Départements de France (ADF) dans le cadre de la manifestation sportive du Tour de France et, depuis 2022, d'un agent dans le cadre de la manifestation sportive du Tour de France Féminin Zwift.

Considérant que ces deux mises à disposition ont donné entière satisfaction aux deux parties, deux nouvelles conventions sont proposées pour les éditions 2025 dans les mêmes termes.

Considérant que les agents seront mis à disposition auprès de l'ADF en tant que permanents durant l'intégralité des manifestations sportives « Tour de France » et « Tour de France Féminin Zwift ».

Après en avoir délibéré,

#### DECIDE

Article 1 : d'approuver, dans le cadre de manifestations sportives, les mises à disposition de personnel suivantes auprès de l'ADF :

- un agent technique permanent dans le cadre du « Tour de France » du 2 au 29 juillet 2025 inclus,
- un agent technique permanent dans le cadre du « Tour de France Féminin Zwift » du 25 juillet au 4 août 2025 inclus.

Article 2 : d'approuver les conventions correspondantes qui fixent les conditions et les modalités de ces mises à disposition.

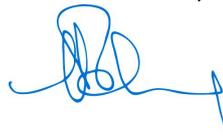
Article 3 : d'autoriser le Président à signer ces documents au nom et pour le compte du département

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

## **15 - ACTION CULTURELLE ATTRIBUTION DES AIDES 2025**

La Commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2025 votant le budget primitif 2025 ;

Vu le rapport du Président ;

Après en avoir délibéré, Mme Lamon et M. Craspay n'ayant participé ni au débat, ni au vote,

### **DECIDE**

**Article 1** : d'attribuer les subventions détaillées aux tableaux joints à la présente délibération, pour un montant de 953 405 €.

**Article 2** : d'approuver et d'autoriser le Président à signer les conventions jointes avec :

- la Ligue de l'Enseignement-Fédération des Hautes-Pyrénées pour son fonctionnement et la réalisation de diverses actions culturelles ; le montant accordé est de 57 000 €,
- l'association Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées pour l'organisation du festival L'Offrande musicale ; le montant accordé est de 50 000 €,
- la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, pour le fonctionnement du Réseau des enseignements artistiques ; le montant accordé est de 117 000 €,
- l'association Parlem ! pour son fonctionnement et l'organisation des interventions en occitan dans les écoles ; le montant accordé est de 152 100 €.

Article 3 : d'imputer les dépenses sur les chapitres 65-313 et 65-311 du budget départemental.

Article 4 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke ending in a small arrowhead.

Michel PÉLIEU

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR                                       | OBJET DE LA DEMANDE   | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|---|---|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|   |   | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>ARTS VIVANTS ARTS PLASTIQUES</b>                               |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| <b>ACTIONS CULTURELLES TRANSVERSALES</b>                          |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| LE PARVIS- SCENE NATIONALE TARBES<br>PYRENEES - Ibos              | Fonctionnement du Parvis  | 4 574 000      | 250 000         | 5,47%     | 4 510 100    | 250 000          | <b>125 000</b> | 2,77%     | 125 000 € /                              |
|   |   |                |                 |           |              |                  |                |           | <b>250 000 €</b>                         |
| LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT<br>FEDERATION HAUTES-PYRENEES - Tarbes | <b>Total</b>  | 744 659        | 57 300          | 7,69%     | 825 128      | 95 550           | <b>57 000</b>  | 6,91%     |  |
|   | Fonctionnement  | 164 497        | 25 000          | 15,20%    | 210 100      | 28 000           | <b>25 000</b>  | 11,90%    |  |
|   | Organisation du 46 <sup>e</sup> Mai du Livre  | 36 999         | 7 500           | 20,27%    | 38 600       | 10 000           | <b>7 500</b>   | 19,43%    |  |
|   | Organisation du 30 <sup>e</sup> festival Contes en Hiver  | 34 218         | 8 000           | 23,38%    | 35 000       | 12 000           | <b>8 000</b>   | 22,86%    |  |
|   | Organisation d'une exposition d'arts plastiques   | 5 790          | 800             | 13,82%    | 10 620       | 1 500            | <b>500</b>     | 4,71%     |  |
|   | Programmation de spectacles jeune public  | 95 130         | 16 000          | 16,82%    | 119 500      | 20 000           | <b>16 000</b>  | 13,39%    |  |
| ASSOCIATION FREQUENCE LUZ<br>Luz-St-Sauveur                       | Réalisation d'émissions culturelles et intergénérationnelles en Vallées des Gaves et sur le territoire du Pays de Lourdes | 189 323        | 2 500           | 1,32%     | 187 012      | 2 500            | <b>2 500</b>   | 1,34%     |  |
| DE SCENE EN SCENE<br>Tarbes                                       | Développement d'un réseau d'informations culturelles départementales  | 17 492         | 3 000           | 17,15%    | 28 000       | 5 000            | <b>2 000</b>   | 7,14%     |  |
|   | <b>TOTAL ACTIONS CULTURELLES TRANSVERSALES</b>  |                |                 |           |              |                  | <b>186 500</b> |           |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR  | OBJET DE LA DEMANDE   | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|--|---|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|  |   | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>SCENES DEPARTEMENTALES ET LIEUX DE DIFFUSION</b>                            |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| MAIRIE DE SAINT-LAURENT-DE-NESTE   | Programmation culturelle de la Maison du Savoir   | 223 398        | 21 000          | 9,40%     | 233 559      | 21 000           | <b>21 000</b>  | 8,99%     |  |
| SYNDICAT MIXTE DE LA MAISON DU PARC NATIONAL ET DE LA VALLEE Luz-Saint-Sauveur | Programmation et organisation de manifestations culturelles à la Maison de la Vallée                          | 154 750        | 11 000          | 7,11%     | 162 400      | 11 000           | <b>11 000</b>  | 6,77%     |  |
| ASSOCIATION LA COUSTETE Lalanne-Trie   | Programmation et organisation de manifestations culturelles au Lalano   | 65 815         | 11 000          | 16,71%    | 79 115       | 12 000           | <b>11 000</b>  | 13,90%    |  |
| CENTRE ALBERT CAMUS Séméac   | Programmation et organisation de manifestations culturelles au C.A.C.   | 79 068         | 4 000           | 5,06%     | 68 960       | 5 000            | <b>4 000</b>   | 5,80%     |  |
| VILLE DE TARBES  | Fonctionnement du Pari  | 386 840        | 9 000           | 2,33%     | 460 036      | 10 000           | <b>9 000</b>   | 1,96%     |  |
| MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE Aureilhan                                   | Programmation et organisation de manifestations culturelles à l'E.C.L.A. (Espace Culture Loisirs d'Aureilhan) | 43 904         | 2 100           | 4,78%     | 41 000       | 3 500            | <b>2 100</b>   | 5,12%     |  |
| L'OCTAV - PÔLE CULTURE COMMUNAUTE DE COMMUNES ADOUR-MADIRAN                    | Programmation culturelle 2025   | 29 069         | 10 000          | 34,40%    | 92 450       | 10 000           | <b>7 500</b>   | 8,11%     |  |
| GESPE ANIMATION SPECTACLES Scène de musiques actuelles labellisée - Tarbes     | Développement et diffusion des musiques actuelles à La Gespe et dans le département                           | 445 643        | 11 000          | 2,47%     | 547 876      | 15 000           | <b>11 000</b>  | 2,01%     |  |
| ASSOCIATION CARTEL BIGOURDAN Bagnères-de-Bigorre                               | Programmation de spectacles de musiques actuelles à l'Alamzic et organisation du Big Bag Festival             | 455 718        | 7 500           | 1,65%     | 400 000      | 10 000           | <b>7 500</b>   | 1,88%     |  |
| PETIT THEATRE DE LA GARE Argelès-Gazost  | Programmation de spectacles, d'ateliers de théâtre et la compagnie Tétralyre                                  | 24 172         | 2 500           | 10,34%    | 38 900       | 3 500            | <b>2 500</b>   | 6,43%     |  |
| ASSOCIATION TRAVERSE Bagnères-de-Bigorre                                       | Programmations et créations artistiques annuelles en Haute-Bigorre  | 90 598         | 4 500           | 4,97%     | 121 370      | 7 000            | <b>4 500</b>   | 3,71%     |  |
| COMMUNE DE CAUTERETS   | Programmation annuelle de spectacles et 3 <sup>e</sup> édition du festival "Là-Haut !"                        | 121 150        | 2 000           | 1,65%     | 120 301      | 3 000            | <b>2 500</b>   | 2,08%     |  |
| COMMUNE DE LANNEMEZAN  | Programmation culturelle annuelle   | 26 089         | 1 000           | 3,83%     | 51 689       | 1 000            | <b>1 000</b>   | 1,93%     |  |
| <b>TOTAL SCENES DEPARTEMENTALES - LIEUX DE DIFFUSION</b>                       |   |                |                 |           |              |                  | <b>94 600</b>  |           |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR   | OBJET DE LA DEMANDE  | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|---|--|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|   |  | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>FESTIVALS</b>  |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| <u>FESTIVALS DE THEATRE</u>   |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| ASSOCIATION MAYNATS - Pouzac  | Organisation du festival des Maynats du 14 au 18 mai 2025 et de manifestations culturelles en Haute-Bigorre                    | 86 479         | 5 000           | 5,78%     | 83800        | 6 000            | <b>5 000</b>   | 5,97%     |  |
| COMMUNE DE BAGNERES-DE-BIGORRE  | Organisation du week-end des Arts de la rue du 1 <sup>er</sup> au 3 août 2025  | 45 643         | 2 000           | 4,38%     | 53 761       | 3 000            | <b>2 000</b>   | 3,72%     |  |
| TARBES ANIMATIONS   | Organisation du 29 <sup>e</sup> festival Equestria au Haras de Tarbes du 22 au 27 juillet 2025                                 | 551 819        | 15 000          | 2,72%     | 586 000      | 30 000           | <b>15 000</b>  | 2,56%     |  |
| ASSOCIATION CARAPATTE - Tarbes  | Organisation du 29 <sup>e</sup> festival de jeunes comédiens les 27, 28 et 29 juin 2025 à Ibos                                 | 14 323         | 1 500           | 10,47%    | 18 000       | 1 500            | <b>1 500</b>   | 8,33%     |  |
| ASSOCIATION RURAL ARTS 65 Rabastens-de-Bigorre                        | Organisation de la 4 <sup>e</sup> édition du festival "Des arts dans la rue" du 23 au 25 mai 2025 à Rabastens-de-Bigorre       | 22 931         | 1 000           | 4,36%     | 19 200       | 1 000            | <b>1 000</b>   | 5,21%     |  |
| ASSOCIATION FESTI'MÔMES Cabanac                                       | Organisation du festival Festi'mômes les 6 et 7 septembre à Cabanac  | 16 164         | 1 000           | 6,19%     | 12 700       | 1 000            | <b>1 000</b>   | 7,87%     |  |
| <u>FESTIVALS DE MUSIQUE-DANSE</u>                                     |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| ASSOCIATION MUSIQUES ET SOLIDARITES EN HAUTES-PYRENEES Barbazan-Debat | Organisation de la 5 <sup>e</sup> édition du festival "L'Offrande Musicale" du 29 juin au 11 juillet 2025                      | 1 061 601      | 50 000          | 4,71%     | 845 500      | 50 000           | <b>50 000</b>  | 5,91%     |  |
| ASSOCIATION PIANO PIC Bagnères-de-Bigorre                             | Organisation du festival Piano Pic du 15 au 26 juillet 2025  | 107 116        | 12 500          | 11,67%    | 115 100      | 12 500           | <b>12 500</b>  | 10,86%    |  |
| ASSOCIATION LES VOIX DU VALLON Bagnères-de-Bigorre                    | Organisation de la 4 <sup>e</sup> édition du festival d'art lyrique "Les Voix du vallon" du 6 au 10 août à Bagnères-de-Bigorre | 61 650         | 4 000           | 6,49%     | 68 700       | 4 000            | <b>4 000</b>   | 5,82%     |  |
| ASSOCIATION "C'CLASSIC" Capvern-les-Bains                             | Organisation des 20 <sup>e</sup> Rencontres musicales de Capvern du 20 au 23 août 2025   | 11 467         | 1 800           | 15,70%    | 13 178       | 1 800            | <b>1 800</b>   | 13,66%    |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR                                   | OBJET DE LA DEMANDE   | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |  |
|---|---|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|--|
|   |   | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |  |
| FESTIVAL DES PETITES EGLISES DE MONTAGNE<br>Saint-Lary-Soulan | Organisation du 19 <sup>e</sup> festival des petites églises de montagne en vallée d'Aure et du Louron  | 14 841         | 1 000           | 6,74%     | 14 800       | 1 200            | 1 200          | 8,11%     |  |  |
| ASSOCIATION FESTI'CÎMES<br>Pouzac                             | Organisation de la 4 <sup>e</sup> édition du festival de musique classique Festi'Cîmes en juillet-août 2025 à Arreau  | 16 481         | 1 000           | 6,07%     | 25 370       | 2 500            | 1 000          | 3,94%     |  |  |
| TARBES ANIMATIONS   | Organisation du festival international de polyphonies Tarba en Canta du 3 au 8 juin 2025  | 60 778         | 2 000           | 3,29%     | 64 500       | 6 000            | 2 000          | 3,10%     |  |  |
| TARBES ANIMATIONS   | Organisation de la 26 <sup>e</sup> édition du festival Tarbes en Tango du 16 au 24 août 2025  | 396 007        | 5 000           | 1,26%     | 363 000      | 15 000           | 5 000          | 1,38%     |  |  |
| ASSOCIATION MUSIQUE ANCIENNE EN PAYS DES GAVES<br>Pau         | Organisation de la 17 <sup>e</sup> édition du festival de Musique Ancienne de Saint-Savin du 29 juillet au 8 août 2025  | 13 470         | 0               | 0,00%     | 16 620       | 1 500            | 1 000          | 6,02%     |  |  |
| <u>FESTIVALS DE MUSIQUES ACTUELLES</u>                        |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |  |
| ASSOCIATION JAZZ PYR'<br>Luz-St-Sauveur                       | Organisation du 34 <sup>e</sup> festival d'altitude Pyrénées vallées des gaves, Jazz à luz, du 10 au 13 juillet 2025 et d'actions culturelles de territoire en saison | 267 037        | 13 000          | 4,87%     | 265 800      | 16 000           | 13 000         | 4,89%     |  |  |
| COMITE DES TRUCA-TAOULES<br>Montgaillard                      | Organisation du festival des Musiques actuelles de Montgaillard le 29 août 2025   | 46 552         | 1 300           | 2,79%     | 37 930       | 1 300            | 1 300          | 3,43%     |  |  |
| ASSOCIATION POMEGRANATE SOUNDS<br>Villeneuve-Lecussan         | Organisation de la 4 <sup>e</sup> édition du festival "Le Nestival" du 18 au 20 juillet 2025 sur le site des Ocybelles  | 22 587         | 1 000           | 4,43%     | 26 400       | 2 500            | 1 000          | 3,79%     |  |  |
| <u>FESTIVALS ARTS PLASTIQUES ET VISUELS</u>                   |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |  |
| FESTIVAL D'ANERES   | Organisation du 25 <sup>e</sup> festival de cinéma muet et piano parlant du 4 au 8 juin 2025  | 69 131         | 4 000           | 5,79%     | 80 000       | 5 000            | 4 000          | 5,00%     |  |  |
| COMMUNE DE CAUTERETS  | Organisation de la 11 <sup>e</sup> édition du festival pyrénéen "Image Nature" à Cauterets du 26 au 28 septembre 2025   | 87 657         | 1 500           | 1,71%     | 70 000       | 3 000            | 1 500          | 2,14%     |  |  |
| CINEZIQ<br>Argelès-Gazost                                     | Organisation du 10 <sup>e</sup> festival Cineziq du 7 au 9 mars 2025 à Argelès-Gazost   | 22 155         | 1 200           | 5,42%     | 22 356       | 1 200            | 1 200          | 5,37%     |  |  |
| ASSOCIATION PELEYRE<br>Maubourguet                            | Organisation de la Quinzaine des Jeunes Talents de juin à septembre 2025 à Maubourguet et Madiran   | 10 845         | 800             | 7,38%     | 6 000        | 1 000            | 800            | 13,33%    |  |  |
| RENCONTRES LYCEENNES DE VIDEO<br>Bagnères-de-Bigorre          | Organisation des 36 <sup>e</sup> Rencontres Lycéennes de Vidéo du 28 mai au 1er juin 2025 à Bagnères-de-Bigorre   | 44 910         | 4 000           | 8,91%     | 47 550       | 4 000            | 4 000          | 8,41%     |  |  |
| <b>TOTAL FESTIVALS</b>  |   |                |                 |           |              |                  | <b>130 800</b> |           |  |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR                          | OBJET DE LA DEMANDE  | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|--|--|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|  |  | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>COMPAGNIES PROFESSIONNELLES</b>                   |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| <u>THEATRE</u>                                       |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| THEATRE DE L'OR BLEU<br>Tarbes                       | Création du spectacle "Témoignages" et organisation du festival "La Semaine Russe"     | 74 997         | 2 100           | 2,80%     | 46 000       | 7 000            | <b>2 100</b>   | 4,57%     |  |
| COMPAGNIE THEATRE DE LA BULLE<br>Tarbes              | Création et diffusion du spectacle "Les Gens de..."                                    | 26 217         | 2 000           | 7,63%     | 31 000       | 4 000            | <b>2 000</b>   | 6,45%     |  |
| COMPAGNIE THEATRE DU JEU - Tarbes                    | Diffusion de spectacles  | 18 596         | 2 000           | 10,76%    | 25 368       | 3 500            | <b>2 000</b>   | 7,88%     |  |
| COMPAGNIE DE LA ROSE<br>Marciac                      | Création et diffusion de spectacles et ateliers de théâtre                             | 24 415         | 1 200           | 4,92%     | 42 178       | 2 500            | <b>1 200</b>   | 2,85%     |  |
| COMPAGNIE IL EST UNE FOIS - Tarbes                   | Diffusion de spectacles  | 28 621         | 2 000           | 6,99%     | 3 000        | 3 000            | <b>2 000</b>   | 66,67%    |  |
| A.R.F.O - Tarbes                                     | Création et diffusion de spectacles par la Cie l'illustre Corsaire et ateliers théâtre | 29 919         | 1 800           | 6,02%     | 68 000       | 6 000            | <b>1 800</b>   | 2,65%     |  |
| COMPAGNIE DES IMPROSTEURS - Tarbes                   | Création du spectacle "Le Loup Garou des Pyrénées" et diffusion de spectacles          | 71 199         | 1 500           | 2,11%     | 52 800       | 3 000            | <b>1 500</b>   | 2,84%     |  |
| COMPAGNIE LES PIEDS DANS LE PLAT<br>Séméac           | Création et diffusion du spectacle "Chers Parents"                                     | 21 754         | 1 500           | 6,90%     | 26 000       | 2 000            | <b>1 500</b>   | 5,77%     |  |
| COMPAGNIE DES ODYSSEES - Tarbes                      | Création et diffusion du spectacle "Les oiseaux rebelles"                              | 5 166          | 500             | 9,68%     | 10 315       | 2 000            | <b>500</b>     | 4,85%     |  |
| COMPAGNIE LES JOLIES CHOSES<br>Barèges               | Diffusion des spectacles "Petits points de vie" et "Manger un phoque"                  | 28 940         | 1 500           | 5,18%     | 65 600       | 5 000            | <b>1 500</b>   | 2,29%     |  |
| LE COLLECTIF DECOMPOSE<br>Cauterets                  | Création et diffusion de spectacles  | 54 655         | 2 200           | 4,03%     | 26 578       | 2 500            | <b>2 200</b>   | 8,28%     |  |
| THEATRE DU MATIN - Aureilhan                         | Création et diffusion du spectacle "Incultes et ravis"                                 | 19 500         | 900             | 4,62%     | 15 800       | 1 200            | <b>900</b>     | 5,70%     |  |
| COMPAGNIE LES NEZBULLEUSES<br>Maubourguet            | Création et diffusion de spectacles pour la petite enfance                             | 15 395         | 800             | 5,20%     | 14 630       | 1 000            | <b>800</b>     | 5,47%     |  |
| COMPAGNIE THEATRALE HIPOTENGO<br>Bagnères-de-Bigorre | Création et diffusion du spectacle "Près de la voie ferrée"                            | 4 838          | 500             | 10,33%    | 8 100        | 800              | <b>500</b>     | 6,17%     |  |
| COMPAGNIE EQUIPE DE REALISATION -<br>Tarbes          | Création et diffusion du spectacle "404 inside"  | 12 882         | 1 500           | 11,64%    | 69 800       | 10 000           | <b>2 000</b>   | 2,87%     |  |
| COMPAGNIE LES BOUCHERES - Lourdes                    | Création et diffusion de spectacles  | 6 722          | 500             | 7,44%     | 33 090       | 3 500            | <b>500</b>     | 1,51%     |  |
| COMPAGNIE DE LA TONG - Tarbes                        | Création et diffusion de spectacles  | 28 097         | 1 600           | 5,69%     | 45 500       | 7 000            | <b>1 600</b>   | 3,52%     |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR                     | OBJET DE LA DEMANDE  | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|---|--|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|   |  | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| COMPAGNIE LA MANDRAGORE - Orincles              | Création et diffusion du spectacle " Kaléïdoscope"                                       | 43 074         | 1 500           | 3,48%     | 65 800       | 2 000            | <b>2 000</b>   | 3,04%     |  |
| THEATRE FEBUS<br>Argelès-Gazost                 | Création et diffusion de spectacles  | 101 058        | 2 000           | 1,98%     | 94 900       | 5 600            | <b>2 000</b>   | 2,11%     |  |
| CULTURE SON<br>Hèches                           | Création et diffusion de spectacles  | 142 932        | 1 000           | 0,70%     | 140 000      | 7 000            | <b>1 000</b>   | 0,71%     |  |
| COMPAGNIE HISTOIRE DE CHANTER<br>Argelès-Gazost | Création et diffusion de spectacles  | 21 212         | 800             | 3,77%     | 32 500       | 2 000            | <b>1 000</b>   | 3,08%     |  |
| A NOISE<br>Gerde                                | Création et diffusion d'un spectacle jeune public  | 30 621         | 500             | 1,63%     | 35 696       | 2 000            | <b>1 000</b>   | 2,80%     |  |
| COMPAGNIE LE CIRQUE JAFARSON<br>Viscos          | Création et diffusion de spectacles  | 20 807         | 800             | 3,84%     | 92 700       | 3 000            | <b>1 000</b>   | 1,08%     |  |
| <u>DANSE</u>                                    |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| DANS6T - Tarbes                                 | Reprise et diffusion du spectacle "Réversible"   | 332 000        | 2 000           | 0,60%     | 370 000      | 2 000            | <b>2 000</b>   | 0,54%     |  |
| <b>TOTAL COMPAGNIES PROFESSIONNELLES</b>        |  |                |                 |           |              |                  | <b>34 600</b>  |           |  |
| <b>PRATIQUES ARTISTIQUES ET DIFFUSION</b>       |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| <u>THEATRE - ARTS DE LA RUE</u>                 |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| COLLEGE PAUL ELUARD - Tarbes                    | Aide pour la classe à horaires aménagés théâtre (CHAT) année scolaire 2024/2025          | 23 099         | 2 000           | 8,66%     | 5 600        | 3 000            | <b>2 000</b>   | 35,71%    |  |
| COMPAGNIE DU BALUCHON - Tarbes                  | Fonctionnement des ateliers de théâtre, du stage Art de la rue et création de spectacles | 78 162         | 2 400           | 3,07%     | 117 800      | 12 000           | <b>3 000</b>   | 2,55%     |  |
| LA PORTE BLEUE<br>Tarbes                        | Fonctionnement des ateliers théâtre  | 57 754         | 1 500           | 2,60%     | 56 690       | 5 000            | <b>1 500</b>   | 2,65%     |  |
| THEATRE LES 7 CHANDELLES<br>Maubourguet         | Fonctionnement des ateliers, création et diffusion de spectacles                         | 26 166         | 1 500           | 5,73%     | 26 300       | 3 000            | <b>1 500</b>   | 5,70%     |  |
| ECOLE DE CIRQUE PASSING<br>Tarbes               | Fonctionnement de l'école de cirque et organisation de manifestations                    | 227 896        | 4 500           | 1,97%     | 216 811      | 8 000            | <b>4 500</b>   | 2,08%     |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR                                    | OBJET DE LA DEMANDE   | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|--|---|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|  |   | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>MUSIQUE</b>   |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE                                     | Ecoles de musiques du département   |                | 52 000          |           |              |                  | <b>52 000</b>  |           |  |
| COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES - Tarbes    | Fonctionnement du Réseau des enseignements artistiques (dont le Conservatoire à rayonnement départemental Henri Duparc) | 4 056 558      | 117 000         | 2,88%     | 4 245 550    | 120 000          | <b>117 000</b> | 2,76%     |  |
| FEDERATION DES SOCIETES MUSICALES DES HAUTES-PYRENEES - Tarbes | Organisation des activités fédérées   | 34 534         | 14 000          | 40,54%    | 33 050       | 15 000           | <b>14 000</b>  | 42,36%    |  |
| ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE TARBES HAUTES-PYRENEES                | Fonctionnement de l'Ensemble instrumental Tarbes Hautes-Pyrénées  | 82 997         | 17 000          | 20,48%    | 82 950       | 20 000           | <b>17 000</b>  | 20,49%    |  |
| COMPAGNIE ROUGE/ESOPÉ - Lourdes                                | Organisation de stages et d'ateliers et création d'une comédie musicale   | 16 725         | 3 000           | 17,94%    | 18 910       | 5 000            | <b>3 000</b>   | 15,86%    |  |
| ARCAL - Arreau   | Production et diffusion de spectacles   | 74 092         | 3 000           | 4,05%     | 74 919       | 4 000            | <b>3 000</b>   | 4,00%     |  |
| KLAN ROCK - Capvern  | Organisation d'ateliers de découverte des musiques actuelles  | 20 380         | 1 000           | 4,91%     | 26 960       | 2 000            | <b>1 000</b>   | 3,71%     |  |
| <b>TOTAL PRATIQUES ARTISTIQUES</b>                             |   |                |                 |           |              |                  | <b>219 500</b> |           |  |
| <b>ARTS PLASTIQUES ET VISUELS</b>                              |   |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| CUMAV 65<br>Trie-sur-Baïse                                     | Fonctionnement de l'association   | 23 650         | 1 000           | 4,23%     | 47 450       | 3 000            | <b>1 000</b>   | 2,11%     |  |
| LE TRANSFO C2 L'ART<br>Aulon                                   | Organisation d'événements artistiques et culturels dans le domaine de l'art contemporain                                | 19 296         | 1 000           | 5,18%     | 31 000       | 1 500            | <b>1 000</b>   | 3,23%     |  |
| OMNIBUS<br>Tarbes  | Fonctionnement d'un lieu de création contemporaine  | 11 785         | 1 500           | 12,73%    | 14 500       | 2 000            | <b>1 500</b>   | 10,34%    |  |
| L'ABBADIALE<br>Arras-en-Lavedan                                | Programmation d'actions artistiques à la Maison des Arts  | 40 602         | 1 000           | 2,46%     | 49 000       | 2 000            | <b>1 000</b>   | 2,04%     |  |
| ATELIER 20<br>Tarbes   | Organisation d'expositions d'art contemporain   |                |                 |           | 3 513        | 1 356            | <b>300</b>     | 8,54%     |  |
| LE LIEN PYRENEES<br>Ibos                                       | Mise en œuvre d'un programme d'accompagnement professionnel des artistes des arts visuels                               | 32 413         | 2 000           | 6,17%     | 16 500       | 3 000            | <b>2 000</b>   | 12,12%    |  |
| <b>TOTAL ARTS PLASTIQUES</b>                                   |   |                |                 |           |              |                  | <b>6 800</b>   |           |  |
| <b>TOTAL GENERAL ARTS VIVANTS ARTS PLASTIQUES</b>              |   |                |                 |           |              |                  | <b>672 800</b> |           |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR                                       | OBJET DE LA DEMANDE  | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|---|--|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|   |  | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>LITTÉRATURE</b>  |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| LE MURMURE DU MONDE<br>Arrens-Marsous                             | 5 <sup>e</sup> édition du Festival littéraire et culturel le Murmure du Monde, du 11 au 15 juin                                    | 95 000         | 9 300           | 10%       | 110 000      | 16 000           | <b>14 000</b>  | 12,73%    |  |
| LIVRES EN BIGORRE<br>Tournay                                      | Fonctionnement et activités éditoriales.   | 29 052         | 10 000          | 34%       | 31 044       | 11 000           | <b>10 000</b>  | 32,21%    |  |
| ASSOCIATION BINAROS<br>Gerde                                      | Organisation du 16 <sup>e</sup> Salon du Livre Pyrénéen à Bagnères-de-Bigorre, les 4 et 5 octobre et le projet "Lire les Pyrénées" | 49 910         | 2 500           | 5%        | 49 600       | 2 500            | <b>2 500</b>   | 5,04%     |  |
| ASSOCIATION DU LIVRE PYRÉNÉEN D'AURE ET DU SOBRARBE<br>Saint-Lary | 15 <sup>e</sup> Fête du Livre pyrénéen d'Aure et Sobrarbe "Lire la nature".  | 2 050          | 0               | 0%        | 18 802       | 1 100            | <b>1 000</b>   | 5,32%     |  |
| ASSOCIATION CULTURE PYRÉNÉES<br>Tarbes                            | 5 <sup>e</sup> rencontres "Livres jeunesse" à Tarbes.  | 10 830         | 1 800           | 17%       | 16 600       | 3 000            | <b>1 800</b>   | 10,84%    |  |
| COMMUNE D'ARREAU  | 3 <sup>e</sup> édition de la Fête du livre jeunesse sur le thème de la forêt, du 3 au 5 avril                                      | 8 570          | 900             | 11%       | 10 599       | 1 100            | <b>900</b>     | 8,49%     |  |
| EDITIONS MONHÉLIOS  | Édition de l'ouvrage sur le Tour de France de Fernand Fourcade.  |                |                 |           | 7 600        | 1 500            | <b>1 500</b>   | 19,74%    |  |
| <b>TOTAL LITTÉRATURE</b>  |  |                |                 |           |              |                  | <b>31 700</b>  |           |  |
| <b>HISTOIRE ET PATRIMOINE</b>                                     |  |                |                 |           |              |                  |                |           |  |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURE LOURON<br>Arreau                      | Fonctionnement du Pays d'Art et d'Histoire des vallées d'Aure et du Louron   | 141 950        | <b>20 000</b>   | 14,09%    | 157 150      | 20 000           | <b>20 000</b>  | 12,73%    |  |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ADOUR MADIRAN<br>Vic-en-Bigorre            | Pérennisation de l'emploi d'accueil et gestion des visites de l'abbaye de Saint-Sever-de-Rustan                                    | 20 732         | <b>12 000</b>   | 57,88%    | 28 294       | 12 000           | <b>12 000</b>  | 42,41%    |  |
| COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ADOUR MADIRAN<br>Vic-en-Bigorre            | Programmation culturelle de l'abbaye de Saint-Sever-de-Rustan  | 22 323         | <b>8 000</b>    | 35,84%    | 17 500       | 8 000            | <b>8 000</b>   | 45,71%    |  |
| ACTION TERRITORIALE<br>Paris                                      | Occupation et animation de l'Abbaye de St-Sever-de-Rustan (3 <sup>e</sup> année).  | 73 000         | <b>48 600</b>   | 66,58%    | 73 000       | 51 000           | <b>34 900</b>  | 47,81%    |  |
| CONNAISSANCE DES FERRÈRE ET DU BAROQUE PYRÉNÉEN<br>Asté           | Fonctionnement de l'association  | 28 829         | <b>750</b>      | 2,60%     | 20 000       | 6 000            | <b>1 500</b>   | 7,50%     |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR  | OBJET DE LA DEMANDE   | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|--|---|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|  |   | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <p>GROUPEMENT DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE<br/>Séméac</p>  | Fonctionnement de l'association   | 2 583          | 800             | 30,97%    | 3 435        | 1 000            | 800            | 23,29%    |  |
| <p>LES AMIS DE LA REVUE PYRÉNÉENNE<br/>Tarbes</p>  | Publication de "La Revue Pyrénéenne"  | 38 650         | 900             | 2,33%     | 35 400       | 1 000            | 900            | 2,54%     |  |
| <p>SOCIÉTÉ DES ÉTUDES DU COMMINGES<br/>Saint-Gaudens</p>   | Publication de "La revue de Comminges et des Pyrénées centrales"                                      | 16 166         | 500             | 3,09%     | 23 605       | 1 000            | 500            | 2,12%     |  |
| <p>LES AMIS DU MUSÉE PYRÉNÉEN DE LOURDES<br/>Lourdes</p>   | Publication de la revue "Pyrénées"  | 33 915         | 3 000           | 8,85%     | 33 900       | 3 300            | 3 000          | 8,85%     |  |
| <p>INSTITUT DÉPARTEMENTAL CGT D'HISTOIRE SOCIALE<br/>Tarbes</p>  | Expositions et conférences  | 4 898          | 900             | 18,37%    | 6 240        | 2 000            | 900            | 14,42%    |  |
| <p>SOCIÉTÉ DES AMIS DE MADAME CAMPAN<br/>Campan</p>  | Numérisation et classification des archives des habitants du Haut-Adour                               | 4 020          | 2 000           | 49,75%    | 4 020        | 2 000            | 2 000          | 49,75%    |  |
| <p>ASSOCIATION ALBICIACUM<br/>Sénac</p>  | Organisation d'un spectacle son et lumière sur le thème de Noël à l'Abbaye de Saint-Sever de Rustan   | 129 039        | 3 000           | 2,32%     | 75 000       | 3 000            | 2 000          | 2,67%     |  |
| <p>PARCOURS D'ARCHITECTURE<br/>Toulouse</p>  | Étude et découverte du patrimoine bâti du XXe siècle de Capvern                                       | 5 723          | 1 500           | 26,21%    | 3 000        | 1 500            | 1 500          | 50,00%    |  |
| <p>CENTRE D'ARCHEOLOGIE MEDIEVALE DU LANGUEDOC<br/>Carcassonne (11)</p>  | Prospection thématique sur les systèmes pastoraux dans la Réserve naturelle d'Aulon                   | 11 949         | 1 700           | 14,23%    | 28 400       | 1 700            | 1 700          | 5,99%     |  |
| <p>OBSERVATOIRE POUR L'ARCHEOLOGIE ET LE PATRIMOINE EN HAUTE-BIGORRE<br/>Bagnères-de-Bigorre</p>                             | Fonctionnement de l'association   | 16 492         | 1 500           | 9,10%     | 18 400       | 1 700            | 1 500          | 8,15%     |  |
| <p>ARCHEOLOGIE PYRENEES CENTRALES<br/>Saint Laurent de Neste</p>   | Étude archéologique et valorisation patrimoniale du captage de l'oppidum du Cap des Pènes à Montsérié | 20 051         | 2 000           | 9,97%     | 23 000       | 3 000            | 2 000          | 8,70%     |  |
| <p>OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS (ONAC)<br/>Tarbes</p>   | Opérations de mémoire et de citoyenneté   | 8 864          | 600             | 6,77%     | 12 900       | 800              | 600            | 4,65%     |  |
| <p>ASSOCIATION DES FONDATEURS, CONTINUATEURS ET AMIS DU MUSÉE DE LA DÉPORTATION ET DE LA RÉSISTANCE (AFCAMDR)<br/>Tarbes</p> | Organisation du voyage des lauréats du "Concours national de la Résistance et de la Déportation"      | 6 492          | 5 000           | 77,02%    | 8 000        | 5 500            | 5 000          | 62,50%    |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR   | OBJET DE LA DEMANDE  | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |  |
|---|--|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|--|
|   |  | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |  |
| AMICALE DES HAUTES-PYRÉNÉES DES ANCIENS GUERRILLEROS ESPAGNOLS<br>Tarbes        | Organisation de diverses manifestations mémorielles  | 1 591          | 300             | 18,86%    | 1 845        | 400              | 300            | 16,26%    |  |  |
| COMMUNAUTE DE COMMUNES NESTE BAROUSSE<br>Laurent-de-Neste                       | Les "Instants préhistoire" à Gargas  | 12 403         | 2 000           | 16,13%    | 10 500       | 2 500            | 2 000          | 19,05%    |  |  |
| GROUPES DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES ET HISTORIQUES DE CERDAGNE<br>Bourg Madame | Programme d'étude "Habiter la montagne" sur le pastoralisme : exploitations des données de fouilles en Haute-Bigorre.  | 7 000          | 1 000           | 14,29%    | 9 000        | 2 000            | 1 000          | 11%       |  |  |
| COMMUNE D'IBOS<br>Ibos  | Valorisation du patrimoine archéologique de deux sites protohistoriques situés sur la commune via une vidéo à destination du grand public.   |                |                 |           | 2 000        | 1 000            | 1 000          | 50%       |  |  |
| COMMUNE SAINT SAVIN<br>Saint-Savin  | Réalisation d'un fax simulé du tableau de la vie de Saint-Savin  |                |                 |           | 780          | 390              | 390            | 50,00%    |  |  |
| MAYNATS<br>Pouzac   | 2 <sup>e</sup> volet Mémoires industrielles du Territoire de Bagnères de Bigorre (marbre et ardoise)   | 16 789         | 2 500           | 14,89%    | 16 000       | 2 000            | 2 000          | 12,50%    |  |  |
| AMICALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'ANDREST<br>Andrest                            | Achat d'un drapeau de cérémonie  |                |                 |           | 1 300        | 600              | 500            | 38,46%    |  |  |
| PARC NATIONAL DES PYRENES<br>Tarbes   | Programme d'activités pour célébrer les 90 ans de la création de la Réserve nationale du Néouvielle (animations, expositions, conférences, journées scientifiques, recueil de mémoire, etc.) |                |                 |           | 50 000       | 10 000           | 3 000          | 6,00%     |  |  |
| LES AMIS DE SAINT SEVER DE RUSTAN<br>Saint-Sever-de-Rustan                      | Fonctionnement de l'association  | 2 200          | 500             | 23%       | 1 950        | 700              | 400            | 20,51%    |  |  |
| LES NOUVELLES DE BIGORRE<br>Tarbes  | Organisation de rencontres, de débats, de spectacles, etc. autour de la laïcité et du discours de Jaurés.  | 1 730          | 1 000           | 57,80%    | 4 460        | 1 500            | 1 000          | 22,42%    |  |  |
| PATRIMOINE DES HAUTES-PYRENEES<br>Bonnemazon                                    | Fonctionnement de l'association  | 38 011         | 6 000           | 15,78%    | 20 820       | 6 000            | 5 000          | 24,02%    |  |  |
| UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE TARBES ET DE LA BIGORRE<br>Tarbes                  | Fonctionnement de l'association  | 228 545        | 3 000           | 1,31%     | 239 200      | 3 000            | 3 000          | 1,25%     |  |  |
| ITINERAIRES LIBERTE PYRENEES EUROPE<br>Saint-Laurent-de-Neste                   | Fonctionnement de l'association  | 43 605         | 2 000           | 4,59%     | 20 000       | 1 000            | 1 000          | 5,00%     |  |  |
| <b>TOTAL HISTOIRE ET PATRIMOINE</b>   |  |                |                 |           |              | <b>119 390</b>   |                |           |  |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR  | OBJET DE LA DEMANDE   | 2024           |                 |            | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|--|---|----------------|-----------------|------------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|  |   | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en %  | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| <b>CULTURE OCCITANE ET TERRITOIRE</b>  |   |                |                 |            |              |                  |                |           |  |
| "PARLEM" Caminaires<br>Laloubère   | Initiation à l'occitan en milieu scolaire   | 142 511        | <b>53 747</b>   | <b>38%</b> | 171 197      | 62 100           | <b>62 100</b>  | 36,27%    |  |
| "PARLEM"<br>Laloubère  | Fonctionnement de l'association   | 57 325         | <b>9 000</b>    | <b>16%</b> | 41 091       | 9 000            | <b>9 000</b>   | 21,90%    |  |
| FEDERATION DEPARTEMENTALE DES<br>CALANDRETAS<br>Laloubère                                      | Fonctionnement de l'association   | 21 125         | <b>19 500</b>   | <b>92%</b> | 25 460       | 22 800           | <b>19 500</b>  | 76,59%    |  |
| ETHS PLANTAGULHES<br>Ibos  | Organisation de la <i>Hesteyade</i> de Bigorre 2025 du 11 au 13 mars                              | 36 121         | <b>7 800</b>    | <b>22%</b> | 31 870       | 8 000            | <b>7 800</b>   | 24,47%    |  |
| FEDERATION VIVRE AU PAYS - RADIO PAÍS<br>Pau   | Fonctionnement de l'association   | 229 100        | <b>4 000</b>    | <b>2%</b>  | 225 100      | 4 500            | <b>4 000</b>   | 1,78%     |  |
| LIGAMS<br>Pau  | Travail à l'organisation de la Passem 2026  | 204 870        | <b>2 000</b>    | <b>1%</b>  | 20 350       | 2 000            | <b>500</b>     | 2,46%     |  |
| BIGORR'EN TRAD<br>Tarbes   | Organisation de <i>Lo mes bigordan à Tarbes</i>   |                |                 |            | 17 912       | 4 000            | <b>1 000</b>   | 5,58%     |  |
| ETHS ARREPOUPETS<br>Avezac-Prat-Lahitte  | Organisation du festival Rencon'Trad du 25 au 27 juillet.   | 15 750         | <b>1 700</b>    | <b>11%</b> | 19 250       | 2 000            | <b>1 700</b>   | 8,83%     |  |
| CENTRE DÉPARTEMENTAL DE MUSIQUE ET<br>DANSE TRADITIONELLES DES HAUTES<br>PYRÉNÉES (CDMDT) Ibos | Organisation du dia deth Maynats et de Tèrra trad les 23 et 24 mai                                | 3 962          | <b>1 000</b>    | <b>25%</b> | 13 050       | 2 000            | <b>1 000</b>   | 7,66%     |  |
| EN CADENCE<br>Bun  | Organisation du Festival Trad'Azun à Arras en Lavedan le 12 avril et à Arrens du 5 au 7 septembre | 38 400         | <b>1 000</b>    | <b>3%</b>  | 35 800       | 1 500            | <b>1 000</b>   | 2,79%     |  |
| LA SOULANE<br>Jézeau   | Organisation de Era Pantoflada - Hestà de la Sent Joan du 11 au 14 juin                           |                |                 |            | 14 650       | 3 300            | <b>1 000</b>   | 6,83%     |  |
| ECOLE TARBAISE DE MUSIQUE ET DE<br>TRADITION (ETMT)<br>Tarbes                                  | Fonctionnement de l'association   | 22 316         | <b>650</b>      | <b>3%</b>  | 12 750       | 800              | <b>650</b>     | 5,10%     |  |
| ASSOCIATION ESCÒLA GASTON FEBUS<br>EDICIONS RECLAMS<br>Pau                                     | Programme éditorial 2025  | 7 369          | <b>500</b>      | <b>7%</b>  | 11 250       | 1 000            | <b>1 000</b>   | 8,89%     |  |

## SUBVENTIONS CULTURE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR   | OBJET DE LA DEMANDE  | 2024           |                 |           | 2025         |                  |                |           | 1er acompte déjà versé / Total de l'aide |
|---|--|----------------|-----------------|-----------|--------------|------------------|----------------|-----------|--|
|   |  | Budget réalisé | Subv. attribuée | Taux en % | Budget prévu | Subv. sollicitée | Subv. proposée | Taux en % |  |
| ASSOCIATION INTERREGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'OCCITAN - LETRAS D'ÒC<br>Osse en Aspe    | Publication des ouvrages : Coneguda causa sia, de J,F. Lenail, et de l'Atlas gascon des Hautes-Pyrénées                  | 12 141         | 2 000           | 16%       | 12 000       | 4 000            | 2 500          | 20,83%    |  |
| ELIPHI EDITION DE LINGUISTIQUE ET DE PHILOGIE<br>Strasbourg                               | publication de l'ouvrage "Le gascon : origine, spécificités, limites" rédigé par J.L. Massourre                          |                |                 |           | 7 490        | 2 000            | 1 200          |           |  |
| LO CONGRES PERMANENT DE LA LENGA OCCITANA<br>Billère                                      | Fonctionnement de l'association  | 354 429        | 475             | 0%        | 788 189      | 600              | 475            | 0,06%     |  |
| AIGABERDENC<br>Ayzac-Ost  | Fonctionnement de l'association  | 4 482          | 1 200           | 27%       | 3 530        | 1 300            | 1 200          | 33,99%    |  |
| COMITE REGIONAL DE L'ARMAGNAC DE COURSE LANDAISE<br>Nogaro                                | Projet gascon 2025   | 10 568         | 600             | 6%        | 13 400       | 700              | 600            | 4,48%     |  |
| ETHS PLANVENGUTS<br>La Barthe de Neste  | Fonctionnement de l'association  | 1 160          | 450             | 39%       | 1 100        | 600              | 450            | 40,91%    |  |
| ETH OSTAU COMENGÉS<br>Montréjeau  | Feux de Saint Jean et sons primitifs en Neste-Barousse   | 4 830          | 1 000           | 21%       | 4 850        | 600              | 600            | 12,37%    |  |
| COMMUNE DE LUZ-SAINT-SAUVEUR<br>Luz-Saint-Sauveur   | Organisation de la fête de la Saint-Michel du 29 septembre au 1er octobre  | 43 103         | 1 140           | 3%        | 42 640       | 10 000           | 1 140          | 2,67%     |  |
| COMMUNE DE MADIRAN  | Organisation du Festival du vin de Madiran les 14 et 15 août   | 26 423         | 3 800           | 14%       | 29 000       | 5 000            | 3 800          | 13,10%    |  |
| COMMUNE DE VIC EN BIGORRE   | Organisation de la 9e édition des Tablées de Vic les 28 et 29 juin   | 121 697        | 1 400           | 1%        | 132 800      | 1 500            | 1 400          | 1,05%     |  |
| NUMERICULTURE GASCOGNE<br>Lalanne Trie  | Création d'un site internet dédié au Patrimoine culturel immatériel de Gascogne.   |                |                 |           | 30 000       | 2 000            | 2 000          | 6,67%     |  |
| NUMERICULTURE GASCOGNE<br>Lalanne Trie  | Projet Euroc'vision ayant pour objectif la mise en place d'un concours primé de création d'expression orale et musicale. |                |                 |           | 80 000       | 2 000            | 500            | 0,63%     |  |
| ASSOCIATION DAHU - Tarbes   | Fonctionnement de l'association  |                |                 |           | 81 490       | 2 000            | 1 500          | 1,84%     |  |
| CENTRE DÉPARTEMENTAL DE MUSIQUE ET DANSE TRADITIONELLES DES HAUTES PYRÉNÉES (CDMDT) l'bos | Édition de Volada en Gasconha (livre sur la richesse du patrimoine musical et légendaire de Gascogne)                    |                |                 |           | 11 000       | 1 000            | 400            | 3,64%     |  |
| NOSAUTS DE BIGÒRRA<br>Bouilh Pereuilh   | Programme d'édition 2025 (5 livres en gascon concernant le Département)  |                |                 |           | 16 000       | 3 000            | 1 500          | 9,38%     |  |
| <b>TOTAL CULTURE OCCITANE ET TERRITOIRE</b>   |  |                |                 |           |              | <b>129 515</b>   |                |           |  |

## ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE 2025

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR   | SUBVENTIONS<br>OBTENUES EN<br>2024 | NOMBRE<br>D'ELEVES<br>n | HEURES<br>ENSEIGNEES<br>PAR SEMAINE<br>h | DISCIPLINES<br>ENSEIGNEES<br>d | ELEVES AVEC<br>MENTIONS<br>r | SALAIRES<br>s | SUBV. SUR<br>CRITERES<br>QUANTITATIFS<br>q' | SUBV. SUR<br>CRITERES<br>QUALITATIFS<br>q'' | SUBV SUR<br>CRITERES<br>ECONOMIQUE<br>S<br>q''' | MONTANT<br>SUBVENTION<br>2025<br>q |
|---|------------------------------------|-------------------------|--|--------------------------------|------------------------------|---------------|---|---|---|------------------------------------|
| <b>ARGELES-GAZOST</b><br>Société Musicale du Lavedan                                | 2 430                              | 40                      | 24                                       | 7                              | 15                           | 20 239        | 903,99                                      | 936,31                                      | 483,95  | 2 324                              |
| <b>ARNE</b><br>Ecole de Musique d'Arné  | 760                                | 21                      | 13                                       | 5                              | 0                            | 4 200         | 484,05                                      | 301,45                                      | 100,43  | 886                                |
| <b>ARRENS-MARSOUS</b><br>Ecole de Musique "Club des Jeunes d'Azun"                  | 1 819                              | 47                      | 28                                       | 5                              | 0                            | 30 147        | 1 057,46                                    | 301,45                                      | 720,87  | 2 080                              |
| <b>ARREAU</b><br>Association Rencontres et Cultures de l'Aure et du Louron (ARC)    | 3 640                              | 133                     | 38                                       | 7                              | 0                            | 44 700        | 2 017,77                                    | 422,03                                      | 1 068,85  | 3 509                              |
| <b>BAGNERES DE BIGORRE</b><br>Harmonie Bagnéraise                                   | 3 503                              | 70                      | 27                                       | 6                              | 15                           | 42 459        | 1 227,44                                    | 876,02                                      | 1 015,27  | 3 119                              |
| <b>BAZET</b><br>Association sportive et culturelle                                  | 499                                | 10                      | 11                                       | 2                              | 0                            | 3 630         | 344,18                                      | 120,58                                      | 86,80   | 552                                |
| <b>BURG</b><br>Association Musicale de Burg   | 916                                | 8                       | 7  | 3                              | 6                            | 6 200         | 232,80                                      | 386,58                                      | 148,25  | 768                                |
| <b>CAPVERN</b><br>Association Musicale Capvernoise                                  | 1 910                              | 60                      | 15                                       | 7                              | 11                           | 16 700        | 859,62                                      | 799,17                                      | 399,33  | 2 058                              |
| <b>CASTELNAU RIVIERE BASSE</b><br>Ecoute parole et création                         | 1 643                              | 48                      | 19                                       | 3                              | 0                            | 13 680        | 853,15                                      | 180,87                                      | 327,11  | 1 361                              |
| <b>CENTRE DEPARTEMENTAL DE MUSIQUE ET DANSE<br/>TRADITIONNELLES DES H-P</b><br>Ibos | 1 668                              | 122                     | 14                                       | 3                              | 0                            | 19 200        | 1 357,90                                    | 180,87                                      | 459,10  | 1 998                              |
| <b>GALAN</b><br>Ecole de Musique  | 644                                | 31                      | 7  | 4                              | 0                            | 4 825         | 426,41                                      | 241,16                                      | 115,37  | 783                                |
| <b>HORGUES</b><br>Association Croche-Pieds (regroupement Barbazan et Horgues)       | 1 223                              | 15                      | 8  | 3                              | 4                            | 5 624         | 315,36                                      | 318,01                                      | 134,48  | 768                                |
| <b>JUILLAN</b><br>Ecole de Musique "Les Amis de la Musique de Juillan"              | 1 824                              | 83                      | 17                                       | 7                              | 23                           | 8 550         | 1 100,51                                    | 1 210,60                                    | 204,45  | 2 516                              |
| <b>LANNEMEZAN</b><br>Société Musicale du Plateau de Lannemezan                      | 5 456                              | 50                      | 35                                       | 9                              | 50                           | 73 810        | 1 248,17                                    | 2 256,89                                    | 1 764,92  | 5 270                              |
| <b>LOURDES</b><br>Alliance Musicale de Lourdes                                      | 4 135                              | 70                      | 44                                       | 9                              | 11                           | 37 700        | 1 629,26                                    | 919,75                                      | 901,47  | 3 450                              |

|  |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
|--|--------|-------|-----|-----|-----|---------|----------|----------|----------|--------|
| <b>LUZ-SAINT-SAUVEUR</b>                           |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Toy Musique  | 2 159  | 77    | 26  | 3   | 0   | 23 343  | 1 262,73 | 180,87   | 558,17   | 2 002  |
| <b>OSSUN</b>                                       |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Ecole de Musique "La Lyre Ossunoise"               | 1 269  | 29    | 14  | 7   | 0   | 9 141   | 575,03   | 422,03   | 218,58   | 1 216  |
| <b>PIERREFITTE-SOULOM</b>                          |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Union Musicale Pierrefitte Soulom                  | 492    | 12    | 12  | 4   | 0   | 0       | 384,65   | 241,16   | 0,00     | 626    |
| <b>RABASTENS</b>                                   |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Ecole de Musique Marguerite LACOSTE                | 3 033  | 100   | 40  | 6   | 0   | 48 310  | 1 787,25 | 361,74   | 1 155,17 | 3 304  |
| <b>SAINT-LAURENT DE NESTE</b>                      |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Ecole de Musique du Foyer Rural                    | 3 169  | 93    | 49  | 9   | 0   | 34 987  | 1 941,05 | 542,61   | 836,60   | 3 320  |
| <b>SAINT PE DE BIGORRE</b>                         |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Ecole de Musique                                   | 831    | 21    | 7   | 3   | 0   | 12 130  | 342,23   | 180,87   | 290,05   | 813    |
| <b>TARBES</b>                                      |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| - Association les Musiciens du Soir                | 510    |       |     |     |     |         | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0      |
| - Ecole de Musique "Jack Le Bourgeois"             | 897    | 24    | 14  | 5   | 0   | 8 080   | 532,94   | 301,45   | 193,21   | 1 028  |
| <b>TOURNAY</b>                                     |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Association Culturelle Laïque du Canton de Tournay | 2 612  | 81    | 30  | 8   | 24  | 30 112  | 1 390,95 | 1 305,18 | 720,03   | 3 416  |
| <b>TRIE sur BAISE</b>                              |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Société Philharmonique de Trie-Sur-Baise           | 1 670  | 30    | 15  | 6   | 13  | 14 900  | 607,08   | 807,45   | 356,28   | 1 771  |
| <b>VIC en BIGORRE</b>                              |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| - Vic Music  | 2 976  | 84    | 36  | 7   | 10  | 31 000  | 1 558,02 | 764,89   | 741,26   | 3 064  |
| <b>VISKER</b>                                      |        |       |     |     |     |         |          |          |          |        |
| Cadence Accordéon                                  | 303    | 0     | 0   | 0   | 0   | 0       | 0,00     | 0,00     | 0,00     | 0      |
| <b>TOTAL :</b>                                     | 51 991 | 1 359 | 550 | 138 | 182 | 543 667 | 24 440   | 14 560   | 13 000   | 52 000 |

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre

**Le Département des Hautes-Pyrénées,**

représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental, dûment habilité à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du 6 juin 2025,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

et

**La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées,**

dont le siège se situe : 1, rue Miramont - 65000 TARBES

N° SIRET : 77716916000028 – Code APE : 9499 Z

représentée par sa Présidente, Madame Martine FAGES,

dûment habilitée à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration du .....,

ci-après dénommée « La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées », d'autre part.

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées a pour objet d'élargir les connaissances et d'approfondir la culture de tous.

Dans le cadre d'un projet de développement culturel, la Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées, réalise diverses actions en 2025 :

- le 46<sup>e</sup> Mai du Livre,
- le 30<sup>e</sup> Festival Contes en Hiver,
- une exposition d'arts plastiques,
- la programmation de spectacles Jeune Public (musique, danse, théâtre).

Compte tenu de l'intérêt que présentent ces actions pour le développement culturel dans le département, le Département a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers et matériels dans les conditions ci-après précisées.

#### ARTICLE 2 : PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT

Suite à la demande formulée par la La Ligue de l'Enseignement Fédération des Hautes-Pyrénées, le montant de la subvention accordée est de :

- vingt cinq mille euros (25 000 €) pour le fonctionnement,
- sept mille cinq cents euros (7 500 €) pour le 46<sup>e</sup> Mai du livre,
- huit mille euros (8 000 €) pour le 30<sup>e</sup> festival « Contes en Hiver »,
- cinq cents euros (500 €) pour l'exposition d'arts plastiques,
- seize mille euros (16 000 €) pour les spectacles Jeune Public (musique, danse, théâtre).

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire « AVAP - SUBV ASSOCIATIONS », au chapitre 65-311, article 65748, enveloppe 55170.

### **ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT**

La subvention sera versée selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- pour le fonctionnement, deux versements égaux ; le premier à la signature de la présente convention, et sur présentation de la demande de paiement, le second sur présentation du bilan de l'action,
- pour les activités spécifiques, versement de 100%, sur présentation de la demande de paiement et sur présentation du bilan des actions.

Le versement se fera sur le compte de « La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées ».

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FÉDÉRATION DES HAUTES-PYRÉNÉES**

#### ◆ 4.1 Demandes de paiement /Compte rendu/Transmission d'information /Comptabilité :

- Pour chaque demande de paiement, la Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées adressera un courrier à Monsieur le Président du Département accompagné d'un formulaire de demande de paiement dûment daté et signé (documents adressés avec la notification).
- La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées devra communiquer au Département, et comme prévu par l'arrêté du 11 octobre 2006, relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :
  - le rapport d'activité,
  - le compte rendu financier, constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée,
  - une première annexe comprenant un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,
  - une seconde annexe comprenant une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet ;
- Le compte rendu financier, certifié s'il en a l'obligation par un commissaire aux comptes, attesté par la Présidente de La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées, est déposé au Département dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;
- La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue, en offrant notamment l'accès immédiat à ses documents administratifs et comptables.

#### 4.2 Engagements en termes de communication :

- La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées s'engage à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière du Département, en particulier au moyen de l'apposition de son logo.

## **ARTICLE 5 : ASSURANCES**

La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle s'acquittera des primes et des cotisations de ces assurances sans que la responsabilité du Département puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Dans le cas où l'activité exercée par la Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées dans les locaux entraîne, pour le Département et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de la Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées.

La Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées devra produire, avant et pour toute la durée d'occupation des locaux, au Département (Direction de l'Informatique, de l'Administration et des Finances) une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

## **ARTICLE 6 : DURÉE ET RÉSILIATION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par la Ligue de l'Enseignement - Fédération des Hautes-Pyrénées, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de la subvention et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

## **ARTICLE 7 : LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Pau, 50, cours Lyautey, 64010 Pau CEDEX.

En cas de recours contentieux, il est possible de saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Tarbes, en deux exemplaires, le

**POUR LE DÉPARTEMENT  
DES HAUTES-PYRÉNÉES  
LE PRÉSIDENT**

**POUR LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT  
LA PRÉSIDENTE**

**Michel PÉLIEU**

**Martine FAGES**

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre

**Le Département des Hautes-Pyrénées,**

représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental, dûment habilité à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du 6 juin 2025,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

et

**L'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées »,**

dont le siège se situe : 2bis, rue des Pyrénées – 65690 Barbazan-Debat – n° SIRET 878 305 135 00013, représentée par sa Présidente, Madame Jésselyne VALLÉ, dûment habilitée à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du .....,

ci-après dénommée l'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées », d'autre part.

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées » organise le Festival « L'Offrande Musicale » 2025.

Ce festival a pour mission d'offrir la musique au plus grand nombre grâce à une programmation éclectique servie par un collège de musiciens de tout premier ordre. Le festival entend mettre à l'honneur les personnes en situation de handicap et valoriser et faire découvrir le département et ses lieux de patrimoine. Compte tenu de l'intérêt départemental que présente cette action pour le développement touristique et culturel, le Département décide d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers et matériels dans les conditions ci-après précisées.

### **ARTICLE 2 : PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT**

- ◆ 2.1 Suite à la demande formulée par l'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées », faisant part de ses besoins de trésorerie et afin de permettre l'organisation du Festival de « L'Offrande musicale », le montant de la subvention accordée, est de cinquante mille euros (50 000 €).

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire « AVAP - SUBV ASSOCIATIONS », au chapitre 65-311, article 65748, enveloppe 55170.

- ◆ 2.2 D'autre part le Département accueille l'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées » à l'abbaye de l'Escaladieu pour deux événements du festival 2025.

### **ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT**

La subvention sera versée selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- versement de 70% à la signature de la présente convention et sur présentation de la demande de paiement,
- versement de 30% à l'issue de la manifestation et sur présentation du bilan de l'action.

Le versement se fera au compte de l'Association.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION « MUSIQUES ET SOLIDARITES EN HAUTES-PYRENEES »**

#### ◆ 4.1 Demandes de paiement / Compte rendu / Transmission d'information / Comptabilité :

- Pour chaque demande de paiement, l'association adressera un courrier à Monsieur le Président du Département accompagné d'un formulaire de demande de paiement dûment daté et signé (documents adressés avec la notification).
- L'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées » devra communiquer au Département, et comme prévu par l'arrêté du 11 octobre 2006, relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :
  - le rapport d'activité,
  - le compte rendu financier, constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionné,
  - une première annexe comprenant un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,
  - une seconde annexe comprenant une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet ;
- Le compte rendu financier, certifié s'il en a l'obligation par un commissaire aux comptes ; attesté par la Présidente de l'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées », est déposé au Département dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;
- L'association s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue, en offrant notamment l'accès immédiat à ses documents administratifs et comptables.

#### ◆ 4.2 Engagements en termes de communication :

L'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées » s'engage à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière du Département, en particulier au moyen de l'apposition de son logo. Elle s'engage également à autoriser le Département à effectuer tout enregistrement visuel ou sonore de la manifestation à des fins non commerciales par ses soins ou ses représentants dûment autorisés.

## **ARTICLE 5 : ASSURANCE**

L'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées » souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle s'acquittera des primes et des cotisations de ces assurances sans que la responsabilité du Département puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

## **ARTICLE 6 : DURÉE ET RÉSILIATION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par l'Association « Musiques et Solidarités en Hautes-Pyrénées », le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de la subvention et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

## **ARTICLE 7 : LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de PAU, 50 cours Lyautey 64010 Pau CEDEX.

En cas de recours contentieux, il est possible de saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Tarbes, en deux exemplaires, le

**POUR LE DÉPARTEMENT  
DES HAUTES-PYRÉNÉES  
LE PRÉSIDENT**

**POUR L'ASSOCIATION « MUSIQUES  
ET SOLIDARITÉS EN HAUTES-PYRÉNÉES »  
LA PRÉSIDENTE**

**Michel PÉLIEU**

**Jéselyne VALLÉ**

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre

**Le Département des Hautes-Pyrénées,**

représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental, dûment habilité à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du 6 juin 2025,

ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

**La Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP),**

représentée par Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées,

dûment habilité à l'effet des présentes par une délibération du .....,

ci-après dénommé, la Communauté d'agglomération d'autre part.

### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Réseau des Enseignements artistiques CATLP regroupe le Conservatoire Henri Duparc et les écoles de musique communautaires. Le Conservatoire Henri Duparc est un service public d'éducation artistique. Conformément à la loi du 13 août 2004 art. 101, il dispense un enseignement initial, sanctionné par des certificats d'études, qui assure l'éveil, l'initiation, puis l'acquisition des savoirs fondamentaux nécessaires à une pratique autonome. Il participe également à l'éducation artistique des enfants en âge scolaire.

Le Conservatoire Henri Duparc exerce des missions pédagogiques et artistiques, ainsi que des missions culturelles et territoriales. Ces missions peuvent être réalisées dans le domaine de la formation mais aussi de la diffusion en développant des partenariats.

Les écoles de musique communautaires dispensent, quant à elles, un enseignement musical de proximité et complémentaire permettant la découverte et l'exercice de la musique pour tous.

Compte tenu de l'intérêt que présentent pour le Département les actions du Conservatoire Henri Duparc et des écoles de musique communautaires, celui-ci accorde une aide pour leur fonctionnement et leurs diverses actions.

#### ARTICLE 2 : PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT

Le Département assure son soutien financier au Réseau des Enseignements artistiques CATLP, pour l'exercice 2025, en accordant à la Communauté d'agglomération une subvention de 117 000 € (cent-dix-sept mille euros).

La dépense sera imputée sur la ligne budgétaire « AVAP – SUBV EPCI », au chapitre 65-311, article 657351, enveloppe 55189.

Cette subvention est attribuée :

- au titre du fonctionnement des activités pédagogiques du Conservatoire Henri Duparc et des écoles de musique communautaires : enseignement initial, pratiques amateurs, sensibilisation en direction des scolaires et notamment les classes à horaires aménagés, musique et danse des collèges.
- ainsi que pour les activités de diffusion qui en découlent.

### **ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT**

La subvention sera versée selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- deux versements égaux ; le premier à la signature de la présente convention, et sur présentation de la demande de paiement, le second sur présentation du bilan de l'action.

Le versement se fera au compte du Service de Gestion Comptable de Tarbes.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

- ◆ 4.1 Demandes de paiement /Compte rendu/Transmission d'information /Comptabilité :
  - Pour chaque demande de paiement, la Communauté d'agglomération adressera un courrier à Monsieur le Président du Département accompagné d'un formulaire de demande de paiement dûment daté et signé (documents adressés avec la notification).
  - La Communauté d'agglomération devra communiquer au Département, et comme prévu par l'arrêté du 11 octobre 2006, relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :
    - le rapport d'activité,
    - le compte rendu financier, constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée,
    - une première annexe comprenant un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,
    - une seconde annexe comprenant une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.
  - Le compte rendu financier, certifié s'il en a l'obligation par un commissaire aux comptes, est déposé au Département dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
  - La Communauté d'agglomération s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue, en offrant notamment l'accès immédiat à ses documents administratifs et comptables.

◆ 4.2 Engagements en termes de communication :

- la Communauté d'agglomération s'engage pour ce qui concerne le Réseau des Enseignements artistiques CATLP à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière du Département, en particulier au moyen de l'apposition de son logo.

#### **ARTICLE 5 : ASSURANCES**

La Communauté d'agglomération souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle s'acquittera des primes et des cotisations de ces assurances sans que la responsabilité du Département puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

#### **ARTICLE 6 : DURÉE ET RÉSILIATION**

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par la Communauté d'agglomération, le Département pourra suspendre, diminuer ou remettre en cause le montant de la subvention et exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente.

#### **ARTICLE 7 : LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Pau, 50, cours Lyautey, 64010 Pau CEDEX.

En cas de recours contentieux, il est possible de saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Tarbes en deux exemplaires, le

**POUR LE DÉPARTEMENT  
DES HAUTES-PYRÉNÉES  
LE PRÉSIDENT**

**Michel PÉLIEU**

**POUR LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMERATION DE TARBES  
LOURDES PYRÉNÉES  
LE PRÉSIDENT**

**Gérard TRÉMÈGE**



**CONVENTION DE MOYENS  
ENTRE  
LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES  
ET L'ASSOCIATION « PARLEM ! »**

**Entre**

**Le Département des Hautes-Pyrénées,**

représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil départemental, dûment habilité à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 6 juin 2025, dénommé ci-après "le Département",  
d'une part,

**et**

**L'association " Parlem ! "**

dont le siège est à la Maison de la Culture occitane,  
1, avenue des Pyrénées, 65310-Laloubère,  
n°SIRET : 432 313 856 00028

représentée par Monsieur Marc FONDEVILLA, Président, spécialement habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil d'Administration de l'association en date du 10 juin 2009, dénommée ci-après " l'Association ",  
d'autre part.

**Il a été convenu ce qui suit :**

**PRÉAMBULE**

Ayant considéré que les buts, actions et projets de l'association « *Parlem !* » sont conformes à l'intérêt général, le Département lui accorde des moyens financiers, pour lui permettre d'exercer les activités définies dans la convention d'objectifs signée le 25 juillet 2013.

**Article 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'octroi et d'utilisation des subventions par l'association.

**Article 2 : PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT**

- ◆ 2.1 Le montant de la subvention de fonctionnement accordée par le Département pour l'exercice 2025 est de 9 000 €
- ◆ 2.2 Le Département octroie à l'association, au titre du dispositif *Caminaires*, une subvention qui s'élève, pour l'année scolaire 2024-2025 à 675,00 € TTC par classe élémentaire, et 337,50 € TTC par classe maternelle. Cette participation représente 45% du dispositif.
- ◆ Cette participation est soumise au financement par les communes ou structures intercommunales concernées et à la signature d'une convention entre celles-ci et l'association. Les communes ou structures intercommunales financent le dispositif à hauteur de 55%.  
Le nombre et la répartition des classes concernées par cette opération sont annexés à la présente convention.  
Le nombre total de classes élémentaires est de 59.  
Le nombre total de classes maternelles est de 60.  
La participation du Département à cette opération pour l'année 2025 représente donc un montant de 62 100 €.

Le versement de la somme globale attribuée par le Département à l'association *Parlem ! en 2025*, soit 71 100 €, sera effectué par mandat administratif selon le calendrier suivant :

- deux tiers, soit 47 400 € en juin 2025 après signature de la présente convention,
- le solde, soit 23 700 € avant le 31 octobre 2025 sur présentation de la demande de paiement et des documents requis par cette-dernière.

La subvention sera versée au compte de l'association.

Ces dépenses seront imputées sur la ligne budgétaire "Subventions Culture Régionale", au chapitre 933-311, article 6574, sur l'enveloppe 261.

### **Article 3 : DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Elle devra être renouvelée dans un délai maximum de deux mois après le vote du budget primitif de l'année 2025 du Département.

### **Article 4 : OBLIGATIONS DE « PARLEM ! »**

« *Parlem !* » s'engage à mettre en œuvre les missions ci-dessus définies selon les modalités suivantes :

#### **4.1 – Détermination des conditions de mise en œuvre des actions.**

« *Parlem !* » devra déterminer annuellement les actions à mettre en œuvre dans le cadre des missions qui lui sont attribuées par le Département et en informer celui-ci. L'association devra préciser l'ensemble des moyens notamment en personnel, les concours financiers et autres moyens publics ou privés qui lui sont nécessaires.

#### **4.2 – Information, Communication**

L'association « *Parlem !* » pourra être amenée à participer, à la demande du Département, à des actions de valorisation de la langue et de la culture occitanes.

Par ailleurs, elle s'engage à faire apparaître dans tous ses outils de communication, écrits ou oraux, le soutien du Département à ses actions.

#### **4.3 – Utilisation des subventions du Département**

En cas d'utilisation des sommes versées par le Département, non conforme à l'objet et aux buts de « *Parlem !* », et notamment ceux définis dans l'article 3, « *Parlem !* » devra restituer les sommes en cause après mise en demeure écrite du Département.

Il en sera de même en cas de dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, dans le respect de la procédure de liquidation.

#### **4.4 – Comptes rendus – Transmission d'Informations – Comptabilité**

Le Département sera étroitement tenu informé par « *Parlem !* » du déroulement des missions d'intérêt général qui lui sont confiées.

A ce titre, il sera destinataire des documents suivants :

- \* Chaque année, avant la fin du mois de novembre, « *Parlem !* » fournira la liste des écoles et le nombre de classes concernées par ses interventions pour l'année scolaire en cours, ainsi que la copie des conventions signées avec les communes ou organismes intercommunaux concernés.
- \* Avant le 31 janvier, « *Parlem !* » fera parvenir au Département son budget prévisionnel faisant apparaître les financements demandés au Département. Elle fournira également :

- les comptes de résultat et de bilan respectant les obligations du plan comptable général et les annexes ;
- le rapport du commissaire aux comptes relatifs auxdits comptes ;
- le rapport d'activité.

#### **Article 5 : RESPONSABILITÉ**

« Parlem ! » exécute, sous son entière responsabilité, la mise en œuvre des actions réalisées au titre de la présente convention sans que la responsabilité du Département puisse être recherchée.

#### **Article 6 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ**

Le Département pourra procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont appliquées et que ses intérêts sont préservés.

« Parlem ! » s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation de ses actions, en lui offrant l'accès immédiat à ses documents administratifs et comptables. Elle présentera des outils d'analyse permettant en termes quantitatifs et qualitatifs d'évaluer le contenu de son action.

#### **Article 7 : RENOUELEMENT**

Sauf modalités particulières de dénonciation précisées à l'Article 8.2, une nouvelle convention d'objectifs de trois ans sera négociée, 6 mois au moins avant l'échéance de la présente convention.

#### **Article 8 : RÉSILIATION**

##### **Article 8.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général**

La présente convention pourra être résiliée pour tout motif d'intérêt général après expiration d'un préavis d'un mois suivant la réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

##### **Article 8.2 : Résiliation pour faute**

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

##### **Article 8.3 : Résiliation d'un commun accord**

Les parties peuvent décider de mettre fin à la présente convention d'un commun accord.

#### **Article 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de PAU, 50 cours Lyautey 64010 Pau CEDEX.

En cas de recours contentieux, il est possible de saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Fait à Tarbes, en deux exemplaires, le**

**Pour le Département  
des Hautes-Pyrénées,  
Le Président du Conseil départemental**

**Pour l'Association  
« Parlem ! »  
Le Président,**

**Michel PÉLIEU**

**Marc FONDEVILLA**

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **16 - OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT SAS "GRAND-AGE ET HABITAT" RESIDENCE AUTONOMIE A SEMEAC**

Vu les articles L 3231-4, L 3231-4-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du Code civil,

Vu l'article 441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les arrêtés de la ville de Séméac du 26 novembre 2024 et du Département des Hautes-Pyrénées du 1<sup>er</sup> janvier 2024 autorisant la création de la résidence autonomie,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente en matière de garantie d'emprunt,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 21 mai 2021 portant règlement d'attribution des garanties d'emprunt,

Vu le projet de convention de prêt à la construction de la CARSAT Midi-Pyrénées,

Vu le rapport de M. le Président,

Sous la Présidence de M. Michel Pélieu, Président,

La Commission Permanente, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

**Article 1** - d'accorder la garantie du Département des Hautes-Pyrénées à hauteur de 60% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 360 406,09 €, souscrit par emprunteur auprès de la CARSAT Midi-Pyrénées, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du projet de convention de prêt constitué de 1 ligne(s) de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 416 243,65 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit projet de convention est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2** - La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CARSAT Midi-Pyrénées, la collectivité s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

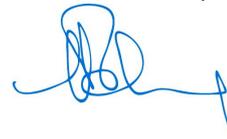
**Article 3** - Le Conseil Départemental s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

**Article 4** - la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

**Article 5** - la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

# C O N V E N T I O N

## Prêt à la construction



Entre les soussigné(e)s,

➤ **La CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE LA SANTE AU TRAVAIL MIDI-PYRENEES (Carsat)**

2 Rue Georges Vivent - 31065 TOULOUSE Cedex 9

Représentée par sa Directrice, **Madame Joëlle TRANIELLO**, dûment mandatée à cet effet,

Désignée ci-après « *la Caisse* »,

D'une part,

Et

➤ **SAS Grand-Age & Habitat**  
**11, rue Christiaan Huygens**  
**25 000 BESANCON**

Représentée par son Président, **Monsieur Christophe FABRE**

Dûment accrédité à l'effet de passer le présent contrat,

Désigné ci-après « *le bénéficiaire* »,

➤ **Le Garant**

**Adresse**

.....

Représentée par sa ....., **NOM**

Dûment accrédité à l'effet de passer le présent contrat,

D'autre part,

- VU la demande formulée par le bénéficiaire le 18 Avril 2024,

- VU les circulaires CNAV n° 2010-45 du 26 avril 2010 et n°2015-32 du 28 mai 2015,

- VU la délibération de la Commission des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 16 Décembre 2024,

- VU l'approbation de l'antenne interrégionale de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale intervenue en application des articles L.151-1 et R.151-1 du Code de la sécurité sociale,

**Il est convenu ce qui suit :**

.../...

## **PREAMBULE**

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Le bénéficiaire sollicite le soutien financier de la CARSAT pour la construction d'une Résidence Autonomie de 77 logements pour une capacité d'accueil de 93 places.

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités juridiques et financières du prêt (octroi et remboursement) accordé par la Caisse à la SAS Grand-Age & Habitat, propriétaire et gestionnaire de la Résidence autonomie Jules Soulé en vue de procéder à la réalisation du projet défini au préambule.

### **Article 2 – Aide financière accordée au titre de l'Action Sociale de l'Assurance Retraite**

La Caisse accorde au bénéficiaire une aide financière de **2 360 406, 09 € (Deux millions trois cent soixante mille quatre cent six euros et neuf centimes)**, sous la forme d'un prêt sans intérêt, remboursable en 30 années, pour la réalisation de l'opération décrite au préambule.

Ce prêt représente **19,70 %** du coût du projet estimé à **11 977 407 € TTC**

### **Article 3 – Engagements du bénéficiaire**

#### **○ Article 3.1 – Quant à la réalisation du projet**

Le bénéficiaire s'engage à procéder à la réalisation du projet conformément au dossier présenté en Commission des Affaires Sanitaires et Sociales, qui comporte notamment les documents techniques et financiers s'y rapportant, ainsi que les différents documents de gestion de la structure (contrat de séjour, tarifs de prestations proposées ...).

Les travaux doivent obligatoirement ne pas avoir commencé avant la demande d'aide financière et débiter dans un délai de **12 mois** à compter de la date de signature de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Caisse la date de démarrage des travaux et le calendrier prévisionnel de réalisation lors de la signature de la convention, puis au fur et à mesure de l'avancement du projet, et à motiver l'impossibilité de le respecter.

Dans le cas où le délai de 12 mois ne peut être respecté par le bénéficiaire, celui-ci peut demander un report de date de début des travaux selon les modalités prévues à l'article 8.

Le chantier doit être terminé dans un délai maximum de 3 ans à compter de la signature de la présente convention.

A défaut d'une demande de report dûment justifiée par le bénéficiaire et acceptée par la Caisse, les dispositions de l'article 9.4-2 s'appliquent.

### **○ Article 3.2 – Quant à la qualité du projet**

Pendant toute la durée de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à :

- a) Proposer aux personnes retraitées un service de qualité :
  - En ayant le souci du respect des droits des personnes âgées, notamment des recommandations de la Haute Autorité de Santé relatives à la bienveillance et à la qualité de vie,
  - En tenant compte de leurs besoins et de leurs attentes pour la définition des modes d'organisation et la réalisation des prestations servies dans la structure,
- b) Formaliser l'accueil de chaque retraité au moyen d'un contrat à durée indéterminée précisant les conditions et modalités d'accueil, et comportant la description de l'ensemble des prestations proposées et les tarifs correspondants,
- c) Pratiquer des revalorisations de tarifs en prenant en considération l'évolution des revenus des personnes âgées,
- d) Réserver majoritairement l'accès de la structure financée à des personnes retraitées,
- e) Réserver les logements financés à des personnes retraitées pendant toute la durée de la convention,
- f) Ne pas procéder à la fermeture ou à la cession de la structure sous quelque forme que ce soit,
- g) Ne pas modifier la vocation ou le statut de la structure,
- h) Se soumettre aux contrôles sur documents ou aux inspections sur place auxquels la Caisse se réserve le droit de faire procéder pour juger de l'exécution des clauses de la présente convention.

### **○ Article 3.3 – Quant à la publicité du projet : informations obligatoires**

Le bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions utiles en termes de communication, afin d'informer le public et les partenaires institutionnels de l'attribution de l'aide financière de la Caisse tant pendant le déroulement des travaux (affichage, presse,) que sur le livret d'accueil des résidents, en y ajoutant, notamment le logo de la Caisse.

Les documents supports de cette communication pourront être joints par le bénéficiaire en annexe de la convention au moment du retour des conventions signées à la Carsat ou ultérieurement en fonction de l'avancée du projet.

### **○ Article 3.4 – Quant aux modalités de paiement**

Le bénéficiaire s'engage à solliciter auprès de la Caisse le versement du premier acompte dans le délai de 3 mois à compter du démarrage des travaux.

Dans l'hypothèse où les travaux ont commencé avant la date de signature de la convention, le bénéficiaire s'engage à en informer la Caisse et à demander le versement du 1<sup>er</sup> acompte dans les 3 mois suivant la signature de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à solliciter les prochains acomptes au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les 3 mois suivant :

- Leur niveau de réalisation
- Ou le dépassement de chaque étape prévue pour le versement du prêt.

Le bénéficiaire s'engage à produire dans les délais prévus aux précédents alinéas :

a) Au démarrage des travaux :

- un plan de financement prévisionnel de l'opération, daté et signé par le bénéficiaire, accompagné des justificatifs des financements effectifs au moment de la demande d'acompte,
- une attestation originale de l'Architecte ou à défaut du Maître d'ouvrage précisant la date à laquelle les travaux ont été effectivement entrepris,

b) Lorsque les travaux atteignent ou dépassent 30 %, 50 %, 70 % de leur réalisation :

- une attestation originale de l'Architecte ou du Maître d'ouvrage indiquant que les travaux ont atteint ou dépassé 30 %, 50 % ou 70 % de leur réalisation,

c) A l'achèvement des travaux permettant le bon fonctionnement de la structure :

- une attestation originale de l'Architecte ou du Maître d'ouvrage indiquant la date de réception des travaux et précisant que ceux-ci n'ont pas donné lieu à des réserves de nature à empêcher le bon fonctionnement de l'établissement ou du ou des bâtiments visés par l'opération
- un état récapitulatif du coût des travaux effectués, daté et signé par le bénéficiaire,
- un plan de financement définitif de l'opération, daté et signé par le bénéficiaire, accompagné des justificatifs correspondants.

Si les justificatifs permettant le versement de l'aide ne sont pas transmis à la Caisse dans un délai de 3 mois après l'achèvement des travaux et dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la présente convention, en l'absence d'une demande de report motivée par le bénéficiaire, l'aide de la Caisse est ramenée au montant des acomptes déjà versés en application des dispositions de l'article 9.4-2.

## **Article 4 – Engagements de la Caisse**

Le comptable chargé du paiement de l'aide financière prévue à l'article 2 de la présente convention est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse.

Les fonds seront versés par virement sur le compte n°..... ouvert à la Banque ..... au nom de ..... au vu de la production d'un relevé d'identité bancaire ou postal original.

Sur production des pièces visées à l'article 3.4, la Caisse s'engage à payer :

- a) Un premier acompte égal à 30 % du montant de l'aide au démarrage des travaux,
- b) 60 % de l'aide, répartis en 3 versements correspondant chacun à 20 % du montant de l'aide lorsque les travaux ont atteint ou dépassé 30 %, 50 % ou 70 % de leur réalisation,
- c) Le solde du prêt à l'achèvement des travaux permettant le bon fonctionnement de l'établissement.

Le versement du solde ne peut intervenir qu'après le versement des sommes prévues aux a) et b) du présent article.

## **Article 5 – Révision de l'aide**

Si la dépense effective est inférieure au coût estimatif ou à la base de calcul indiqué à l'article 2, la Caisse se réserve le droit de recalculer l'aide financière en fonction du coût final du projet.

## **Article 6 – Remboursement du prêt**

### **○ Article 6.1 – Le remboursement par annuités**

Le remboursement du prêt de **2 360 406, 09 €** (*Deux millions trois cent soixante mille quatre cent six euros et neuf centimes*), s'effectuera en 30 annuités réparties comme suit :

- 29 annuités de : **78 680.20 €** (*Soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt euros et 20 centimes*)
- 1 annuité de : **78 680.29 €** (*Soixante-dix huit mille six cent quatre-vingt euros et 29 centimes*)

La première annuité est exigible au **31 octobre** de l'année suivant celle au cours de laquelle le premier versement est intervenu.

Les annuités suivantes sont exigibles au **31 octobre** de chaque année suivante.

Chaque annuité est exigible de plein droit aux dates prévues ci-dessus, sans rappel préalable.

Les versements prévus au présent article sont effectués par prélèvement automatique ou règlement sans mandatement préalable sur le compte du bénéficiaire à la date d'exigibilité de chaque annuité

### **○ Article 6.2 – Le remboursement anticipé**

Le bénéficiaire a la faculté de se libérer par anticipation de tout ou partie du prêt consenti par la Caisse sans indemnité.

### **○ Article 6.3 – Dispositions applicables en l'absence de versement des annuités de remboursement**

Toute annuité non remboursée à son échéance porte intérêt au taux légal en vigueur à la date où le versement était exigible.

La Caisse mettra en demeure le bénéficiaire d'acquitter la ou les annuités non versées majorées des intérêts de droit.

Le non-paiement des annuités par le bénéficiaire, suite à la mise en demeure adressée par la Caisse, entraîne l'application des dispositions prévues à l'article 9.4-1.

### **Article 7 – Droit de cession**

Toute cession à un tiers des droits et obligations issus de la présente convention nécessite l'accord préalable du Conseil d'Administration de la Caisse.

En cas d'accord, un avenant à la présente convention sera conclu avec le nouveau bénéficiaire.

### **Article 8 – Demande de dérogation**

Toute demande de dérogation dûment motivée à l'une des dispositions énoncées par la présente convention doit être adressée à la Caisse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Après examen des motifs invoqués par le bénéficiaire, la Caisse fera connaître sa décision dans le délai maximal de quatre mois suivant la réception de la demande, étant précisé que l'absence de réponse dans ce délai ne saurait valoir acceptation de la demande.

## **Article 9 – Gestion de la convention**

### **○ Article 9.1 – Durée et date d'effet de la convention**

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. La convention doit être signée et retournée à la caisse par le bénéficiaire **avant le 31 mars 2025**.

La présente convention deviendra caduque lorsque le bénéficiaire aura procédé au remboursement de la totalité du prêt.

### **○ Article 9.2 – Exonération fiscale**

La présente convention est dispensée des droits de timbre, d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière conformément à l'article L. 124-3 du Code de la Sécurité Sociale.

### **○ Article 9.3 – Modification des documents conventionnels**

Toute modification de la présente convention ou de ses annexes fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

### **○ Article 9.4 – Résiliation de la convention**

#### **9.4-1 – Cas du non-respect par le bénéficiaire de l'échéancier de remboursement**

Le cas de non-paiement des annuités par le bénéficiaire entraînera de plein droit dans le délai d'un mois après réception de la mise en demeure adressée au bénéficiaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée sans effet :

⇒ la résiliation de ladite convention,

⇒ ainsi que le remboursement immédiat par le bénéficiaire de la totalité de l'aide financière accordée, déduction faite des sommes déjà remboursées.

Dans ce cas, l'aide financière accordée au bénéficiaire est requalifiée en un prêt portant intérêt depuis la date de versement du premier acompte.

Le montant des intérêts exigibles dans ce cadre est calculé à partir du taux de l'intérêt légal en vigueur à la date de versement de l'annuité considérée.

#### **9.4-2 – Cas du non-respect par le bénéficiaire des engagements visés à l'article 3**

En cas de non-respect par le bénéficiaire desdits engagements, la Caisse pourra résilier la présente convention et ramener son aide au montant des sommes déjà versées, sans autre formalité que l'envoi d'une notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au bénéficiaire défaillant.

Dans le cas où une partie du prêt aurait déjà été versée, un nouvel échéancier de remboursement du prêt à hauteur des sommes perçues sera notifié au prestataire.

**○ Article 9.5 – Cas des procédures collectives ouvertes à l'encontre du bénéficiaire (lorsque le bénéficiaire est une personne physique ou morale de droit privé)**

L'ouverture à l'encontre du bénéficiaire d'une des procédures relatives aux difficultés des entreprises entraîne l'application des dispositions du Code de Commerce prévues à cet effet.

Le règlement des créances et l'exécution de la présente convention sont soumises aux dispositions précitées.

**○ 9.6 – Règlements des différends**

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de la convention ou dont la convention fait l'objet sera soumis à la juridiction compétente.

**Article 10 – Cautionnement**

En cautionnement du remboursement du prêt susmentionné, "indiquez le nom du garant" a accordé sa garantie de caution à hauteur de 100 % pour le remboursement de l'emprunt de "indiquez le montant du prêt" consenti par la caisse.

Fait en triple exemplaire

TOULOUSE, le 12 mars 2025

**La DIRECTRICE de la CAISSE  
D'ASSURANCE RETRAITE et de la  
SANTÉ AU TRAVAIL MIDI-PYRENEES**

**Le PRESIDENT de la SAS Grand-Age &  
Habitat**

**XXXX**

**C. FABRE**

**Le représentant du garant**

**XXX**

|   |  |
|---|--|
| <p>REPUBLIQUE FRANCAISE</p> <p><b>DÉPARTEMENT<br/>DES HAUTES-PYRENEES</b></p> | <p><b>DELIBERATION<br/>DE LA COMMISSION PERMANENTE</b></p> <p>-----</p> <p><b>REUNION DU 6 JUIN 2025</b></p> |
|---|--|

**Date de la convocation** : 28 mai 2025

**Étaient présents** : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Jean BURON, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Madame Monique LAMON, Monsieur David LARRAZABAL, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

**Absent(s) excusé(s)** : Monsieur Yannick BOUBEE, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI.

Le quorum est atteint,

### **17 - MAISON DE QUARTIER DE LAUBADERE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT CONSENTIE PAR LA MAIRIE DE TARBES**

La Commission permanente,

Vu l'article L2125-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente ;

Vu le rapport du Président qui précise la nécessité, pour les services de la Direction de la Solidarité Départementale, de pouvoir bénéficier de la Maison de Quartier de Laubadère pour l'ensemble des manifestations organisées jusqu'au 31 décembre 2025.

Considérant qu'il s'agit d'une mise à disposition à titre gratuit au profit du Département, par la ville de Tarbes, conformément aux dispositions et exceptions prévues par l'article L2125-1 du CGCT,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

Article 1 : d'approuver la mise à disposition de la commune de Tarbes de la Maison de quartier de Laubadère à Tarbes.

Article 2 : d'approuver et d'autoriser le Président à signer les conventions correspondantes.

Article 2 : la présente délibération fait l'objet des formalités exécutoires suivantes :

- Transmission au contrôle de légalité ;
- Publication sur le site du Département.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION MAISON DE QUARTIER DE LAUBADERE

Entre

**La Mairie de TARBES, sise BP 31329 - 65013 Tarbes cedex 9  
Représentée par son Maire, Monsieur Gérard TRÉMÈGE.**

Et

**L'utilisateur : DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES  
Représenté(e) par : Monsieur Michel PÉLIEU  
Domicilié(e) : Hôtel du Département rue Gaston Manent CS 71324, 65013  
TARBES Cedex 9**

### Article 1 – Conditions de mise à disposition

La ville de Tarbes met à disposition de l'utilisateur les installations de la MDQ de Laubadère, grande salle, qui aura lieu le :

- **Lundi 16 juin 2025 de 09h00 à 18h00**
- **Mardi 17 juin 2025 de 09h00 à 18h00.**

L'organisateur s'engage à respecter et à faire respecter les règles sanitaires en vigueur prise par l'État, la Préfecture ou la Collectivité Territoriale à la date de la manifestation.

Le respect des règles incombe aux utilisateurs des espaces mis à disposition par la ville de Tarbes.

Il appartient donc aux responsables de veiller à leur bonne exécution.

Le demandeur souscrira une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile

Le nombre de participants (y compris les organisateurs) sera de **120 personnes maximum.**

**Toute demande d'annulation ne sera prise en compte qu'à réception d'un courrier ou d'un mail.**

## **Article 2 - Redevance**

L'utilisateur s'engage à acquitter **la redevance journalière de 00€** de mise à disposition de la salle et de la cuisine ainsi **qu'une participation aux charges de 00 €** par jour fixée par délibération du Conseil municipal du 28 novembre 2022 soit un montant total de **00€**.

Un titre de recettes sera émis à l'issue de la manifestation.

En cas d'annulation à moins de 7 jours, la redevance sera due à la Ville.

**Si la salle est utilisée pour un usage autre que celle spécifiée dans l'article 1 de la présente convention, la Ville se réserve le droit d'appliquer le tarif le plus élevé.**

## **Article 3 – Cession et sous location**

La présente convention étant conclue *intuitu personae*, toute cession des droits en résultant ou sous-location des lieux mis à disposition **EST INTERDITE**

## **Article 4 – Règlement intérieur**

L'utilisateur s'engage à **respecter les consignes d'utilisation** affichées dans la structure, ainsi qu'à **respecter les capacités d'accueil** affichées dans chaque salle.

Avoir procédé avec le responsable de la structure ou son représentant à une visite des locaux, à un état des lieux et constaté l'emplacement des extincteurs.

L'utilisateur s'engage à ne pas créer du fait de l'utilisation des locaux dans le cadre de son activité de troubles anormaux de voisinage tels qu'ils sont définis par le Décret n°95-408 du 18 avril 1995 et les articles 48-2 à 48-5 du Code de la Santé Publique.

L'association fera respecter **l'interdiction de fumer** conformément au décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 ou **de vapoter** conformément au décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 dans les lieux affectés à un usage collectif.

L'association doit **interdire l'accès des locaux à tout type d'animaux.**

## **Article 4bis – Associations et Organismes**

L'utilisateur doit faire toutes les demandes légales en cas de manifestation à **caractère commercial** (buvette, alimentation, loto, soirée dansante etc...) et présenter avant la manifestation les pièces justificatives au service Vie associative. La présentation de ces documents conditionne la remise des clés.

### **Article 5 – Résiliation**

La Municipalité peut dénoncer sans délai la mise à disposition des locaux et des biens, en cas de non-respect des clauses énoncées ci-dessus, du règlement intérieur ou pour tout motif troublant l'ordre public.

### **Article 6 – Communication**

Si des tracts, des banderoles ou tout autre support sont réalisés pour informer de la manifestation, le lieu exact à indiquer est le suivant :

**MDQ DE LAUBADÈRE  
Bd St Exupéry – 65000 TARBES**

### **Article 7 – Sécurité**

- Le demandeur a l'**obligation de s'informer** sur l'évacuation et la sécurité incendie des locaux qu'elle utilise.

### **Article 8 – Litiges**

Toute contestation relative à la présente convention qui n'aurait pas trouvé de règlement amiable sera de la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Tarbes, le 4 juin 2025

**L'utilisateur**  
**(Nom, prénom, qualité, tampon)**  
Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

**P/Le Maire**  
**Le Conseiller Municipal Délégué**

**Alain ROS**

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les participants et lève la séance à 11 heures 23.